

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 43 (1156) - 6 novembre 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

9 - 13

Cet enfant veut la paix et la justice

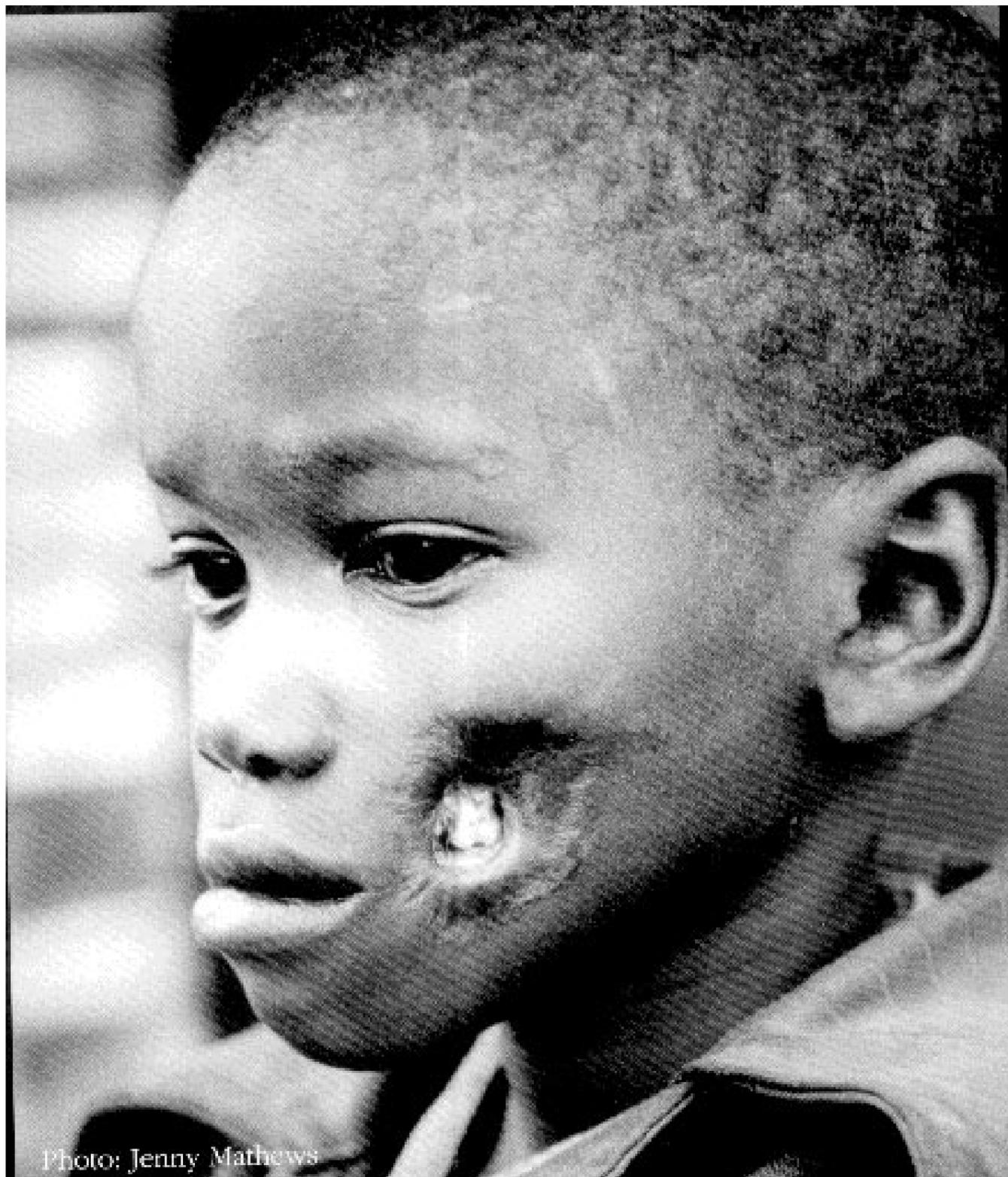


Photo: Jenny Mathews

INDEX

Silence assourdissant de la gendarmerie

Un rapport de la police
judiciaire

..... P 2 - 3

Loi anti-salaires : améliorer ou jeter ?

Débat au sein
des syndicats

..... P 6

Une révolution contre Mobutu

Zaire, Rwanda : le néo-
colonialisme tremble

..... P 9

France - USA luttent pour dominer l'Afrique

Et la Belgique cherche
un strapontin

..... P 10 - 11

Quand l'ONU donne raison à Marx...

Riches et pauvres dans
le monde : les chiffres

..... P 14 - 15

Sabena : perte de 12.000 F bruts par an Swissair exige 8% !

..... P 16



Le silence assourdissant de l'état-major de la gendarmerie

Les révélations sur l'Opération Othello ont placé l'état-major de la gendarmerie en état de défense. Mais une défense musclée : les gendarmes démocrates sont mutés, le PTB est frappé d'un procès pour avoir critiqué ce corps. Entre-temps l'état-major, soutenu par Vande Lanotte, prépare sa prochaine étape vers le pouvoir. La police judiciaire dénonce. Un document. C'est le moment de dépoussiérer une ancienne motion de la CGSP qui réclamait le démantèlement de la gendarmerie.

Un plan de conquête du pouvoir

La gendarmerie n'épargne pas les privilégiés

Vande Lanotte, le dirigeant du Parti socialiste flamand déclare : «Certains disent aujourd'hui que je veux commettre un coup d'Etat avec la gendarmerie. Bon, s'ils n'ont rien d'autre à inventer... Peut-être les critiques l'ont-ils déjà oublié, mais la gendarmerie était un corps malade. Elle est aujourd'hui un corps moderne, fort, dont la direction n'entretient pas la "culture de salon" avec des privilèges et qui n'épargne pas les nantis.» (1) Personne ne doute que ce corps soit aujourd'hui moderne et fort. Mais qu'il n'épargne pas les privilégiés, cela doit étonner les syndicalistes et les manifestants étudiants. Nous savions depuis longtemps que le socialisme de Vande Lanotte est devenu un socialisme policier. Le ministre souhaite que les cinq services nationaux de police fusionnent «non sous la direction de la gendarmerie, mais comme un tout nouveau service avec de nouvelles tâches de police et judiciaires : la gendarmerie, la police judiciaire, la police maritime, la police des aéroports et la police de la route». C'est précisément le danger que relève un document de la police judiciaire, paru dans le quotidien *Vers l'Avenir*. En voici les principaux passages. (2).

«Depuis la déstabilisation policière et judiciaire des années 80 (Heysel, CCC, tueries du Brabant...), le pouvoir politique tente en vain de colmater les brèches. Raisons de l'échec ? La direction de la PJ les voit dans la fine stratégie de l'état-major de la gendarmerie pour «absorber ou démanteler les autres services de police, mais aussi s'arroger les compétences des autorités policières, qu'il s'agisse d'autorités judiciaires ou administratives.»

«Ce processus de concentration des pouvoirs entre les mains d'une seule police d'État à tradition militaire ne peut manquer de donner froid dans le dos», souligne le rapport interne PJ.»

Les deux axes de Deridder

«Premier axe : la manipulation des instruments institutionnels. La loi

sur la fonction de police du 5 août 1992, par exemple, a permis à la gendarmerie de fonder ses compétences de police judiciaire sans que n'aient été modifiées les lois organiques des divers services de la police, de la PJ en particulier. Autre exemple, les zones interpolices (ZIP), sous couvert de «complémentarité entre les services de police», ont conduit la gendarmerie, par ses «agents de secteur», à concurrencer les services de police communale sur le terrain des tâches locales.

Le SGAP (service général d'appui policier, créé par l'arrêté royal du 11 juillet 1994), dernier exemple, devait permettre une meilleure coordination nationale entre les services de police. Il a surtout servi à vider la PJ de son Commissariat général pendant que la gendarmerie conservait intact et opérant son Bureau central des recherches (BCR), qu'elle augmentera même de nouvelles cellules (disparitions, hormones, trafic d'êtres humains, sectes) pourtant de nature à atterrir au SGAP.

Deuxième axe : la mainmise sur l'infrastructure technique. Dans toute stratégie, l'information est «le» nerf de la guerre.

Or, note le rapport interne PJ, «tous les efforts de la gendarmerie tendent à s'approprier, à son profit exclusif, l'ensemble des canaux d'échange d'information policière et judiciaire.»

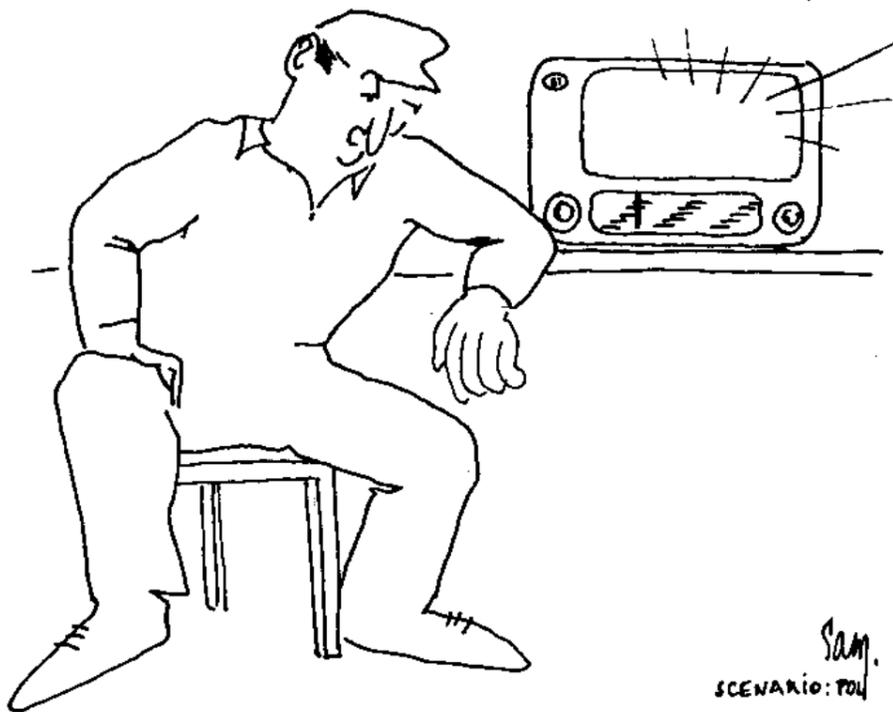
C'est le cas pour la gestion et la répartition des appels 101 qui alimentent les banques de données de la gendarmerie et lui permettent des interventions prioritaires sur le terrain.

C'est le cas aussi pour l'interconnexion des systèmes informatiques policiers, qui fait la part belle au système POLIS contrôlé par la gendarmerie.»

Grâce à la bande du Brabant wallon et au SP

Dans les années quatre-vingts, les tueurs du Brabant wallon et les CCC ont entraîné une véritable hystérie sécuritaire. De nombreux experts estiment que la gendarmerie a contribué à créer cette hystérie (voir les déclarations de Reyniers dans la colonne p.3).

La gendarmerie nous signale qu'elle a pris le pouvoir aux carrefours suivants : ministères de l'Intérieur et de la Défense nationale, 16, rue de la Loi, boulevard Auguste Reyers...



Vande Lanotte, dirigeant du Parti socialiste flamand : «La gendarmerie est aujourd'hui un corps moderne et fort.»

Tobback et Vande Lanotte ont répondu à tous les vœux de l'état-major. Ils ont augmenté le budget de la gendarmerie de 75 % en 10 ans et ont jeté les bases pour une prise de pouvoir de la gendarmerie : l'idéologie sécuritaire.

«Ce nouveau modèle, note le rapport, développé avec et pour la gendarmerie, est mis en avant comme la seule méthode efficace pour chasser le sentiment d'insécurité qui s'est emparé du citoyen et aborder la criminalité grave et organisée. Ce schéma ne laisse (pratiquement) aucune place aux autres services de police, à moins qu'ils ne se soumettent au nouveau modèle. Cette nouvelle approche offre une solution toute prête au gouvernement soucieux de la sécurité du citoyen et est dès lors reprise en de nombreux points — quasi littéralement — dans les lois et des réglementations. Ceci pour effet d'officialiser le nouveau

modèle.» Première caractéristique du modèle : pour être efficace, il ne peut être question que d'un service «total» et intégré de police, se traduisant par une fonction de police de base, un service spécialisé de police et des unités spéciales d'appui. Or, seule la gendarmerie, parmi les services de police, possède un tel profil. Deuxième caractéristique : les problèmes de sécurité ne peuvent plus être considérés comme des faits isolés mais faire l'objet d'une approche «globale», et seul un service de police présent à tous les niveaux (administratif et répressif) est en mesure d'y répondre. Or la gendarmerie, à nouveau, est l'unique dans le cas.

Il (le plan) est mis en place par petites touches, presque insidieusement, de sorte que ceux qui adhèrent à l'un ou l'autre de ses éléments ne connaissent pas la finalité réelle ni les motifs de leur

engagement.»

Voici donc pour le rapport. Vande Lanotte tente de calmer ses adversaires avec les promesses d'un «strict contrôle démocratique et d'un contrepois de la Justice. Pour ses missions judiciaires, le nouveau service ne pourrait mener des enquêtes que sous contrôle strict du Parquet.» (1) Mais on attend encore ce contrôle démocratique après l'enquête parlementaire sur la bande du Brabant wallon. L'affaire des enfants disparus montre avec évidence que personne ne peut contrôler la gendarmerie. Au contraire. Grâce à son omniprésence, son monopole sur les informations politiques et judiciaires, la gendarmerie contrôle tout. Cela ne pourra changer que si l'on démantèle ce corps.

1. *Het Laatste Nieuws*, 31 octobre 1996. 2. *Vers l'Avenir*, 29 octobre 1996.

La gendarmerie a bel et bien tenu la juge Doutrewe à l'écart

Mensonges, manipulations et sanctions

Selon le Comité P, le comité de contrôle des polices, la gendarmerie a fait tout ce qu'il faut dans l'enquête sur la disparition de Julie et Mélissa. Elle a transmis toutes ses informations au Parquet de Charleroi. C'était à celui-ci de les transmettre à la juge d'instruction Doutrewe de Liège, en charge du dossier. Le journal *Vers l'Avenir* affirme, documents à l'appui, que le Comité P a menti. Selon le quotidien, la gendarmerie aurait dû informer la juge d'instruction du fait qu'elle voulait mettre Dutroux sous observation. Elle ne l'a pas fait. Une circulaire du ministre de la Justice du 24 avril 1990 (mise à jour le 5 mars 92) précise: «Le fonctionnaire de police désireux de placer sous observation un suspect au sujet duquel existent des éléments objectifs de présomption... est tenu d'en informer le Procureur du roi par un rapport écrit et confidentiel... Si l'affaire fait l'objet d'une instruction judiciaire, le juge d'instruction est également informé par le fonctionnaire de police.» (1) Il doit aussi prévenir les autres corps de police pour éviter tout cafouillage. Les constatations établies lors de l'observation doivent être consignées dans des rapports journaliers.

Le 25 août 1995, le capitaine Legros de la gendarmerie de Charleroi a informé le Procureur du roi de Charleroi de la mise en observation de Dutroux dans le cadre de l'Opération Othello touchant «la lutte contre la traite des êtres humains». On sait que la gendarmerie savait depuis 1993 que Dutroux projetait des enlèvements d'enfants. Le capitaine signale que «les rumeurs concernant le comportement suspect de (Dutroux) s'amplifient depuis la disparition de Julie et Mélissa». Une copie est envoyée au Bureau Central de Recherches (BCR) de la gendarmerie, au peloton POSA qui doit observer Dutroux et à certaines brigades de gendarmerie. Mais pas à madame Doutrewe, manifestement tenue à l'écart de ces informations.

Comment la gendarmerie essaye de s'en sortir

L'état-major de la gendarmerie essaye de s'en sortir en affirmant que l'Opération Othello n'avait aucun lien formel avec la disparition de Julie et Mélissa. Mais *Vers l'Avenir* produit deux documents internes du BCR qui prouvent le contraire. Le premier est une demande adressée le 17 août 95 aux autorités allemandes de Wiesbaden concernant Dutroux et Martin. Objet: «La disparition de Julie Lejeune et Mélissa Russo». Le second est adressé à Interpol Slovaquie le 22 septembre 1995. Objet: «Disparition Julie et Mélissa». Les

De GENDARMERIE B.S.R. CHARLEROI		SIGNATURE :	
Ref expéditeur 387/BSR/95 17/95		Nom : LESAGE	
DTG rédacteur 221515Sep95		Grade : CAP 88	
Urgence R		Fonction : OFFICIER ADJ.	
Sec UNCLASS			
Vers : 1. DOCC BCR Sec Crim Personnes à destination 2. INTERPOL SLOVAQUIE 3. 4.			
Info : 1. Bde GRACE HOLLOGNE (Adit LESAGE) 2. 3.			
Nbrs Pages : 1			
OUT :	Nr CTR	Er	Opérateur
	2069	ACIS.	WLB
			Moyen FAX
IN :	Service :	Nom :	Avertissement
CTR			Er
Message :			
OBJET : Disparition JULIE et MELISSA			
Réf : Dos 95/95 de Madame DOUTREWE			
: Ops OTHELLO Dist CHARLEROI			
Dans le cadre de cette enquête, nous demandons aux autorités de la SLOVAQUIE de nous fournir tous renseignements mettant en cause les nommés:			
DUTROUX Marc, né le 06/11/56 et domicilié à 6001 MARCINELLE Rte Philippeville 128			
MARTIN Michelle, ép DUTROUX, née le 15/01/60 et domiciliée à LOBBES (SARS LA BUISSIÈRE) rue de Rubignies 43/45			
Merci pour la collaboration			
 NICIAUX MDC			

La gendarmerie a mené une enquête parallèle sans en informer la juge d'instruction liégeoise Doutrewe. Son nom figure seulement à titre d'information. (Document "Vers l'Avenir")

références sont «Dossier 95/95 de madame Doutrewe et Opération Othello». L'Opération Othello est donc bel et bien une enquête parallèle à celle de madame Doutrewe.

Il devient de plus en plus clair que la gendarmerie a joué un jeu sinistre: mener une enquête parallèle en jouant le Parquet de Charleroi contre celui de Liège. *Le Soir* du 23 octobre rapporte un document du district de Charleroi. Il s'agit d'un rapport d'une réunion de coordination tenue le 9 août 1995 entre les BSR (gendarmerie) de Charleroi, de Seraing, de Thuin, de Namur et des membres du BCR. Les gendarmes de Seraing étaient membres de la cellule d'enquête dirigée par madame Doutrewe à Liège. Mais la conclusion de la réunion est que la gendarmerie «va, sous les motifs des vols (de voiture) obtenir des mandats de perquisition afin de s'assurer du passage ou de la présence d'enfants dans une des demeures ou dépendances de Dutroux». (2) En utilisant le motif de vols de voiture, la gendarmerie ne devait pas passer par Liège pour obtenir son mandat de perquisition. Mais elle cherchait des enfants. On sait que toutes ces manipulations criminelles de la gendarmerie n'ont été connues que par hasard. Un membre de la police

judiciaire a regardé, toujours par hasard, dans la farde de son collègue de la BSR le jour de l'autopsie de Julie et Mélissa. Il y a vu les rapports de l'Opération Othello. Deux jours plus tard, la juge Doutrewe a demandé à ce membre de la BSR de rédiger une synthèse des investigations de la gendarmerie dont à l'époque il avait été dit qu'elles n'avaient abouti à rien. Deux rapports ont été établis. L'un a été rédigé le jour-même par cet adjudant de la BSR, Gilot. Un second est daté du 23 août, après concertation entre Gilot et l'état-major de la gendarmerie. Le premier affirme que «les recherches sur Dutroux s'étaient avérées négatives».

Détruisons, falsifions

Aucun procès-verbal n'a été envoyé à la juge de Liège. Le second affirme que la juge a été régulièrement tenue au courant. Mais ce second rapport ne parle pas de la réunion de coordination du 9 août, ni de la stratégie de la gendarmerie visant à demander des mandats de perquisition en invoquant le motif de vols de voiture. Pourtant Gilot avait reçu ce rapport à Seraing. Le rapport de Gilot conclut par la mention «de résultats finaux négatifs»

dans les recherches. Il déclare que tous les échanges de courrier sont restés «internes à la gendarmerie et n'ont pas fait l'objet d'un PV, conformément aux instructions». Instructions de qui? De l'état-major de la gendarmerie? Non, affirme le second rapport de Gilot. De la juge d'instruction. Mais le commissaire Lamoque de la PJ, qui faisait partie de la cellule d'enquête, ne doute pas une seconde que Doutrewe aurait délivré un mandat de perquisition contre Dutroux si elle avait été au courant des informations dont disposait la gendarmerie. La conclusion s'impose. L'état-major de la gendarmerie a voulu doubler la police judiciaire. Il a manipulé l'enquête avec des conséquences dramatiques pour les enfants et leurs familles. Il essaye aujourd'hui de s'en sortir en faisant rédiger de faux rapports et en faisant disparaître toutes les traces de ses agissements. C'est ce qu'avait déjà déclaré un membre de l'état-major à *Télématique*. Selon *Vers l'Avenir*, quand on interroge le fichier de renseignements de la gendarmerie *Megasys*, la première mention officielle du nom de Dutroux date du 13 mars 1996. Où est donc passée l'opération Othello?

1. *Vers l'Avenir*, 24 octobre 96.
2. *Le Soir*, 23 octobre 96.

Gendarme muté pour avoir prôné la transparence

Le maréchal des logis-chef Willy Holvoet est suspecté d'avoir livré à la presse et aux Verts des informations sur la destruction par son état-major de pièces du dossier Dutroux. «Militant du Syndicat général pour les services de la gendarmerie», il était intervenu lors d'un débat public organisé par l'Association syndicale des magistrats. Il y souligna notamment que le Bureau central de recherches de la gendarmerie (BCR) faisait double emploi avec les Services généraux d'appui policier (SGAP). «Pourquoi ne pas fusionner ces deux services?» interrogeait-il. Le SGAP est une instance qui réunit police judiciaire, police communale et gendarmerie. Il avait ajouté: «On y gagnerait au niveau budgétaire, au niveau du personnel et du contrôle des données judiciaires... Enfin, cette fusion permettrait un accès identique aux mêmes données à tous les policiers du royaume. La transparence n'en serait que renforcée.» (*Vers l'Avenir*, 30 octobre 1996) Propos inacceptables pour l'état-major qui a muté Willy Holvoet à la bibliothèque. *Vers l'Avenir* remarque à juste titre «la disproportion entre les mesures prises à l'encontre d'un sous-officier qui a lancé un appel à la transparence et la paix royale réservée à l'adjudant Vankeer qui avait menacé de «sortir des dossiers», si les attaques se poursuivaient contre la gendarmerie.

Là-dedans des individus cinglés

Frans Reyniers, le haut commissaire sanctionné de la police judiciaire de Bruxelles: «Nous avons connu une situation particulière dans les années 80... Tout a commencé avec les manifestations contre les missiles nucléaires... Ils ont été déployés. Qui le voulait? Les Américains. Ils disaient: "Que se passe-t-il dans ce petit royaume? Ça évolue trop à gauche. Nous devons le faire virer à droite. Comment? En jouant sur le sentiment d'insécurité." Les gens qui se sentent en insécurité commencent à penser de manière plus conservatrice. Pour cela, des attentats sont efficaces. La gendarmerie aurait dû être bien plus sous le feu après l'affaire de la bande du Brabant wallon. Tout le monde sait que... des éléments de ce corps y étaient impliqués... Je pense que la CIA a joué un rôle important en influençant certaines personnes... La gendarmerie compte 16.000 hommes. Et là-dedans circulent des individus cinglés...» (TV7, 29 octobre 1996)

La CGSP-Anvers exigeait la dissolution de la gendarmerie

Le Congrès régional de la CGSP anversoise, réuni le 25 février 1984 (voici 12 ans!) a voté la résolution suivante, qui garde toute sa pertinence:

«Le congrès déclare que la gendarmerie est un appareil de répression qui devient de plus en plus un Etat dans l'Etat qui coopère avec des organisations les plus à droite. Il déclare que la nécessité d'une gendarmerie n'est absolument pas démontrée (voir en Grande-Bretagne) et exige dès lors:

- la dissolution et/ ou l'intégration de la gendarmerie dans les corps de la police communale;
- le désarmement du maintien de l'ordre avec, seulement en cas de transgression armée de la loi, une action armée limitée des forces de maintien de l'ordre;
- l'interdiction absolue de la formation et le démantèlement complet des milices privées et/ des services de surveillance.»

EDITORIAL

Élan
révolutionnaire
au Kivu

Dirk Van Duppen

Tous les hommes politiques prônent une intervention dans l'Est zaïrois. Pourtant la dernière intervention dans la région, l'Opération Turquoise de la France lors du génocide rwandais, est précisément à la base du drame humanitaire actuel au Kivu. Totalement soutenue par la communauté internationale, une intervention devrait créer des prétendues zones de sécurité et des corridors humanitaires. En réalité, elle offrirait une protection au régime assassin en fuite et aux Interahamwe. Vingt mille soldats de l'ancienne armée rwandaise et dix mille Interahamwe armés se sont installés dans les camps de réfugiés à quelques centaines de mètres de la frontière rwandaise. Ces exécuteurs du génocide ont été protégés et soutenus par "l'aide humanitaire" internationale, deux années durant. Ils se préparaient à attaquer le Rwanda. De janvier à juin, ils ont organisé avec l'armée de Mobutu l'épuration ethnique contre les Tutsi zaïrois au Nord-Kivu. Un génocide silencieux, nié par la communauté internationale. Depuis septembre, ces mêmes assassins ont dirigé leur épuration ethnique au Sud-Kivu. Mais les Banyamulenge, des Tutsi zaïrois qui vivent là depuis des siècles, se sont soulevés et ont remporté victoire après victoire. Ils forment un front avec quelques mouvements zaïrois, dirigé par des cadres mulelistes. Leur mouvement est devenu une menace directe pour le régime de Mobutu. Celui-ci organise la surenchère nationaliste pour se maintenir au pouvoir. Cette lutte menace le contrôle impérialiste sur le Zaïre, le pays le plus important d'Afrique. La France a soutenu Mobutu et le régime génocidaire du Rwanda. Elle veut à nouveau sauver ses alliés par une nouvelle intervention. Cette ligne est soutenue en Belgique par les partisans du fascisme Hutu comme Tindemans, Van Erps... Contre l'impérialisme français, les Américains tiennent à maintenir des relations avec le Rwanda. Ils ont déjà pris l'initiative cet été de créer une force de paix africaine qui "soustraitrait" les interventions impérialistes. La Belgique tente, comme petit pays, de maintenir autant que possible son influence dans ses ex-colonies en naviguant entre les deux grandes puissances. Le secrétaire d'Etat Moreels plaide pour une force d'intervention africaine. Mais toute intervention impérialiste conduirait inévitablement à une Opération Turquoise-bis.

Le seul soutien qui conduirait à une paix durable et à la justice est le soutien au Rwanda et au mouvement de libération dans l'Est zaïrois. Ils veulent accueillir les réfugiés et arrêter les auteurs du génocide. Le lundi 11 novembre à 15 h, la LAI organise une rencontre de solidarité devant l'ambassade du Rwanda. Les militants seront reçus par l'ambassadeur.

Six cents marins privés
de mer

Rencontre avec Nancy, hôtesse dans la navigation au long cours

Près de six cents marins perdront leur emploi le 1er décembre. Ils perdront aussi leur complément aux allocations de chômage (environ 5000 F), payé par les armateurs. Nous avons rencontré Nancy, hôtesse de navigation. Le regret de rester à quai et la crainte de l'avenir sont bien présents.

Joeri Botseye

La maison de Nancy est un chantier : des sacs pleins de décombres, des conduites d'évacuation, des gravats. Un verre de jus de pomme à la main (le mythe des marins buveurs de bière en prend un coup), nous commençons l'interview.

Six mois en mer,
des semaines
à la maison

Hôtesse dans la navigation au long cours, c'est quoi ?

Nancy. C'est le ménage d'un navire. Récurer, dresser et débarasser la table, servir les repas, etc. Nous devons tout faire. Sur le dernier navire, j'ai aussi travaillé en cuisine, ce que je ne dois pas faire en principe. Pour entrer dans le pool, il faut remplir un formulaire, une sorte de CV. Comme dans les bureaux d'intérim, le pool dispose de listes avec des noms et des adresses.

Chacun reçoit aussi son numéro. Nous sommes classés par fonction : je rentre par exemple dans le port et je vais chercher mon numéro. Après moi, un autre steward d'un autre navire rentre. Il reçoit le numéro suivant. Ainsi chacun repart à son tour. Mais ces derniers temps, j'ai dû attendre longtemps. J'ai débarqué début 1995, mais je ne suis repartie que quatre mois plus tard. Auparavant, j'ai dû rester une année à la maison.

La vie en mer est particulière : 24 heures sur 24 avec les mêmes personnes, souvent pour quelques mois. En mer, on travaille plus de 8 heures par jour.

Nancy. Il faut travailler dur, mais quand on aime son travail, il n'y a pas de problème. Normalement je travaille de 6 heures du matin jusqu'à 19 h 30. Le soir, après le souper, on est libre. On fait parfois des heures supplémen-



«J'aime naviguer, j'aime aussi les changements. Mais aujourd'hui, c'est fini», déclare Nancy avec amertume.

taires. Un jour de travail normal compte 9 à 10 heures. Les heures supplémentaires se font pendant les jours de fête. Un dîner de fête somptueux, un apéritif...

Débarquer
pour toujours ?

On travaille aussi pendant le week-end. Rentré au port, un marin prend des jours de compensation pour ces dimanches et ces jours de fête : un mois sans solde.

Nancy. Je me suis déjà dit à plusieurs reprises : maintenant, j'arrête, c'est trop. Seule femme à bord, ce n'est pas toujours facile. J'ai travaillé une fois avec une femme cuisinière, c'était mieux. J'aimerais qu'il y ait plus de femmes à bord. Les hommes seront plus calmes. Il faut être dure dans ce métier. C'est un métier hors du commun, surtout pour les femmes. Mes voisins le savent. Lorsqu'ils me rencontrent, ils disent : «Ah, notre marin» ou «Salut, capitaine !»

J'aime naviguer, j'aime aussi les changements. Mais aujourd'hui, c'est fini. Et je ne dois pas me plaindre, certains doivent soutenir une famille. Du point de vue financier c'est une

catastrophe. Je touche un chômage de 34.000 F par mois, grâce à mon ancienneté. J'ai commencé avec 29.000 F. Mais je dois faire attention. J'ai acheté cette maison comptant sur des revenus réguliers. Quelle chance que mon emprunt soit si petit ! On ne sait jamais ce qui

peut arriver : une maladie ou ne pas pouvoir partir. Ou se retrouver à l'hôpital avec tous les frais qui s'en suivent. Mais je dois lutter pour survivre. Certains disent : «Nous avons vu arriver la situation.» Pas moi. Je ne m'étais pas attendu à un arrêt total et sûrement pas si vite.

Pavillon luxembourgeois :
des salaires de misère

En 1960, il fallait 44 marins sur un navire de 10.000 tonnes. Aujourd'hui, sur le dernier navire de 150.000 tonnes, ils ne sont plus que 22. La création du pavillon luxembourgeois en 1991 a aggravé la situation. Les armateurs avaient promis de garantir l'emploi, mais la situation s'est pourtant détériorée.

Tous les marins restent à quai. Les armateurs embauchent des Polonais ou même des Philippins pour des salaires de misère. Depuis que les bateaux belges naviguent sous pavillon de complaisance, les charges salariales d'un navire sont passées de

48 à 28 millions. Les armateurs procurent aux marins étrangers un livret et les certificats nécessaires, les billets, ainsi qu'une formation minimale, avec toutes les conséquences possibles pour la sécurité du navire. Beaucoup de marins reprochent aux Philippins ou aux Polonais d'avoir pris leur place.

Nancy : «Ce n'est pas de la faute des Philippins ! Ces gens n'y peuvent rien. Que feriez-vous si on vous dit que pouvez travailler pour cette solde ? Si vous n'avez pas de travail, vous accepteriez. Si un Philippin refuse, un autre prendra la place.»

Vidéo PTB- Marche blanche

Des journalistes de *Solidaire* ont promené une caméra dans la Marche blanche. Ils ont demandé aux participants ce qu'ils pensaient de la Justice, de la gendarmerie, de notre société, de l'unité entre francophones, néerlandophones et immigrés... Cette vidéo présente les meilleures interviews après une introduction sur ce mouvement historique. Le porte-parole du PTB, Kris Merckx et deux des 25 propagandistes du PTB arrêtés répondent à la propagande des médias sur la "récupération politique". Riet Dhont vous propose de combattre l'Opération Oubliettes avec notre parti. Durée : 20 minutes. Idéal pour la réunion de cellule ou pour regarder avec des amis. A commander au secrétariat du PTB (voir p.19) ou à Projet-Vidéo, rue de la Caserne 68, Bruxelles. Tél. 02/513 77 60. Prix d'achat : 140 F. + 60 F. de port. Location : 50 F. (100 F pour les non-membres).

"Protégés" par la BSR ?

Philippe Brewaëys écrit sur la Marche Blanche : «Finalement, les 25 équipes de la BSR et les agents de la Sûreté n'ont d'yeux que pour les militants du Parti du Travail de Belgique, un groupe stalinien que le monde entier nous envie. Pas question qu'ils sortent des calicots ou des tracts récupérateurs. Mais, en fait, à l'état-major de la gendarmerie, on craint surtout pour la sécurité physique des membres du PTB qui risquent de se faire taper dessus s'ils tentent malgré tout de récupérer les choses.» (Le Soir Illustré, 23.10.96). Si notre collègue connaissait mieux l'Histoire, il aurait reconnu dans les propos de la gendarmerie une tactique typique des nazis. Ceux-ci prétendaient aussi enfermer les juifs et les communistes pour les "protéger" de la colère populaire.

100 ouvriers protègent des propagandistes du PTB à Bosch

«S'il le faut nous resterons toute la nuit pour vous protéger»

Carine Bosmans

Mercredi passé, l'équipe de propagande du PTB distribuait un tract et vendait *Solidaire* aux usines Bosch à Tirlémont. Comme chaque semaine, le portier, sur ordre de la direction, a appelé la police. A leur arrivée, les deux agents de police ont prié les militants du PTB de quitter le terrain. Les choses n'allaient sans doute pas assez vite à leur goût : les agents ont empoigné un militant et ont tenté de le traîner dans leur combi. Notre homme s'est mis à crier à pleine voix à l'adresse des ouvriers de l'équipe du soir en



Alberto Gabbiadini, un des organisateurs, montre la photo de son père mineur.

"Siamo tutti neri"

Expo : l'histoire des Italiens de Belgique

"Siamo tutti neri". Dans la mine, nous sommes tous noirs, disaient les mineurs exprimant leur solidarité, leur refus du racisme. Tel est aussi le titre d'une remarquable exposition organisée sous la responsabilité de l'Institut d'Histoire ouvrière, économique et sociale, au Centre culturel de Seraing, jusque fin novembre.

Michel Collon

Trois mille Italiens en Belgique en 1914. Trente mille dans les années 30. Trois cent mille aujourd'hui. Il est important donc de connaître l'histoire d'une partie de notre classe ouvrière. Les premiers émigrés fuyaient la misère et le fascisme (mais la Sûreté belge livra à Mussolini de nombreux antifascistes). Ceux de 1945 furent attirés par des affiches roses, prometteuses mais trompeuses,

placardées dans toute l'Italie par les patrons de nos charbonnages.

Arrivés sur place, les Italiens déchantèrent : payés la moitié du salaire promis, logés dans des baraquements de prisonniers de guerre, dépourvus de tout, surveillés par la police qui traquait les communistes. Le contraire des discours et commémorations à l'eau-de-rose que nous servent ces temps-ci les autorités belges... Par exemple : que de souffrances et de

protestations avant que l'horrible silicose soit enfin reconnue maladie professionnelle, après plus de 150 ans d'exploitation capitaliste des charbonnages ! L'expo évoque aussi l'action des Italiens au sein du parti communiste belge et leur participation héroïque à la Résistance, le rôle ambigu de l'Eglise aux côtés du fascisme...

Une nouvelle réalisation remarquable de l'Institut d'Histoire ouvrière, économique et sociale. Mais pourquoi est-il si important de connaître la mémoire de notre passé ? Parce que, explique son directeur Michel Hannotte, «sachant d'où nous venons, nous aurons plus de moyens pour décider où nous allons.»

Au Centre culturel de Seraing, 44 rue Strivay. Du mardi au vendredi de 9 à 18 h, le samedi de 14 à 18 h.

EN BREF

La BSR a voulu arrêter Depret

La gendarmerie aime à se présenter comme notre "protecteur". Ceux qui la connaissent un peu mieux estiment au contraire préférable de s'en protéger. Ainsi, l'officier de la Police Judiciaire (PJ), Jacques Depret, ex-collaborateur du Comité Supérieur de Contrôle, a préféré, après son témoignage devant la Commission d'enquête du Sénat quitter discrètement le parlement par une porte arrière. Des sénateurs ont remarqué qu'il était accompagné de «deux personnages discrets, portant des lunettes noires et des baskets, qui semblaient appartenir à la 23ème brigade nationale de la PJ». Depret a déclaré : «La garde et ma disparition étaient nécessaires pour des raisons de sécurité, car une autre équipe était en route qui essayait de m'arrêter. Cette autre équipe était composée de membres de la BSR. Je sais beaucoup de choses sur la gendarmerie. La situation commence à devenir très dangereuse pour certaines personnes.» (*De Morgen*, 2 novembre)

Opération Oubliettes à l'AGCD

L'inspecteur-général des Finances, Robert Druyts, l'homme qui voici un an a fourni une série de rapports avec l'équipe anti-fraude sur les scandales de l'AGCD (Coopération au développement) a été déchargé de ses fonctions depuis le 16 septembre par le secrétaire d'Etat Réginald Moreels. «C'est incroyable, lance Druyts. Dès que le juge d'instruction Freddy Troch a obtenu des résultats dans l'affaire de la Bande du Brabant, le dossier lui a été retiré. Quand Jean-Marc Connerotte a résolu l'affaire Cools, idem. Quand le même Connerotte a résolu l'affaire Dutroux, il a perdu le dossier après deux mois. Quand le Comité supérieur de contrôle a enregistré quelques succès, il a été mis en veilleuse. Dès que quelqu'un commet l'imprudence d'enquêter dans les arcanes du pouvoir, il reçoit un coup de pied au derrière. Il pourrait y avoir un million de manifestants à Bruxelles contre la politique d'oubliettes du gouvernement belge, cela ne changerait pas.» (*De Morgen*, 4 novembre 1996).

Trois nouveaux jobs pour Spitaels

En raison de son implication dans le scandale Agusta, l'ex-président du PS a dû abandonner son poste de ministre-président wallon en 1994. Depuis, il a bien compensé cette "perte". L'an dernier, il a obtenu la présidence du parlement wallon. Et bien qu'il ait encore récemment été cité comme un des commanditaires possibles du meurtre de Cools, "Spit" vient d'être nommé président du Crédit Communal de Belgique (CCB), la banque publique qui, il y a peu, a vendu 30 % de ses parts au privé. Spitaels siège également au conseil d'administration de la maison-mère de la banque, le "CCB-Holding", et dans le "comité stratégique" de Dexia, une société-coupole dans laquelle le CCB et le Crédit Local de France ont récemment fusionné. (*L'Echo*, 24 octobre 1996).

Un coq dans le moteur

Les bus de l'entreprise "flamande" Van Hool de Lier vont bientôt rouler équipés de moteurs de Caterpillar Belgium à Gosselies. Ce partenariat devrait mettre Van Hool en bonne position pour obtenir la nouvelle commande de la Société Régionale Wallonne de Transport. (*L'Echo*, 29 octobre 1996). L'an passé, lorsque Van Hool avait raté une commande, il louait encore le nationalisme flamand... Le capital ne connaît pas de frontière (linguistique). (KM)

Loi salariale : améliorer ou jeter ?

Un débat au sein du mouvement syndical

L'organisation patronale FEB menace de se retirer des négociations si la FGTB planifie de nouvelles grèves. «Nous ne parlons pas avec un revolver sur la table» a déclaré l'administrateur-délégué Tony Vandeputte. Mais les patrons détiennent eux-mêmes un riot-gun solide. Dehaene et Di Rupo le leur ont offert en juillet 1996 : une nouvelle loi salariale.

Kris Hertogen

Au printemps 95 déjà, la FEB faisait part de ses souhaits au formateur gouvernemental. Le coût salarial belge ne pouvait augmenter plus vite que celui des principaux concurrents et il fallait plus de flexibilité. Leurs vœux ont été exaucés. D'après la nouvelle loi salariale, le coût salarial belge ne peut augmenter plus vite que celui de l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Tous les deux ans, une marge maximale est fixée pour les négociations salariales, sur base d'un rapport d'experts. Cette marge a traité aussi bien aux augmentations salariales qu'à la diminution du temps de travail (avec maintien de salaire). Toute participation aux bénéfices tombe en-dehors de la norme. Au cas où le coût salarial en Belgique augmente plus vite que dans les pays voisins, une correction vers le bas sera appliquée par après. La loi salariale permet également d'introduire du travail intérimaire dans toutes les situations et de calculer le temps de travail sur base annuelle, sans que les délégations syndicales ne puissent s'y opposer. De quoi traitent les négociations ? De la marge de négociation. Des experts ont calculé qu'elle pouvait atteindre entre 5,4 et 6 % maximum en deux ans, tenant compte de



Action de grève de la FGTB, le lundi 28 octobre à Liège.

l'index et des augmentations barémiques. Dans un tract, le SETCA-Anvers écrit à ce propos : «Calcule toi-même : ils tiennent compte d'une augmentation de l'index de 3,6 % sur deux ans. Les augmentations barémiques s'élèvent, selon eux, la plupart du temps de 0,5 à 1 %. Le reste ? La marge de négociations de 1,5 à 2 % pour satisfaire nos revendications pour l'emploi, le pouvoir d'achat et la distribution du travail. Pour deux ans ! Juste après la décision du gouvernement de ne pas indexer les barèmes fiscaux... Cela est inadmissible !» Les syndicats ont jusqu'au 4 novembre pour s'incliner volontairement devant la norme salariale, sinon c'est le gouvernement qui prendra lui-même la décision. Démocratie sociale ? La concertation sociale instaure une démocratie de façade. Derrière cette façade, il y a la dictature salariale, que le gouvernement impose au nom du patronat.

Pourquoi négocier ?

La direction de la CSC a accepté la loi salariale et le principe de la norme salariale. Voilà pourquoi elle a refusé de participer à la grève de la FGTB. Sur quoi veut-elle donc négocier ? Sur la grandeur de

la marge et son affectation. Une partie de la marge interprofessionnelle doit aller aux services de quartiers et une partie des marges sectorielles à des emplois et à la limitation des licenciements. En d'autres mots : si les travailleurs veulent des emplois, ils doivent les payer eux-mêmes avec leurs marges réduites. La CSC veut une diminution du coût salarial (diminution des cotisations sociales) en échange d'une redistribution du temps de travail. Au sein de la FGTB, la résistance de la base contre la norme salariale s'est reflétée au bureau national. D'où la grève du lundi 28 octobre. Mais la majorité du bureau ne désire pas non plus mettre en question la norme salariale. D'où la plateforme pour la grève ne demandant que quelques petits changements à la norme salariale. Premièrement, on demande une norme salariale moyenne au lieu d'une norme maximale. Cela donnerait à certains secteurs l'occasion d'aller légèrement au-dessus de la norme, alors que dans d'autres on resterait en-dessous. On veut également que la réduction de 6,5 milliards des cotisations offerte aux patrons dans le cadre du plan pour l'emploi, soit liée à la redistribution du temps de travail. Cette

dernière ne sera alors pas payée par le patron mais par la Sécurité sociale. Pour la direction de la FGTB, l'action du 28 octobre marquait le point final. Elle ne compte plus sur la base mais sur le gouvernement.

Briser la loi salariale

Du secteur public comme privé, des centrales ouvrières comme des employés, de la FGTB mais aussi de la CSC, de Wallonie, de Flandre et de Bruxelles, retentit de plus en plus l'appel à une diminution radicale du temps de travail avec maintien du salaire. De plus en plus, cette revendication prend la forme de la semaine des 32 h. Cela donnerait un emploi à plein temps à 330.000 sans-emploi aux frais du patronat. Mais pour l'imposer, la loi salariale doit être annulée. Un blocage salarial est en cours depuis trois ans. Cela signifie que tous les avantages de la productivité croissante vont aux patrons. Cela explique facilement l'augmentation de leurs bénéfices annuels à 877 milliards en 1995. Entre temps, les travailleurs ont dû se serrer la ceinture par l'indexant, la non-indexation des barèmes fiscaux, par des économies dans la Sécurité sociale. Ils

veulent utiliser les conventions collectives à venir pour récupérer une partie du pouvoir d'achat perdu, pour exiger leur part dans l'augmentation de la productivité. Mais cela exige le retrait de la loi sur les salaires. Ce retrait est aussi la seule manière de contrer le partage des bénéfices, une sorte de rémunération qui lie les travailleurs aux patrons et qui mine la solidarité syndicale. Et pour arrêter la flexibilité aussi, la loi sur les salaires doit être annulée. Le mouvement de masse lancé grâce à l'attitude de principe des parents des enfants disparus, oblige le gouvernement à changer des lois vieilles de plus de cents ans. Pourquoi le mouvement syndical, par la mobilisation de toutes les forces travailleuses, ne pourrait-il réussir à changer des lois dont l'encre est à peine sèche ? La question est : défend-on ce système pourri jusqu'à la moelle ou ose-t-on le combattre dans l'intérêt des travailleurs ? Depuis 15 ans, on nous promet la fin du tunnel. Mais plus on le promet et plus il s'allonge. Le capitalisme n'apporte aux travailleurs que pauvreté, chômage, fascisme et guerre. Le mouvement syndical doit briser la logique impitoyable de ce système.

Répercussions de la grève au sein de la FGTB

Les dirigeants de la centrale du textile continuent à attaquer l'unité du syndicat

Jan Vandeputte

La grève du lundi était un succès, malgré la confusion et la rapidité avec laquelle il a fallu la préparer. Les dirigeants de la centrale FGTB du textile avaient appelé à s'abstenir. Aujourd'hui, ils maintiennent leur position : «Le syndicalisme de combat ne mène à rien. L'avenir réside dans la négociation.» Ils se moquent des militants et nient l'existence du mécontentement profond des travailleurs. «La volonté d'action parmi les militants était réduite et concernait

essentiellement des problèmes locaux», affirme le président Wittwongel. (1) Le secrétaire national du textile continue à fustiger «le syndicalisme du "niet", alibi pour ne pas assumer ses responsabilités». (2) Les deux responsables syndicaux s'opposent à «la pression des radicaux wallons» et appellent les syndicalistes FGTB flamands à «se lever enfin pour faire entendre leur voix». (3) Tobbacq, le président du SP, qui préfère une FGTB faible, ne pourra que se réjouir de cette situation. Mia De Vits, secrétaire générale de

la FGTB nationale et présidente de l'Interrégionale flamande, ne semble pas encore avoir désapprouvé ces deux scissionnistes. Les présidents et vice-présidents des centrales professionnelles flamandes se sont, eux, distancés de l'attitude des responsables du textile. Les propos de Mil Kooyman de la FGTB de Gand suscitent également de nombreuses réactions. Il avait formulé des critiques contre la grève, décidée «trop vite et surtout sans la CSC». Ce qui n'a pas manqué de provoquer la colère de certains militants et délégués

qui s'étaient investis pleinement pour en faire un succès. Un front commun avec la CSC ? Tout le monde le souhaite. Mais comment parvenir à cette unité ? En mobilisant à la base au sein des deux syndicats, en s'appuyant sur des mots d'ordre corrects et des projets d'action mobilisateurs. Là où on a travaillé de la sorte les dernières semaines, les syndicalistes et les travailleurs ont d'ailleurs souvent fait la grève ensemble. Les militants CSC qui ont participé ou en ont exprimé le souhait se sont évidemment exposés à ce genre de

critiques. Mais chaque syndicaliste qui oeuvre honnêtement pour une FGTB combative verra sans aucun doute la distinction fondamentale entre l'erreur d'un Mil Kooyman et les tentatives des dirigeants de la centrale du textile. Dans une interview accordée à *De Morgen*, Mil Kooyman a d'ailleurs dressé un «bilan globalement positif» de la journée de grève.

1. De Morgen, 30 octobre 1996. 2. De Standaard, 27 octobre 1996. 3. De Standaard, 30 octobre 1996.



Attaque de la bande du Brabant wallon (1983). L'enquêteur du Comité Supérieur de Contrôle Depret déclare que l'enquête a aussi été sabotée. Depret : «L'enquêt mène à des politiciens, des magistrats, des hauts officiers de la gendarmerie et des chefs d'entreprises.»

Déclarations explosives de Depret

Commission parlementaire : tentative d'étouffer l'affaire

Jacques Depret, ancien officier de la police judiciaire dans le Comité supérieur de contrôle a déclaré ce 25 octobre qu'il était en possession d'une «série d'exemples documentés sur des enquêtes sensibles qui ont été arrêtées sur ordre de supérieurs hiérarchiques du Comité supérieur de contrôle». (1)

Jan Hasaers

La veille, Depret a fait des déclarations similaires devant la commission d'enquête du sénat sur le crime organisé.

Les déclarations de Depret sont explosives. Pour l'empêcher de parler, sa maison a été incendiée, sa voiture de service a été sabotée et il a été victime d'un accident de circulation criminel. Des inconnus ont également dessiné un cercueil devant son domicile.

Depret a constaté plusieurs Opérations Oubliettes en Belgique dans des dossiers litigieux : la bande du Brabant wallon, l'affaire Cools, les ballets roses et l'extrême droite. «Il s'agissait chaque fois d'enquêtes qui risquaient de conduire aux mêmes politiciens, magistrats, hauts officiers de la gendarmerie et chefs d'entreprises. Nous sommes en présence d'une clique de personnes haut placées, qui se protègent les unes les autres tout en exerçant le chantage les unes à l'égard des déjà signalé que des personnes citées dans l'affaire des ballets roses et plus tard dans l'affaire Cools, ainsi que des personnes d'extrême droite «se réunissaient à Overijse, près de l'endroit où Monsieur Finné a été assassiné par la bande du Brabant wallon». (2) L'élément

des partouzes revient à chaque reprise. Il s'agit très probablement d'un moyen de chantage contre des politiciens haut placés et des magistrats pour qu'ils étouffent les enquêtes sur ces crimes.

Mais le témoignage de Depret oblige à orienter l'enquête sur le rôle de la gendarmerie et de l'extrême droite dans les dossiers des tueurs du Brabant wallon et des ballets roses. Vers le milieu des années 80, on a soupçonné l'état-major de la gendarmerie et l'extrême droite de vouloir déstabiliser le pays par des actions de terreur aveugle, comme celles de la bande du Brabant wallon et des CCC. Cette "stratégie de la tension" devait créer un climat de peur dans l'opinion publique, de manière à ce que celle-ci accepte le renforcement de la gendarmerie.

Pour élucider le rôle de la gendarmerie dans ces affaires, on ne peut se fier à des commissions d'enquête parlementaires qui travaillent à huis clos. La première commission d'enquête sur l'affaire de la bande du Brabant a abouti à la création du Comité P, chargé du contrôle des services de police. Vermeulen, du Comité Supérieur de Contrôle, déclare que c'est précisément le Comité P qui a refusé de mener une

enquête sur le mauvais fonctionnement de ce comité. (1) La deuxième commission d'enquête sur l'affaire de la bande du Brabant n'est pas plus fiable. Le 7 octobre, les professeurs Fijnaut et Verstraeten ont posé les questions-clés dans cette affaire : l'affaire des tueurs du Brabant wallon relève-t-elle du banditisme ou du terrorisme (stratégie politique de la tension visant à installer un régime fort avec le soutien de la gendarmerie, de l'armée et des services de renseignement) ou avons-nous à faire à une combinaison des deux ?

Pour une commission publique d'enquête sur les affaires

L'installation d'un régime fort est déjà un fait. Le sénateur Écolo Decroly (membre de la Commission Dutroux) a confirmé dimanche dernier, au journal de la RTBF, le témoignage anonyme d'un commandant de l'état-major de la gendarmerie selon lequel on était en train d'y détruire toutes les preuves de l'enquête parallèle menée sur Dutroux (Opération Othello). Dans ces conditions, une enquête visant à examiner l'"innocence de la gendarmerie" comme dans l'affaire du Brabant wallon — pour laquelle le nettoyage a déjà été effectué depuis longtemps — ne peut mener qu'à laver la gendarmerie de tout soupçon. La seule manière d'empêcher une nouvelle Opération Oubliettes sur l'implication de l'état-major de la gendarmerie est de rendre l'affaire publique immédiate-

ment en instaurant une commission publique d'enquête sur les affaires Dutroux, Brabant wallon et Cools.

Toute participation de politiciens doit être bannie de cette commission. Les déclarations de Depret et de Vermeulen, membres du Comité supérieur de contrôle, démontrent en effet que les politiciens sont impliqués eux-mêmes dans d'innombrables scandales. Citons deux exemples.

Depret reproche à l'administrateur du Comité supérieur de contrôle, Canneel (tendance PS), de saboter l'enquête sur le trafic de cartes de travail pour des prostituées philippines. «Nous avons découvert une combine entre des fonctionnaires du ministère des Classes moyennes, des imprésarios et des exploitants de cabarets. Ils procuraient des permis de séjour aux filles. Parfois, les documents étaient déjà prêts au ministère avant même qu'on en ait fait la demande. Les noms de l'ancien ministre libéral Willy De Clercq et d'autres politiciens importants sont apparus dans cette enquête. Dans des bars pour prostituées, nous avons par exemple retrouvé le numéro de téléphone de De Clercq avec la mention que le numéro pouvait être utilisé n'importe quand en cas de problèmes de permis de travail.»

Depret a aussi été obligé d'arrêter son enquête dans une affaire de trafic d'armes dans laquelle le ministre d'Etat PS, André Cools, aurait joué un rôle. Dans cette affaire également, certaines personnes auraient participé à des partouzes.

1. De Morgen, 9 octobre 1996. 2. Terzake, 24 octobre 1996.

AGENDA

Bruxelles

Mercredi 6 novembre à 14 h

Quel avenir pour ces enseignants sans emploi ? Meeting du front commun Bruxelles-Brabant : Appel, CGSP enseignement, CSC enseignement, SEL, Setca, SLFP enseignement. Grande salle de la CGSP, rue du Congrès, 17-19, 1000 Bruxelles.

Dworp

Samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre, 10-18h

Week-end de rencontre de Médecine pour le Tiers Monde et de Médecine pour le Peuple. Centre Destelheide, Dworp. Infos : 09/344 92 44

Mons

Jeudi 7 novembre à 19 h 30

"Affaire Dutroux-Nihoul : la Gendarmerie et la Justice incompétentes, entamées de corruption, travaillant à deux vitesses ?"

Avec Anita Crul, maman de Sylvie Carlin, Michel Bouffioux (Télémostique), Herwig Lerouge, (Solidaire) et un porte-parole de l'Association syndicale des magistrats.

Université de Mons-Hainaut, Place Warocqué. Org. : asbl *La Braise*. PAF : 50 F.

La Louvière

Vendredi 15 novembre à 19 h

Affaire Dutroux-Nihoul. Pourquoi la gendarmerie n'a rien dit alors qu'elle savait tout depuis 93 ? Pourquoi la Justice n'a rien fait pour les enfants du peuple ? Avec Anita Crul, maman de Sylvie Carlin, Michel Bouffioux (Télémostique), Jean-Pierre De Staercke (chroniqueur judiciaire) et Herwig Lerouge (Solidaire).

Le Ranch, Place de Goegnies, à côté de la Maison des Oeuvres à Houdeng-Goegnies. Org. : asbl *La Braise*. PAF : 50 F.

Annnonce publicitaire

Au Centre International
Bd M.Lemonnier 171, 1000
Bruxelles 02/513.79.41

9 nov., à 16h30. En fr. Entrée libre.

Apéritif Poétique
Anthologie de textes
d'Elsa TRIOLET et de
Louis ARAGON

Jacques DEMAUDE propose une sélection de la poésie de résistance d'Aragon ainsi que des textes de et sur Maiakovski. Musique : Sophie CALDEIRA (guitare).

12 nov., à 20 h. En angl. & franç.
250 F prt tout le cycle. 100 F par conférence.

1ère conférences d'un cycle de 4
PENSEURS POLITIQUES D'AFRIQUE
Mohammed HASSAN
Le panafricanisme et
le nationalisme africain
de Nkrumah (Ghana).

13 nov., à 20 h. En français. 100 F.

Loi Erdman - loi Harnie:
naturalisation par l'intégration
ou par l'automaticité ?
Fred ERDMAN, Jean CORNIL et
Dominique MEEUS.

15 nov., à 20 h. En français. 100 F.

La Chine succombe-t-elle
au chant de sirène
du libre marché ?
Baudouin DECKERS

Un spray "inoffensif" qui tue...

La police anversoise achète 750 "sprays au poivre" américains

Des dizaines de milliers de jeunes, de ménagères et de travailleurs anversois viennent de manifester contre les pratiques de la gendarmerie, de la police et de l'appareil judiciaire. Et voilà que la police trouve dans les caisses – pourtant vides – de la ville, de quoi acheter 750 sprays au poivre. (1)

Jeanne Leblanc

Le spray au poivre, fabriqué à partir de poivre de Cayenne, est 600 fois plus fort que le poivre de Cayenne à usage culinaire. Il est efficace à 96%, contre 60% pour le gaz lacrymogène.

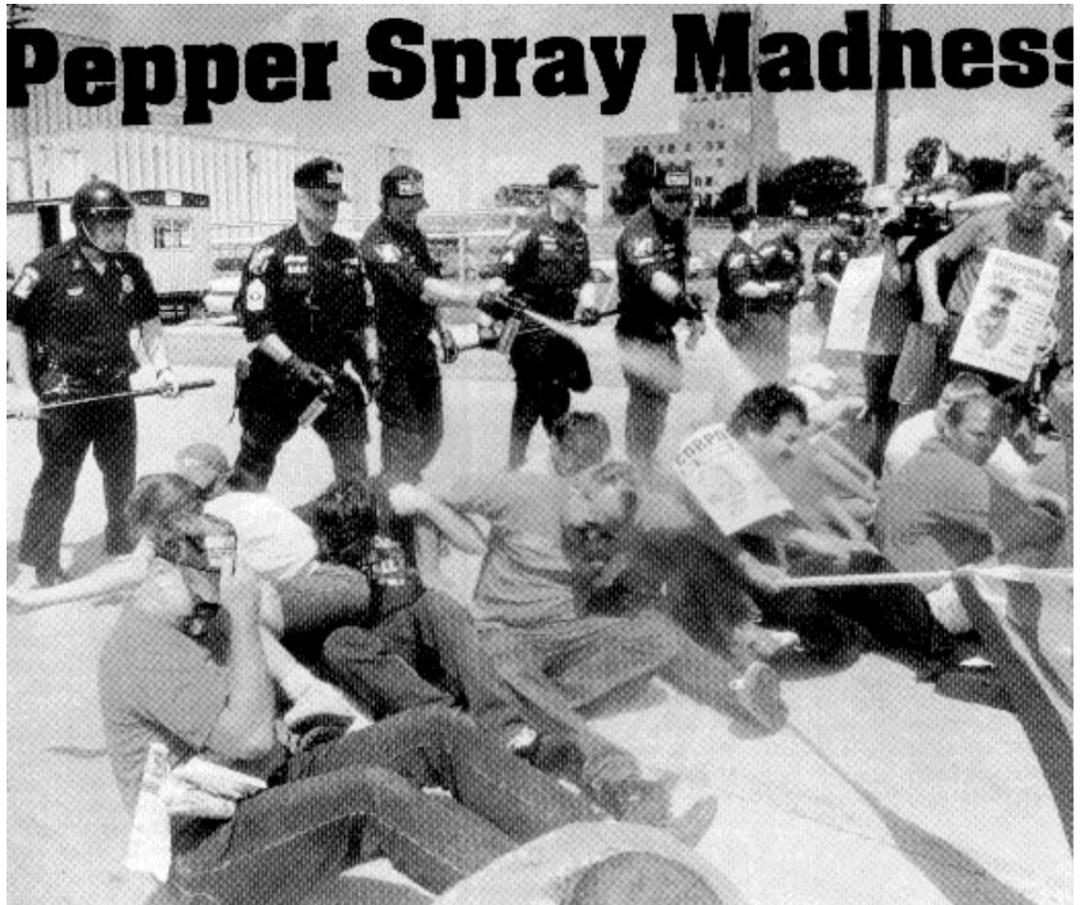
Un premier lot de 200 grands pulvérisateurs a déjà été utilisé contre les marins ayant maculé d'oeufs le bâtiment de la Compagnie Maritime Belge (CMB), le 2 septembre dernier. Aveuglés, désorientés et au bord de l'asphyxie, les manifestants ont dû se retirer. Un second lot de 550 bombes a été acheté. Grâce à un puissant jet de poivre "balistique" (comme un projectile), celles-ci peuvent anéantir totalement une personne "récalcitrante". Ce spray est régulièrement utilisé aux États-Unis, notamment contre les piquets de grève. En Belgique, les brigades du métro de la gendarmerie l'utilisent depuis le début de l'année pour neutraliser les réfugiés illégaux (2). Un membre du SWAP-team (Special Weapon and Arrestation Team de la police fédérale américaine, le FBI) est venu dernièrement faire une démonstration du spray au poivre à l'école anversoise de police. (1) Les policiers présents, venus de Bruxelles, de Liège, du Limbourg et des deux Flandres, étaient enthousiastes : voilà un moyen nouveau, efficace et sans danger, pour assurer le maintien de

l'ordre. Sans danger ?

Le FBI a adopté le spray au poivre en 1987 en tant que "moyen chimique officiel" de maintien de l'ordre. On disait ses effets sans conséquences durables pour la santé. Les autorités ont pourtant dû reconnaître que, depuis 1990, soixante personnes sont mortes suite à usage du spray par la police. Selon les associations américaines des droits de l'homme, le nombre de morts est bien plus élevé. La section californienne de l'ACLU a ainsi établi que dans les rapports d'autopsie de 26 personnes victimes du spray au poivre, celui-ci n'est pas mentionné comme cause de la mort. Pour les scientifiques, on en sait trop peu sur les effets réels de ce spray. Au point que les médecins ne savent pas ce qu'ils doivent rechercher lors de l'autopsie.

Depuis 1990, le spray au poivre a fait 60 morts aux États-Unis

La douleur peut durer 45 minutes et est si intense que l'Alliance nationale pour la responsabilité de la police (N-COPA) soupçonne le pulvérisateur d'être une véritable arme de torture. L'Alliance exige une enquête afin de vérifier le respect de la Convention des Nations unies contre la torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants,



Le spray au poivre utilisé contre des travailleurs de la sidérurgie aux États-Unis. Il y a déjà fait officiellement 60 morts. La police anversoise de la socialiste Detiege emprunte la même voie.

convention ratifiée l'an passé par les États-Unis.

Interdiction complète de l'usage du spray au poivre

Dans l'État de Washington, la police a même utilisé le spray au poivre à l'intérieur des murs d'un institut pour jeunes. L'avocate des jeunes : «J'ai regardé les images vidéo d'enfants qui avaient été

atteints par le spray. La douleur est très intense : l'enfant tombe immédiatement au sol en hurlant. La douleur est horrible, mais il n'y a pas de blessure.» Un tribunal de Washington a dès lors interdit l'usage du spray au poivre à l'intérieur des instituts de l'État. Des groupements de citoyens, indignés par son usage croissant contre les jeunes, les prisonniers et les travailleurs en grève, exigent son interdiction. Il est donc inadmissible que ce moyen soit

maintenant acheté par la police anversoise, dirigée par une bourgmestre socialiste. Si une interdiction immédiate n'intervient pas, elle pourrait bientôt être tenue pour responsable de la première "mort par spray au poivre" en territoire belge.

1. *Gazet van Antwerpen*, 30 octobre 1996. 2. *De Morgen*, 26 janvier 1996. L'information sur l'usage du spray au poivre aux États-Unis provient de la revue *Covert Action*, printemps 1996.

Interdiction de faire de la politique pendant trois ans

La gendarmerie obtient un jugement contre la liberté d'expression

Peter Mertens

Un dirigeant étudiant, qui a manifesté sur la E40 en 1995, est condamné à trois ans de prison à Louvain. Il bénéficie d'un sursis à condition de ne plus participer à des manifestations politiques et syndicales durant cette même période. Une sentence singulière, manifestement anticonstitutionnelle et particulièrement grave. Les faits : novembre 1995, 400 étudiants manifestent à Louvain contre les restrictions d'accès à l'université. Ils s'asseyent brièvement sur la E40 et se retirent ensuite dans les bois de Heverlee. La gendarmerie fait son apparition, avec des projecteurs, pour les ramener en ville. Tous les étudiants sont rapidement encerclés sur le campus d'Arenberg. Le capitaine Derycker fait ficher 145 étudiants, dont 61 sont détenus administrativement et se voient proposer une déclaration stan-

dard. Beaucoup signent après plusieurs heures d'un impitoyable interrogatoire. Six d'entre eux sont poursuivis en justice.

Le capitaine de gendarmerie Derycker cherche à traîner les dirigeants étudiants en justice. Dirk et Bart (1) sont traités plus durement et accusés d'être les "meneurs". Le gendarme insulte Dirk à maintes reprises. «Je vous casserai !», menace-t-il. Bart, membre du MML de Louvain, refuse de signer. Derycker dresse alors lui-même un procès-verbal : «L'intéressé est connu du verbalisant comme quelqu'un qui, lors des manifestations à Louvain, auxquelles le Mouvement Marxiste-Léniniste prend part, incite la masse à commettre toutes sortes d'infractions, comme l'occupation d'artères importantes. L'intéressé a été, pour ces raisons, spécialement tenu à l'oeil par le verbalisant. (...) Durant un interrogatoire que le verbalisant a tenté de mener

avec l'intéressé, celui-ci a laissé clairement voir par sa mimique et son comportement que le verbalisant avait raison. Mais l'intéressé s'est tenu par principe à ces mots : "Je n'ai rien à déclarer, c'est mon droit".» (2) Et voilà, les mimiques ont désormais pour la gendarmerie autant de valeur qu'une signature.

Un jugement politique

Le tribunal correctionnel suit entièrement les accusations de la gendarmerie. Dirk et Bart sont tous deux déclarés coupables et éclopent de trois ans de prison avec sursis. Dirk se voit «interdire d'organiser des manifestations en son nom propre ou au nom de quelque organisation étudiante, ainsi que de participer à celles qui n'auraient pas un caractère purement étudiant et auraient un objet politique ou social.» (3) Ce jugement supprime la liberté

d'expression et d'association. Un militant politique est privé de ses droits politiques durant trois ans et ne conserve que le droit de participer aux élections. Le PTB s'est vu interdire de diffuser ses critiques de la gendarmerie lors de la Marche Blanche. Les tribunaux piétinent la constitution quand l'ordre social du capital est mis en cause. Le jugement incrimine un blocage pacifique et prudent de la E40 comme un «fait très grave». (3) Il est clair que, dans cette affaire, la gendarmerie cherchait à obtenir ce précédent. Un précédent contre les occupations futures et les piquets de zoning. Un capitaine de gendarmerie monte une souricière, use de menaces, dresse un P.V. qu'il signe pour accord «sur base de la mimique de l'intéressé» ! Le tribunal n'y voit pas d'objection. La gendarmerie monte des dossiers sur des activités et déclare expressément «les tenir spécialement à l'oeil». N'est-ce pas

du parti-pris ? Le tribunal déclare pourtant que «il n'est absolument pas prouvé que la gendarmerie a monté des dossiers parallèles et que les accusés n'ont pas eu droit à un procès équitable».

Nous exigeons la libération immédiate des six de Louvain et le droit à la liberté d'expression. Le MML mènera des actions sur ce thème prochainement. La gendarmerie a créé un précédent et manipulé l'enquête. Aucun tribunal n'ose mettre en accusation ces menées anticonstitutionnelles. Le MML exige la dissolution de la gendarmerie. Nous appelons chacun à envoyer des motions de solidarité avec les six de Louvain au journal étudiant *Veto* (fax : 016/22.01.03). Envoyez-en une copie à la rédaction de *Solidaire*.

1. On nous a demandé de ne pas publier les vrais noms. 2. P.V. n°. LE.54.62.107200/95 de la gendarmerie de Louvain. 3. Jugement du tribunal correctionnel de Louvain.

Zaire : le néocolonialisme tremble sur ses bases

Les Mulélistes dirigent la révolution démocratique contre Mobutu

Les groupes de guérilla de l'«Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaire» (AFDL) ont libéré Bukavu et Goma. Laurent Kabila, dirigeant de l'AFDL, veut monter jusqu'à Kinshasa renverser le régime corrompu et illégal de Mobutu. Le mythe raciste, présentant les événements comme une lutte de clans entre hutus et tutsis, vole en éclats...

Tony Busselen

L'AFDL est une alliance entre quatre organisations zairoises. La principale est le Parti de la Révolution Populaire (PRP) de Laurent Kabila (voir encadré). Le PRP s'est associé à trois autres groupes de résistance. Il y a d'abord l'Alliance démocratique des peuples, créée fin 1995, après un an de traques ethniques menées par le gouvernement zairois et les milices hutues; il s'agit d'une organisation d'autodéfense des Banyarwanda et des Banyamulenge dans le nord et le sud Kivu. Il y a ensuite le Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre, créé en 1994 par Masasu Nindaga, dans la région de Bukavu. Il y a enfin le Conseil National de Résistance, créé en 1993 par André Kisase Ngandu dans la province toute proche du Kasai. (1)

Avec la prise de Bukavu et de Goma par l'AFDL, le mythe de la guerre raciste entre hutus et tutsis vole complètement en éclats. Laurent Kabila, qui n'est lui-même pas tutsi, dirige une coalition de différents groupes zairois. Il a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une guerre ethnique. Après la prise d'Uvira, il a encouragé des milliers de gens présents à renverser le régime de Mobutu. «Nous devons le jeter aux poubelles de l'histoire. C'est votre mouvement, un mou-

vement contre la tyrannie et la corruption.» (2) Différents témoins ont constaté une contradiction frappante entre l'intervention de soldats pilliers et meurtriers de l'armée zairoise et des milices fascistes d'une part et celle des rebelles d'autre part.

La photographe de Reuter, Corinne Dufka, était présente lors de la libération de Bukavu. Elle raconte : «Contrairement aux soldats zairois, les rebelles expliquent poliment la raison de leur présence et demandent aux citoyens de rester au lieu de fuir.» (3) Le correspondant de l'International Herald Tribune rapporte : «De nombreux réfugiés hutus disent que les rebelles se comportaient de manière très disciplinée et honnête. Ils leur ont donné nourriture et protection. C'est l'armée zairoise qui les a pillés et maltraités.» (4)

Impérialisme et grande bourgeoisie zairoise en panique

De la capitale Kinshasa, à 1.600 km du Kivu, Colette Braeckman écrit : «La guerre du Kivu est en train de faire éclater toutes les contradictions du Zaïre, et la déliquescence de l'armée n'est que le reflet du marasme général. C'est pourquoi la classe politique, toutes tendances confondues, essaie dé-



Laurent Kabila, prenant la parole au 1er Mai du PTB : «Le tribaliste n'a jamais été un chef traditionnel, mais toujours un politicien du néo-colonialisme.»

sormais de canaliser l'immense mécontentement populaire dans une unanimité patriotique, afin que des frustrations accumulées déferlent dans le nationalisme.» (5)

En effet, le régime de Mobutu, pourri jusqu'à l'os, est capable de tout. L'effondrement de l'Etat néocolonial zairois mène à des réactions de panique surtout dans certains parties de la bourgeoisie européenne. Ainsi, le quotidien

français *Le Monde* écrivait, au lendemain de la chute de Goma, qu'une intervention militaire serait en préparation, avec la participation de troupes belges et françaises. (6) Ces troupes recevraient, prétendait-il, la mission de protéger des couloirs humanitaires. Leo Tindemans, tout ému, exigeait sans détours, sur les ondes de la BRT, que le gouvernement réponde à cette attente. Le véritable objectif des partisans d'une telle intervention est de sauver l'Etat

zairois, néocolonial et illégal, et d'étouffer dans l'oeuf la révolution démocratique. Mais une telle opération signifierait sans aucun doute le début d'une guerre de libération révolutionnaire de longue durée.

1. La Libre Belgique, 24 octobre. 2. NRC Handelsblad, 1 novembre. 3. De Morgen, 2 novembre. 4. International Herald Tribune, 1 novembre. 5. Le Soir, 2 novembre. 6. Le Monde, 2 novembre.

Le tribalisme rétrograde est incité par les colonialistes

L'analyse de Kabila, qui a lutté avec le Che dans le maquis zairois

Tony Busselen

Laurent Kabila était, avec feu Pierre Mulele, vice-président du Conseil suprême de la Révolution, l'organe dirigeant de la révolution congolaise dans les années soixante. (1) Kabila dirigeait alors la révolution muléliste dans l'Est zairois. Che Guevara a combattu durant quatre mois à ses côtés. Après l'écrasement de la révolution congolaise par les troupes belges, il a fondé le PRP en 1967 et a tiré les leçons de cette défaite. Pendant trente ans, Kabila a milité à l'intérieur du Zaïre pour préparer le renversement politique du régime néo-colonial de Mobutu. En 1980, le journaliste belge Philippe Borel a effectué 600 km à pied à travers le Sud-Kivu, où 80.000 personnes vivaient dans un

territoire contrôlé par le PRP de Kabila. Borel écrit alors : «Malgré qu'il opère sur un territoire relativement petit, le PRP a une bonne chance de jeter les bases d'une résistance populaire politique et militaire qui pourrait par la suite gagner tout le Zaïre.» (2) Laurent Kabila était l'un des hôtes internationaux présents au congrès de fondation du Parti du Travail de Belgique en 1979. Dans son discours à Bruxelles, il avait appelé toutes les forces anti-Mobutu à coopérer. Nous publions ci-dessous une analyse de l'ethnisme rédigée par Kabila en 1973. Elle est toujours d'actualité. «Le tribalisme n'est pas le désir d'indépendance, ni la résolution d'autonomie ou d'autodétermination d'une tribu donnée. C'est plutôt une de ces formes dont les

forces rétrogrades et conservatrices, non traditionnelles mais capitalistes, usent pour tenter de résister aux changements qui menacent d'emporter leurs privilèges. C'est donc un épouvantail que brandit cette classe exploiteuse, une manifestation des combats qu'elle livre aux fins de perpétuer son ordre social. Le tribalisme est essentiellement un combat retardataire que mènent les colonialistes dans les Etats considérés comme néo-colonies. En voulant présenter le tribalisme comme mal suprême qui ronges les sociétés des indépendances africaines, les impérialistes et leurs acolytes déplacent sciemment le problème pour masquer les coups qu'ils assènent à l'Afrique, justifier leurs incursions dans les Etats jeunes. Le tribaliste n'a jamais été un chef traditionnel,

mais toujours un politicien du néo-colonialisme. Le mal du tribalisme n'est rien d'autre que l'état d'esprit de nouveaux riches, les bourgeois de tous bords et la démarche des politiciens véreux visant naturellement à favoriser des éléments de leurs tribus, ceux de leurs clans, ceux de leurs familles. C'est donc un sentiment que l'on communique par des intrigues à un groupe tribal. A travers cette fausse légitimité, autour d'un affabulateur jouant au libérateur ou au défenseur de l'intérêt général de l'entité ils manipulent et obtiennent une cohésion, un torrent de passion aveugle... On vise à disperser la conscience nationale en vue de cloisonner les forces immenses qui soulèvent partout dans le pays contre les mécanismes

d'oppression et d'appauvrissement. Le tribalisme ne peut réussir qu'à deux conditions : la première c'est l'inculture, la seconde l'absence d'informations générales et de maturité. Les termes qui s'y prêtent sont des plus mystificateurs : rancune, querelles, jalousie, sorcellerie, sauvagerie. Pour amplifier la mystification, des intellectuels petits-bourgeois se mettent en selle pour penser l'autonomie — à la mode européenne actuelle — des tribus-nations comme préalable à toute révolution populaire.» (3)

1. Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba, Ludo Martens, 1988, EPO, p.327. 2. Conférence de presse du comité Zaïre, 1er décembre 1980. 3. La révolution des masses dans le milieu rural. Fondement du pouvoir populaire, pp. 35-36.

Les intérêts cachés des grandes puissances

Tony Busselen, Dirk Van Duppen

Pour être solidaire des peuples africains, il faut pouvoir connaître les faits, cachés derrière la désinformation. Pour les déchiffrer, voici un cadre d'analyse : les véritables intérêts économiques, politiques et militaires que cachent les grandes puissances. Paris et Washington se battent pour contrôler l'Afrique centrale. La Belgique cherche un strapontin. Ce dossier le montre : pas de solidarité possible sans lutte contre l'impérialisme.

«Parmi les géants d'Afrique, aucun n'est plus crucial que le Zaïre. Il possède de grandes réserves de cobalt, de diamant industriel, de cuivre ainsi que des gisements substantiels de zinc, d'étain, de manganèse, d'or, de tungstène, etc. Il dispose aussi de réserves de pétrole à la côte, de quelques gisements de charbon et d'un potentiel agricole et hydroélectrique immense. Le Zaïre est le troisième Etat subsaharien le plus peuplé et l'un des plus vastes, frontalier de neuf autres pays.» (1) C'est ainsi qu'une étude réalisée à la demande du ministère américain de la Défense résume l'importance du Zaïre. Trois pays impérialistes s'activent dans la région des grands lacs : la France, les Etats-Unis et la Belgique. Quelles stratégies suivent-ils ?

L'Afrique, terrain de chasse privé de la France

L'Afrique reste la principale sphère d'influence néo-coloniale de la France. Paris a des bases militaires dans sept pays africains : le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Tchad, la République Centrafricaine, Djibouti et les Comores. La France a des accords militaires avec 23 pays africains. «La France est le seul pays au monde à avoir ce genre

d'accords de défense avec des pays d'Afrique noire. C'est encore mettre l'Afrique "sous tutelle", ne pas la rendre totalement indépendante, la recoloniser» (2), a déclaré Pierre Messmer, ancien Premier ministre et ministre de la Défense.

Des entreprises françaises comme Elf et Total ont leurs propres services de renseignements qui influencent ou même déterminent la politique de certains Etats. Grâce à sa présence militaire, la France est le seul pays européen en mesure d'intervenir en Afrique avec des moyens suffisants.

Radio France International a un émetteur dans presque toutes les capitales africaines francophones. Quatorze pays africains ont lié leur monnaie (franc CFA) au franc français. Des multinationales françaises se jettent sur les télécommunications privatisées, sur l'électronique, le pétrole et le secteur agricole d'Afrique francophone.

En Afrique centrale, la France est le grand sponsor du régime de Mobutu. Au Rwanda, elle a non seulement mis en place le régime génocidaire, mais elle l'a encore sauvé après le génocide. La France a garanti aux criminels rwandais une retraite sûre au Kivu, province du Zaïre. Elle a permis qu'ils entraînent dans leur sillage un million de réfugiés rwandais. Elle a permis que les

génocidaires se réarment, maintiennent leur contrôle sur les camps de réfugiés et utilisent ceux-ci comme base d'attaque contre le Rwanda. Ils préparent ainsi leur retour pour "achever" le génocide.

Mais en raison de son rôle dans le génocide rwandais, la France a perdu tout crédit auprès de la bourgeoisie tutsi du Rwanda et du Burundi.

Etats-Unis : s'appuyer sur une "force de paix" africaine

Le plus grand rival de la France en Afrique, ce sont les Etats-Unis. Ceux-ci ont cependant d'autres "obligations" plus importantes ailleurs, dans le Golfe et en Europe de l'Est par exemple. De ce fait, le fil rouge que suivent les Américains en Afrique centrale est : gagner le plus d'influence avec le moins de moyens. Un rapport du ministère américain de la Défense le formule ainsi : «Les intérêts des Etats-Unis en matière de sécurité en Afrique, quoique limités, existent. Les mots d'ordre de la stratégie américaine en Afrique sont la frugalité et l'économie des forces.»

Sur cette toile de fond, les questions clé pour la politique future des Etats-Unis sont : 1. Dans quelle mesure le public et le Congrès américain soutiendront-ils un engagement actif des Etats-Unis, vu les intérêts nationaux limités et les demandes pressantes d'autres régions ? 2. Quelle est la réponse américaine appropriée si l'un des géants d'Afrique sombre dans la violence, l'anarchie ou la guerre civile ? Plus précisément, les Etats-Unis prendront-ils la tête des efforts multinationaux pour prévenir une telle débâcle ou bien offriront-ils simplement leur assistance aux Etats européens ou africains ?» (3)

Les Etats-Unis parient sur plusieurs chevaux en Afrique centrale. Ils ont toujours accordé leur soutien à la grande bourgeoisie zaïroise. Aussi bien à Mobutu qu'ils ont placé au pouvoir que, plus tard, à l'"opposition" à Mobutu, au moment où le dictateur zaïrois n'était plus utile.

«Tolérer Mobutu était considéré comme la meilleure voie pour limiter l'influence communiste en Afrique et assurer l'accès occidental aux minéraux stratégiques du Zaïre. (...) Jusqu'aux années 90, les politiciens américains acceptaient l'argument que le Zaïre avait besoin d'un homme fort comme Mobutu. Aujourd'hui, les politiciens américains reconnaissent que la "stabilité" (entendez : la garantie permettant à l'impérialisme de piller le Zaïre) que Mobutu a apportée était en fin de compte autodestructrice et intenable; les crises politiques et économiques des dernières années proviennent de son paternalisme et de sa répression.» (1)

Mais dans leur rivalité avec la France, il est intéressant pour les Etats-Unis de jouer leur second atout : le soutien à la bourgeoisie des voisins géostratégiquement importants comme le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. En effet, la France a perdu tout crédit auprès d'eux depuis le génocide rwandais.

Militairement, les Etats-Unis sont, à côté de la France, la seule grande puissance capable d'intervenir à grande échelle. Mais sur ce plan, les Etats-Unis ont de mauvaises expériences. En Somalie par exemple, ils ont perdu beaucoup d'hommes. En outre, cette opération a coûté des sommes folles. C'est pourquoi les Etats-Unis sont à la recherche d'une force de paix africaine qui accepte de faire le boulot à leur place, en sous-traitance. Voici quelques semaines, le ministre américain des Affaires étrangères, Warren Christopher, a sillonné l'Afrique pour mettre en place une telle force d'intervention sous direction américaine.

«Pour Washington, la beauté du plan est qu'il permet au monde de répondre à la crise africaine sans risquer la vie de soldats américains au front, et à bas prix, étant donné les salaires des armées africaines et la disponibilité de surplus d'équipement militaire», commente l'International Herald Tribune, le plus grand quotidien américain. (4) Selon le projet américain, la force d'intervention africaine devrait être composée de troupes de six pays africains,

France et USA



Au parc entourant la basilique de Koekelberg, 150 Belges et Rwandais se sont rassemblés pour protester contre l'interdiction de l'action.

parmi lesquels le Sénégal francophone. Il est clair qu'une telle force doit non seulement renforcer l'influence américaine, mais surtout combattre l'influence française. Selon le Herald Tribune, «la France qui était restée totalement engagée en Afrique est très méfiante à l'égard du plan; elle le considère comme une formule pour ruiner la forte influence de Paris sur le continent.» (4)

Le quotidien français Libération le proclame encore plus crûment : «Ce projet clé en main, entièrement monté à Washington, coupe l'herbe sous le pied d'une approche française et, virtuellement, européenne qui visait, dans un premier temps, à recenser les contingents et équipements existants ou manquants en Afrique de l'Ouest, puis à assurer le "recomplètement" des unités identifiées grâce à un "partenariat" qu'aurait coordonné la cellule de planification de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), la seule instance militaire commune au Vieux Continent habilitée à intervenir "hors champ Otan".» (5)

(1) Seven Metz, "Reform, conflict and security in Zaïre", Strategic Studies Institute, ministère américain de la Défense, 5 juin 1996. (2) La Croix (France), 22 juin 1996. (3) World View: the 1996 strategic assessment from the Strategic Studies Institute, 1 février 1996. (4) International Herald Tribune, 21 octobre 1996. (5) Libération, octobre 1996.

La Belgique

Louvoyer entre les gr...

La Belgique a trop peu de moyens propres pour pouvoir caresser de grandes ambitions en Afrique. C'est pourquoi louvoyer entre les grandes puissances est la meilleure voie pour gagner en influence. À vrai dire, ce n'est que la continuation de la tradition de Léopold II qui a réussi à s'approprier le "Congo belge" (ancien nom du Zaïre) en jouant sur les rivalités entre les puissances. Aujourd'hui, le ministre socialiste des Affaires étrangères, Derycke, qualifie la politique belge d'"humanitaire" et de "pacificatrice"...

Une fois de plus, la politique colonialiste belge se couvre du manteau humanitaire. Léopold II qui a réduit la population du Congo en esclavage avec des méthodes atroces présentait ainsi le colonialisme belge : «Nous voulons planter le drapeau de la civilisation sur le sol d'Afrique centrale et combattre la traite des esclaves. Ce sont nos devoirs humanitaires. Les indigènes comprendront que la civilisation et l'administration blanche signifient pour eux la paix et la liberté. Notre société raffinée attache à la vie humaine un prix qui est inconnu dans les sociétés barbares.» (1)

Dans la bourgeoisie belge,



Au rassemblement de Koekelberg (voir p. 10), le chanteur Kid Safari (Jean Bosco Safari), dont la mère est d'origine rwandaise, a présenté un chant de solidarité avec l'Afrique.

SA s'affrontent pour l'Afrique centrale



is se sont rassemblés en mémoire des victimes du génocide vendredi dernier. Ils ont protesté auprès des journalistes

Des chrysanthèmes blancs ont été déposés. Il est impossible aux Rwandais de déposer des fleurs sur les tombes de leurs morts. Les cadavres ont été jetés dans des charniers, latrines, rivières...

que sur les traces de Léopold II

e les grandes puissances pour gagner en influence

on peut distinguer trois fractions politiques avec les mêmes objectifs stratégiques mais des tactiques différentes. Leur but commun : s'assurer le plus possible de pouvoir et d'influence sur le continent africain.

Réseau de diffusion de l'idéologie du génocide

Il y a d'abord la fraction à la fois favorable au fascisme Hutu. Ce sont les politiciens de l'Internationale démocrate-chrétienne comme Leo Tindemans, Leo Delcroix, Rika De Backer et l'ex-Médecin sans Frontières et actuellement parlementaire Jan Van Erps. On peut rattacher aussi à cette fraction certains ordres religieux comme les Pères blancs ou des organisations non-gouvernementales catholiques comme ACT. Ils appuient Mobutu et les génocidaires du Rwanda. Ces opposants rabiques au nouveau Rwanda sont les défenseurs et les propagateurs de l'ethnisme et de l'idéologie du génocide auxquels ils sont très liés politiquement, historiquement et émotionnellement.

Depuis la débâcle des tueurs de masse du Rwanda, ils disposent d'un réseau d'organisations - la Concertation Chrétienne pour l'Afrique centrale (CCAC) - pour travailler les médias et l'opinion publique avec leur désinformation.

La deuxième fraction politique est la fraction anti-Hutu. Il s'agit de politiciens actifs, surtout dans les milieux libéraux francophones comme feu Jean Gol, le sénateur Armand De Decker et Alain Destexhe. Ils sont pro-Américains et ont donc longtemps soutenu Mobutu avec ferveur. En même temps, ils se distancient des fascistes Hutu et soutiennent la bourgeoisie Tutsi dans le nouveau Rwanda.

La troisième voie domine et... laisse faire

La troisième fraction est celle de la troisième voie. Elle se compose des parties les moins réactionnaires de la démocratie chrétienne et de la social-démocratie. Cette fraction prend des distances prudentes envers les idéologues du génocide. C'est ainsi que le précédent président du CVP, Johan Van Hecke, a déclaré :

«L'Internationale démocrate chrétienne (IDC) est un concept lourdement chargé en Afrique. Au Rwanda et au Burundi, les gens qui appartenaient à l'IDC ont fait des choix très controversés. On m'a fait des confidences là-dessus et on m'a raconté des affaires qui m'ont fait tomber à la renverse. Nous devons reconnaître que l'IDC ou des gens qui s'en réclament ont commis des fautes.» (2)

L'ex-Médecin sans Frontières et actuel secrétaire d'État à la Coopération au développement, Reginald Moreels, appartient aussi à cette fraction. Sur le plan politique, cette fraction est dominante. Elle appuie l'opposition démocratique au Zaïre. Elle plaide continuellement pour le «dialogue» entre les «deux parties».

Mais quand la pratique l'oblige à se positionner, on voit clairement ce que recouvre l'étendard de la troisième voie. C'est ainsi que la Belgique s'était portée garante au Rwanda de l'application de l'accord d'Arusha, un «accord de paix» entre le régime Habyrimana et le Front Patriotique Rwandais (FPR). Mais une fois que ses alliés rwandais ont fait sauter les accords par le génocide, la

Belgique a laissé faire. Il est apparu par la suite que les autorités belges étaient parfaitement au courant des préparatifs du génocide. Elle n'ont rien fait pour l'empêcher.

Lorsque la crise a éclaté au Burundi cette année, la Belgique a pris l'initiative, en liaison avec l'Europe, de s'assurer les services de l'expresident tanzanien Julius Nyerere pour son projet d'intervenir au Burundi avec une «force de paix» africaine. Une initiative tombée à l'eau suite au coup d'État du président burundais actuel, Buyoya. Cette initiative était d'ailleurs en butte à la concurrence d'un projet américain semblable. Par rapport à la guerre actuelle dans l'Est du Zaïre, cette troisième voie engage la Belgique à lancer une conférence dans le cadre de l'Union européenne.

Garder l'oeil sur les richesses du sous-sol zairois

Sur le plan économique, la bourgeoisie belge veut surtout rétablir des liens impérialistes avec le Zaïre. Le 18 septembre, le holding Cobepa a organisé à Bruxelles un symposium sur les possibilités d'investissement au Zaï-

re. Le premier ministre zairois Kengo wa Dondo s'est déplacé tout spécialement. Un des orateurs, le professeur Leclerc, a décrit comme suit les atouts zairois : «Grâce aux entrepreneurs restés sur place, on a découvert que la main-d'oeuvre zairoise est très motivée dès qu'elle est insérée dans une entreprise privée, alors qu'elle accepte des salaires défiant toute concurrence. Et cette main-d'oeuvre est d'une flexibilité inégalée, changeant de secteur dès que les circonstances l'exigent.» (3)

Ce monde des affaires utilise les différentes fractions politiques. Il se sert de la fraction qui est la mieux placée, dans une situation donnée, pour défendre ses intérêts. Il voit la politique belge surtout en termes de compétition avec les groupes français et américains. C'est ainsi que Michel Moll était un des spécialistes au colloque sur le Zaïre. Moll est un consultant indépendant pour les missions de la Banque mondiale à Kinshasa. Il a aussi collaboré à la note sur l'Afrique du socialiste Erik Derycke voici deux ans. Il était aussi un grand ami et un admirateur du libéral Jean Gol.

Que dit Michel Moll ? «D'où que proviennent ses dirigeants, des oppositions ou de la mouvance, le Zaïre de demain souffrira des mêmes maux : impuissance de l'État, confusion de patrimoines, esprit de clan. Dans de telles conditions, la Belgique a un rôle de

premier plan à jouer. La troïka (Belgique, France, États-Unis) a vécu : la France a repris sa coopération d'État à État, les États-Unis estiment que la collaboration avec le Zaïre est nécessaire pour le règlement des conflits régionaux. La diplomatie belge est en retard» (4)

Haut dirigeant de l'Union Minière, Karel Vinck s'est aussi inquiété de la politique hésitante de la Belgique envers le Zaïre. Vinck voit surtout les ressources du Zaïre en cobalt comme une matière première dont il faut absolument s'emparer : «La croissance du secteur des batteries rechargeables exerce une pression énorme sur la demande de cobalt. Les quatre plus grands producteurs de cobalt sont Cuba, la Russie, le Zaïre et la Zambie, pas particulièrement les pays les plus stables du monde. C'est pourquoi l'Europe doit apporter la stabilité au Zaïre». Vinck, qui est à la tête d'une filiale du holding français Suez, voit bien sûr d'autres menaces planer sur la région : «Si ce n'est pas nous qui le faisons en Afrique, d'autres prendront notre place. On fait déjà état de tentatives des Japonais et des Chinois pour mettre la main sur le Shaba.» (5)

(1) Aujourd'hui l'Afrique, 1986, p. 4, "Centenaire de la conférence de Berlin". (2) Knack, 18/9. (3) Libre Belgique, 19/9. (4) L'Echo 18/9. (5) Financieel Economische Tijdschrift, 18.9.

Le génocide est une idéologie

Les "corridors humanitaires" ne luttent pas contre les criminels et l'idéologie génocidaire

Politiciens, professeurs et ONG répètent : «La communauté internationale est responsable, car elle laisse pourrir les réfugiés... Elle s'occupe uniquement de l'humanitaire, pas des problèmes politiques... Elle se désintéresse de cette région n'ayant pas d'intérêts à y défendre...» Or, l'analyse des stratégies des grandes puissances contredit ce genre d'interprétations...

Dirk Van Duppen, Tony Busselen

L'impérialisme défend bel et bien des intérêts stratégiques dans la région, et cela sur un plan réellement politique. La façade humanitaire ne sert qu'à camoufler sa véritable politique ainsi que les contradictions et les luttes internes qu'elle engendre. Les grandes puissances sont à l'origine du génocide au Rwanda. L'Opération Turquoise, soutenue par la communauté internationale, avait pour but de permettre aux assassins génocidaires de s'établir à la frontière rwandaise afin de parfaire leur travail non seulement contre les Rwandais, mais également contre les tutsis zairois. La communauté internationale a permis aux génocidaires rwandais de se réarmer et d'effectuer des incursions régulières sur le territoire rwandais dans le but d'assassiner les témoins qui ont survécu au génocide. Elle boycotte tous les efforts entrepris par le nouveau régime rwandais pour mettre fin à l'impunité. Celle-ci est à la base de la violence qui a éclaté aujourd'hui dans la région du Kivu.

Les grandes puissances ont fermé les yeux devant le "génocide silencieux" perpétré au printemps

dernier par les fascistes Hutu et l'armée zairoise contre les Banyarwanda, les Tutsi zairois dans la région de Masisi. Elles n'ont rien fait pour arrêter une deuxième vague de purification ethnique, cette fois au sud du Kivu contre les Banyamulenge. Jusqu'au moment où ceux-ci, refusant de se faire massacrer, ont organisé la résistance et sont parvenus, au grand étonnement de tous, à repousser les pillards de l'armée zairoise, les assassins de l'ancienne armée rwandaise (FAR) et les milices interahamwe. C'est à ce moment que les grandes puissances se sont réveillées, se découvrant soudainement une conscience humanitaire et appelant à une intervention. Les organisations non gouvernementales ont une fois de plus été prises au piège et accordent leur soutien à ces manipulations humanitaires.

Les ONG commettent une erreur en soutenant une intervention

Aussi, le NCOS (centre de coopération au développement,



Malgré l'interdiction officielle, 150 Belges et Rwandais ont manifesté leur solidarité vendredi dernier.

l'équivalent du CNCD francophone) a-t-il commis une erreur regrettable en plaidant en faveur d'une intervention. L'histoire a pourtant toujours démontré que les grandes puissances n'interviennent que lorsque leurs intérêts sont en jeu. Comment espérer du pyromane qu'il éteigne le feu ? La Belgique était présente lorsque le génocide s'est déclenché. La Belgique a abandonné des centaines de milliers de Rwandais aux mains des assassins, entraînant ainsi les accords d'Arusha dont elle s'était portée garante.

La France n'est intervenue que pour sauver son allié, l'ancien régime assassin, de la défaite. Paris a justifié son intervention criminelle en prétendant créer des "zones de sécurité" et des "corridors humanitaires". Cette intervention française et les actions "humanitaires" qui l'ont suivie sont à l'origine des opérations ethniques contre les tutsis zairois et de la catastrophe humanitaire actuelle. Les actions humanitaires en faveur des camps de réfugiés à Goma ont permis aux militaires de l'ancienne armée rwandaise et aux

milices interahamwe de continuer à contrôler ces camps. Ils étaient nourris par l'aide humanitaire et achetaient leurs armes via l'aide humanitaire. Entre-temps, l'attention des médias a été détournée du génocide rwandais, ses victimes et ses survivants.

Une nouvelle intervention de l'impérialisme ne peut conduire qu'à une nouvelle version de l'Opération Turquoise. La Ligue Anti-Impérialiste s'oppose par conséquent à toute intervention "militaro-humanitaire".

Huit revendications pour la paix et la justice

La communauté internationale doit reconnaître sa responsabilité et payer

Une paix et une justice durables en Afrique centrale supposent l'application d'un programme démocratique que nous résumons en 8 points.

La Communauté internationale doit reconnaître sa responsabilité dans le génocide et payer les dédommagements nécessaires à l'exécution de ce programme. La LAI soutient toutes les forces dans la région, de quelque nationalité qu'elles soient, qui luttent pour ce programme. La politique du nouveau gouvernement rwandais et de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), dirigée par Kabila correspond à ce programme démocratique.

Non à l'idéologie génocidaire, non à l'impunité. Soutien à la construction du nouveau Rwanda. Soutien à la lutte révolutionnaire contre la dictature de Mobutu.

1° Arrestation immédiate, extradition et jugement des responsables du génocide.

2° Désarmement immédiat des FAR (l'armée de l'ancien régime

qui a organisé le génocide) et des milices interahamwe et des bandes d'assassins et de pillards de l'armée zairoise.

3° Séparation complète des réfugiés et des militaires des FAR et milices interahamwe. Actuellement, un million de réfugiés rwandais au Zaïre sont encadrés et terrorisés par 20.000 soldats de l'ancienne armée d'Habyarimana et 10.000 hommes armés des milices interahamwe.

4° Interdiction sévère de toute propagande raciste, ethniste et nationaliste. Interdiction sévère de toute propagande niant ou minimisant la réalité du génocide.

La radio de la haine "Mille Collines" a joué un rôle décisif pendant le génocide en entraînant des dizaines de milliers de simples Rwandais dans les massacres qui se perpétuaient à une échelle massive. Les femmes et les enfants étaient incités à assassiner leurs compagnons et leurs voisins. Aujourd'hui, le même phénomène se produit au Zaïre. Des stations de radio zairoises diffusent la haine raciste contre les tutsis zairois, ce

qui conduit à une nouvelle vague meurtrière de purification ethnique. Dans son dernier livre "Terreur Africaine", Colette Braeckman parle d'une idéologie génocidaire introduite par l'Occident et se diffusant à présent dans toute l'Afrique centrale : «Les métastases du génocide se répandront, non seulement dans la région, mais dans tout le continent africain. Les manipulations de l'ethnicité ne pourront être déjouées que si chacun s'emploie à déconsidérer cette idéologie qui tue : la communauté internationale, les autorités publiques, mais aussi les autorités morales, les Eglises, la société civile. Le tribunal de Nuremberg ne s'est pas contenté de juger les nazis, il a également mis hors la loi l'idéologie dont ils se réclamaient» (cité dans *Le Soir*, 31 octobre).

L'impunité se traduit également sur le plan idéologique par la propagande niant le génocide. Celle-ci est répandue de manière intense en Belgique par les partisans du fascisme Hutu.

5° Soutien à l'organisation de l'éducation antiraciste et anti-

ethniste.

Cette éducation doit être assurée via les écoles, les églises, les médias, les organisations sociales et syndicales. L'Unesco doit libérer des fonds à cet effet. C'est la seule manière d'organiser la désintoxication de centaines de milliers de personnes qui ont été entraînés dans l'idéologie génocidaire.

6° Elaboration de programmes particuliers de soutien aux survivants du génocide au Rwanda.

Ayant le plus souffert du génocide et de ses conséquences, ils sont oubliés à présent par la communauté internationale. Ils ont droit à une compensation pour les dommages physiques et psychologiques, matériel et moral qu'ils ont subis lors du génocide. Ils doivent bénéficier de soins médicaux gratuits, et plus particulièrement de traitements psychologiques des traumatismes subis, ainsi que d'un enseignement gratuit. Les veuves, orphelins et invalides doivent bénéficier d'allocations spéciales. Les survivants sont la cible des milices interahamwe qui tentent systématiquement d'exterminer les derniers témoins du génocide à

partir du Zaïre. Les survivants doivent bénéficier d'une protection particulière.

7° Des programmes de soutien facilitant le retour et l'accueil de deux millions de réfugiés rwandais. Le Rwanda est un pays très pauvre qui sort à peine de l'horreur de la guerre. Il est menacé à ses frontières par les mêmes forces qui ont organisé le génocide. L'accueil de deux millions de réfugiés nécessite des investissements énormes en infrastructures et en projets socio-économiques et humanitaires.

Les réfugiés doivent être prémunis contre la propagande raciste et les intimidations provenant des FAR et de l'armée zairoise qui essaient d'empêcher leur retour et de les utiliser comme bouclier humain. Des programmes doivent être mis sur pied, assurant aux réfugiés un retour humain et bien organisé. Entre-temps, et conformément à la Convention de Genève, il faut interdire l'installation de camps de réfugiés à moins de 50 km de la frontière.

8° Droits égaux pour les Banyamulenge souhaitant rester au Zaïre.

Centre pour la Paix ou pour la désinformation ?

La guerre au Kivu, c'est aussi la guerre des médias en Belgique

Un magazine de la BRT a diffusé le 1er novembre une interview de Johan Peleman, représentant du "Internationale vredesinformatiedienst" (Service d'information international sur la paix) sur la vente d'armes dans la région des Grands Lacs. Un modèle de désinformation.

Dirk Van Duppen

«Une lettre remarquable de l'archevêque de Bukavu, assassiné avant-hier, a été retrouvée, affirme Johan Peleman. L'archevêque adressait, au début de cette année, cette lettre à l'ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter... Il y affirmait que le FPR abuserait de fonds de soutien, notamment de Belgique et des Etats-Unis, pour acheter des armes.» De quelle lettre s'agit-il ? Un groupe de prêtres progressistes rwandais mentionne dans le "Mémoire à sa Sainteté Le Pape Jean-Paul II" de mars 96, la lettre en question comme exemple de désinformation émanant des milieux ecclésiastiques contre le FPR. Le passage de cette lettre sur laquelle Peleman base ses affirmations, dit ceci : «Parmi l'aide accordée par certains pays occidentaux, celle de la Belgique d'un montant de 50 millions de francs, destinée à la remise en fonction du système judiciaire... n'est pas arrivée à destination et a été détournée à d'autres fins, probablement l'achat d'armes.» On est ici en présence de différentes formes de désinformation. D'abord, Peleman omet de mentionner que l'ar-



Les membres de la campagne «Mille Collines» voulaient protester à l'entrée de la basilique de Koekelberg contre la présence de criminels rwandais en Belgique, qui se réunissent sous l'église. Deux corps de police, une vingtaine de gendarmes et quatre véhicules d'assaut les encerclaient.

chevêque affirme que cet argent a "probablement" servi à l'achat d'armes. Ensuite, la lettre mentionne d'autres accusations contre le FPR, contredites depuis lors par plusieurs témoignages de journalistes étrangers. La lettre perd ainsi toute crédibilité. Troisièmement, l'auteur de la lettre, l'archevêque Munzihirwa, était lui-même une figure contestée. Il s'était déjà discrédité en lançant des appels alimentant le climat anti-Tutsi actuel au Zaïre. Et cela au moment où des stations radios de Bukavu, tout comme la radio "Mille Collines" au Rwanda en 1994, lançaient des appels hystériques à assassiner des Tutsi zaïrois. Et pendant qu'à Bukavu, des opérations d'épuration ethnique avaient déjà été lancées. Mais lorsque l'armée zaïroise, avec l'aide des troupes d'Habyarimana et des milices interahamwe, organisait dans son évêché le "génocide silencieux" des Masisi, l'archevêque s'est tu.

Le "Mémoire" des catholiques progressistes rwandais mentionne également que des personnes de l'entourage de l'archevêque ont mis sur pied un réseau de désinformation pro-Hutu : "la Concertation Chrétienne pour l'Afrique Centrale". Pax Christi International joue un rôle central dans ce réseau. Le centre d'information pour la paix IPIS, dont Peleman est le porte-parole, est lié à Pax Christi. A propos du trafic d'armes bénéficiant aux génocidaires Hutu, Peleman est obligé de reconnaître que «lors du regroupement des milices extrémistes Hutu dans les camps à l'est du Zaïre, des rumeurs tenaces parlent de réarmement à grande échelle». Mais *De Standaard* du 26 août ne parle nullement de "rumeurs" : «Le numéro un sur la liste des nouveaux marchés d'armes est la région de Goma. L'organisation américaine des droits de l'homme "Human Rights Watch" a publié un rapport élaboré à propos du trafic

d'armes sur l'aéroport de Goma. Les acheteurs sont en premier lieu les milices interahamwe. La commission d'enquête des Nations unies a découvert récemment que le Zaïre est impliqué dans les livraisons d'armes aux membres de l'ancienne armée gouvernementale rwandaise dans les camps de la région de Goma.» Lors de l'interview, Peleman s'étend longuement sur l'accusation manipulée contre le FPR, alors qu'il ne mentionne qu'en passant les accusations à l'adresse des interahamwe et de l'armée génocidaire. Ces accusations sont établies dans de longs rapports de l'ONU, mais il ne les traite que de "rumeurs tenaces". C'est la méthode classique de la désinformation : on met en scène un "expert" de la paix qui déclare que l'archevêque assassiné il y a quelques jours (donc un martyr dont les paroles ont de l'autorité) écrivait que le FPR achète des armes avec l'argent de la coopération belge.

EN BREF

Ecole du tiers monde : comprendre le drame

L'information indispensable sur ceux qui tentent de disculper la Belgique et qui s'opposent à l'arrestation des criminels rwandais.

Programme :

10-12 h : Actualité : La situation dans la région des Grands Lacs (Kivu).

12-13 h : Repas rwandais

13-14 h 30 : Le colonisateur belge et la naissance de l'idéologie génocidaire, conférence de Ludo Martens

15-16h30 : Choix entre trois groupes de travail : • Les criminels rwandais en liberté en Belgique (Dirk Tuypens et Melanie Uwamaliya) • La stratégie des grandes puissances dans la région des Grands Lacs (Mohamed Hassan et Dirk Van Duppen) • La complicité de la Belgique durant le génocide (Frank Sonck)

16 h 30-17 h : Propositions pour la campagne "Arrêtez les assassins".

16 novembre de 9 h 30 à 17 h au Centre International, Bd M. Lemonnier, 1000 Bruxelles.

Dossier SI : le Rwanda réclame justice

Ce dossier de Solidarité Internationale (48 p., 160 francs) expose la campagne pour la justice.

• Témoignages sur les nonnes rwandaises Gertrude Mukankango et Julienne Kizito, qui ont participé au massacre de 7.000 Rwandais près de leur couvent à Sovu. Elles résident aujourd'hui dans des couvents belges, sans être inquiétées.

• Dossiers : les responsables du génocide vivant en Belgique, Rwabukumba, Ndin-dilyimana, Ntezimana et Rwagafilita.

• Informations sur la complicité de la Belgique, avant et pendant le génocide.

• Responsabilité historique de la Belgique

• Conséquences de l'impunité des fascistes hutus qui se sont, grâce à l'aide internationale, réorganisés et réarmés dans les camps zaïrois.

A commander via le bon ci-dessous.

Oui, je veux aider le Rwanda

Nom et prénom :

Rue et numéro :

Code postal. : Commune :

Profession / Ecole :

Tenez-moi au courant de la campagne Mille Collines

Je veux collaborer à un groupe Mille Collines dans ma région

Je viens avec personnes à l'Ecole tiers monde et

je m'inscris pour le repas (.... personnes)

Je commande le dossier SI "Le Rwanda exige justice" et je paie 160 F

Je prends un abonnement à Solidarité Internationale. (bulletin de versement joint au premier numéro) et je paie :

750 F 650 F (étudiant/chômeur)

1.000 F (soutien)

Je veux recevoir ... dépliant sur la campagne

Je veux récolter des pétitions

Je veux devenir parrain/marraine d'un enfant rwandais. Envoyez-moi les infos.

Je verse ... F sur le compte 001-1951388-18 de Médecine pour le tiers monde, comme soutien au projet "Un village pour enfants"

Envoyez ce bon à la LAI - Campagne

Mille Collines, rue de la Caserne 68, 1000

Bruxelles. Tel. 02/513.53.86.

Justice pour un million de morts !

Collaborez à la campagne

Après le génocide de 1994, 65 % de l'aide européenne (officielle) a été consacré aux camps au Zaïre. La plupart des organisations non gouvernementales se sont lancées, elles aussi, dans l'aide aux réfugiés rwandais au Zaïre.

Les assassins et l'ancienne armée gouvernementale rwandaise ont pleinement utilisé ce soutien pour se réarmer et pour terroriser la population des camps de réfugiés. Ce soutien

délibéré aux génocidaires provoque à présent de nouveaux drames au Kivu.

Le nouveau gouvernement rwandais tente de faire rentrer le plus possible de réfugiés au Rwanda et de reconstruire le pays sur une base anti-ethnique.

Par ses projets d'aide aux survivants et de reconstruction du Rwanda, la Ligue Anti-impérialiste soutient cette orientation.

Les projets de "Mille Collines" au Rwanda

• Avec le "Parrainage enfants rwandais", vous pouvez soutenir un enfant rwandais, pour mille francs par mois. 50% de votre don vont à l'éducation de l'enfant parrainé tandis que les autres 50% vont au fonds de construction du projet "Un village pour enfants".

Les enfants appartiennent aux

différents groupes de la population. Celui qui adopte un enfant reçoit une photo et est régulièrement tenu au courant du projet.

• Le projet "Un village pour enfants" veut donner aux orphelins et aux veuves de Runda (près de Kigali) un nouveau foyer et un nouvel avenir. Leurs maisons détruites sont reconstruites (déjà plus de 150 maisons sont prêtes) et une série de petits projets de production sont mis sur pied.



(photo BIT)

Les Nations unies donnent raison à Marx

Dirk Van Duppen

Après la chute du mur de Berlin en 1989 et l'offensive idéologique anticommuniste qui l'a accompagnée, toute critique anticapitaliste était taboue. «C'est la fin de l'histoire. Il n'existe plus de contradictions fondamentales qui ne puissent pas être résolues dans le contexte du libéralisme moderne», écrivait Fukuyama fin 1989. Un point de vue qui lui a valu la célébrité. On a donné l'impression que Marx avait fait son temps. Sept ans plus tard, les faits et les chiffres démontrent que Marx avait raison.

A travers le monde : les riches plus riches, les pauvres plus pauvres

358 multimilliardaires possèdent autant que 45 % de la population mondiale

Marx disait que, sous le capitalisme, le fossé entre riches et pauvres, entre possédants et démunis, entre capital et travail ne cesserait pas de se creuser. Bref, sous le capitalisme, les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Le récent rapport annuel du PNUD, l'organisation d'aide au développement des Nations unies, cite des chiffres et des faits convaincants démontrant cette thèse de Marx. Nous vivons dans un monde où 20 % de la population possède 83 % du revenu mondial, alors que les 20 % les plus pauvres doivent se contenter de 1,4 %. Les 358 multimilliardaires de cette planète possèdent autant que le revenu commun de 2,3 milliards d'habitants du tiers monde. Le fameux fossé mortel entre le Nord riche et le Sud pauvre a doublé ces trente dernières années.

1 % des Américains possède 36 % des richesses

Dans les pays riches également, la polarisation riches-pauvres ne cesse de croître. Aux Etats-Unis, en 1975, le 1 % des plus riches possédaient 20 % des richesses. Quinze ans plus tard, ce même 1 % des plus riches possède déjà 36 % des richesses. En Grande-Bretagne, le coefficient "Gini", un index qui mesure l'inégalité des revenus,

a augmenté d'un tiers entre 1960 et 1990. En Russie, ce coefficient a augmenté d'autant, mais dans un délai de cinq ans, depuis que le capitalisme y a été introduit. Dans les anciennes républiques soviétiques périphériques, ce fossé meurtrier entre riches et pauvres s'est creusé encore plus rapidement. Au Kirghizstan par exemple, le revenu des 10 % les plus riches au début de 1994 était à peine 1,5 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. A la fin de cette même année, l'écart était déjà de 15 fois.

Jamais dans l'histoire, il y a eu autant de richesses et autant de pauvreté

Marx disait que, sous le capitalisme, le but de la production n'était nullement la satisfaction des besoins de la société et de la population. La production capitaliste est uniquement motivée par le profit.

Le rapport des Nations unies fournit des chiffres qui soutiennent la thèse de Marx. La production a atteint un niveau sans précédent, et pourtant 1,3 milliard de personnes vivent dans la pauvreté.

Entre 1980 et 1995, le revenu réel par habitant a augmenté de 44 % sur l'ensemble de la planète. Mais dans la même période, le revenu de 1,6 milliard de personnes, c'est-à-



La production a atteint un niveau sans précédent, et pourtant 1,3 milliard de personnes vivent dans la pauvreté. Jamais le monde n'a produit autant de nourriture qu'aujourd'hui, mais 800 millions de personnes souffrent de la faim. (photo Unicef)

dire une personne sur quatre, a diminué. 70 pays atteignent aujourd'hui le niveau moyen de 1980. 21 pays, surtout des pays de l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique, ont vu leur revenu diminuer d'un cinquième ou plus

durant la période 1990-1993, lorsque le capitalisme y a été introduit.

Jamais le monde n'a produit autant de nourriture qu'aujourd'hui. La production alimentaire a notamment augmenté de 20 % en dix

ans. Mais 800 millions de personnes souffrent de la faim. (1)

1. Toutes les données chiffrées proviennent du Rapport mondial sur le développement humain 1996 du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD).

La supériorité du socialisme sur le plan humain et économique

Dans les années 60 et 70, les pays socialistes d'Europe de l'Est ont connu une croissance économique nettement supérieure à celle des pays riches de l'OCDE. En 1989, leur taux de croissance était toujours positif. Selon la bourgeoisie occidentale, l'Union soviétique traversait une crise profonde et devait changer de régime pour sortir de la stagnation. Le président du parti socialiste flamand écrivait à l'époque : «Des réformes

draconiennes sont nécessaires. Il faut introduire à grande échelle des mécanismes de marché.»* Gorbatchev a fait exactement ce que lui demandait la social-démocratie. Nous voyons aujourd'hui le résultat : la plus grande catastrophe économique jamais vue dans un pays industrialisé.

Mais c'est surtout sur le plan du développement humain que le socialisme démontre sa supériorité. Si l'on compare les chiffres du

rapport de l'Onu sur la Russie capitaliste actuelle et ceux qui se rapportent à Cuba où le socialisme a été maintenu, la différence est frappante.

Les deux pays ont traversé une crise profonde durant les cinq dernières années. Les rentrées financières cubaines ont diminué de 35 %. Mais les causes sont totalement différentes qu'en Russie. Cette baisse résulte notamment de l'arrêt de toute aide

soviétique et de l'embargo que les Etats-Unis ont encore renforcé, parce que Cuba maintient précisément le socialisme. Mais les deux systèmes réagissent de manière totalement différente à cette catastrophe économique. Cuba parvient à préserver des acquis formidables, comme une mortalité infantile très basse et une espérance de vie élevée. Alors que la Russie connaît une régression dramatique dans tous ces domaines. En

Russie, l'espérance de vie est passée de 70,6 à 67,4 ans entre 1990 et 1993. A Cuba, l'espérance de vie s'est maintenue à 75,4 ans, malgré la crise. Cuba a même réussi à faire baisser la mortalité infantile de 14 pour mille en 1990 à 10 pour mille en 1993, ce qui correspond au taux de mortalité infantile d'un pays riche comme la Belgique.

* *Points de vue socialistes*, 1990, n° 5.



En Russie, «entre 1991 et 1994, les salaires réels moyens ont chuté de plus d'un tiers, et de plus de la moitié dans l'agriculture.» écrit le rapport des Nations unies. Des milliers de retraités sont obligés de faire du petit commerce pour survivre. (photo BIT)

L'inégalité croît à mesure que l'exploitation augmente

Produire deux fois plus et gagner 20 % de moins

Marx disait que la contradiction entre riches et pauvres n'est pas un phénomène naturel, mais qu'elle trouve son origine dans l'exploitation. Cette exploitation augmente sans cesse dans l'ensemble du monde capitaliste.

L'exploitation du tiers monde se manifeste par la détérioration du taux d'échange. Les "termes de l'échange" expriment le prix des matières premières à l'exportation par rapport à celui des matières importées. Ce rapport reflète le renforcement de l'inégalité : les multinationales des pays riches échangent les produits finis à prix élevé contre les matières premières (ou les produits semi-finis) à bas prix provenant du tiers monde. Par exemple, lorsqu'un paysan africain recevait, en 1980, un tracteur allemand en échange de dix balles de coton, ce même tracteur lui coûtait déjà 25 balles de coton en 1993. Ainsi, le taux d'exploitation s'exprimant par ce taux d'échange entre le Nord et le Sud, avait plus que doublé pendant ces 13 années. (1)

Le rapport des Nations unies fournit également des chiffres intéressants sur l'exploitation croissante de la main-d'oeuvre du tiers monde, entre autres par l'augmentation de la productivité. Ce mécanisme de la hausse de productivité est surtout appliqué dans les pays du tiers monde à haute productivité industrielle, comme le Mexique, le Brésil, l'Argentine, ou les pays du Sud-Est asiatique.

Les capitalistes obtiennent une hausse de la productivité en augmentant les cadences, en rationalisant, en augmentant la flexibilité et en introduisant de nouvelles technologies. Le taux d'exploitation (ou de plus-value) exprime le rapport entre la production de l'ouvrier, accaparée par le capitaliste, et ce que l'ouvrier reçoit sous forme de salaire. Lorsqu'un ouvrier travaille 8 heures par jour, il produit, par exemple, pendant quatre heures une quantité de biens ou de services dont la valeur correspond au pouvoir d'achat de ce qu'il touche comme

salaire pour la journée. Durant les autres quatre heures, il produit des biens ou des services que le propriétaire des moyens de production, le capitaliste, s'approprié. C'est-à-dire que durant la moitié du temps, l'ouvrier travaille gratuitement pour le patron. Dans ce cas concret, le taux d'exploitation est égal à quatre heures sur quatre, soit 100 %.

Lorsque les salaires augmentent aussi vite que la productivité, le taux d'exploitation reste le même. Mais lorsque la hausse salariale est inférieure à la hausse de la production, le taux d'exploitation augmente.

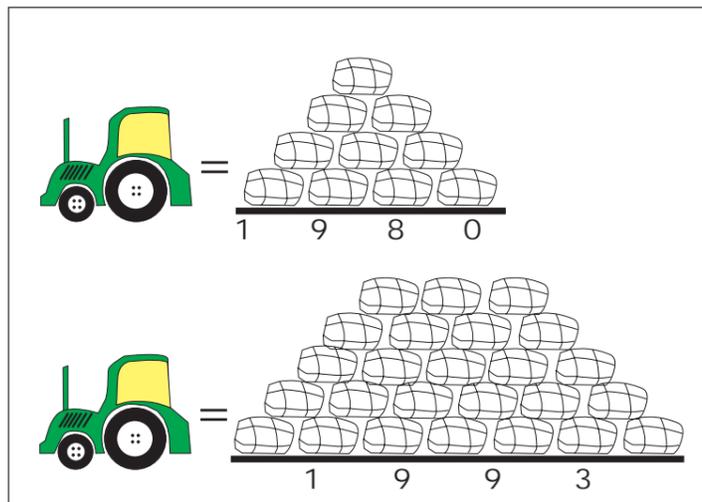
L'exploitation au Mexique

Année	Productivité	Salaires
1960	100	100
1970	150	118
1980	200	136
1990	255	80

Indice 1960 = 100

Ce second graphique issu du rapport des Nations unies présente des chiffres frappants concernant le Mexique. Entre 1960 et 1990, la productivité industrielle a augmenté de 155 %. En d'autres termes, l'ouvrier mexicain produit en moyenne 2,2 fois plus qu'il y a trente ans. Mais durant cette même période, son salaire réel a diminué de 20 %. Cela signifie que l'exploitation de l'ouvrier a été multipliée par autant. Nous avons calculé que si le taux de plus-value était de 100 % en 1960, il serait multiplié par cinq en 1990.

1. Calcul basé sur les données chiffrées de *Unctad Commodity Yearbook 1995*, Nations Unies, Genève 1995, p.45 et p.50



Si un paysan africain devait vendre dix balles de coton pour acheter un tracteur en 1980, ce même tracteur lui coûte 25 balles de coton en 1993.

Le pseudo-gauchisme de Petrella...

Selon Riccardo Petrella, le politique a perdu son emprise sur l'économie. Les entreprises ont su s'adapter à temps à la mondialisation de l'économie. Mais les Etats n'ont pas suivi le mouvement, perdant ainsi leur rôle régulateur qui assurait l'intérêt commun. Le politique doit donc également s'organiser au niveau mondial pour être en mesure de contrôler les forces économiques. Des contrats, des conférences, des codes et des

pactes devront, affirme-t-il, jouer ce rôle...

Le rapport des Nations unies prouve une fois de plus que cette rhétorique relève du voeu pieux. En réalité, elle détourne le regard de la véritable cause de la misère qui frappe la planète, le système capitaliste, et de la lutte révolutionnaire qui est nécessaire pour le renverser et pour mettre fin durablement à l'exploitation à l'échelle mondiale.

...confronté aux faits

«Programme d'action en faveur des Pays les moins avancés (PMA) : des engagements non tenus», titre le rapport des Nations unies. En 1990, les Nations unies ont organisé deux grandes conférences sur la problématique des pays les moins développés. Elles ont donné lieu à nombre de promesses. Des contrats ont été conclus en vue de stimuler la croissance économique, de diminuer la charge de la dette, d'augmenter l'aide au développement... Le rapport du PNUD conclut aujourd'hui : «Les réalisations sont bien loin d'atteindre le niveau de ces engagements. Une étude menée à mi-parcours afin d'évaluer les avancées en 1995 a tiré les conclusions suivantes :

- Croissance économique : le PIB réel par habitant de ces pays a reculé de 1,2 % en rythme annuel entre 1990 et 1993, contre -0,3 % de 1980 à 1990.

- Aide : les donateurs devaient consacrer au moins 0,15 % de leur PNB à l'aide publique au développement en faveur des PMA en 1995. L'aide aux PMA a pourtant diminué, passant de 0,09 % du PNB des pays donateurs en 1990 à 0,07 % en 1993.

- Endettement : malgré les mesures d'allégement introduites depuis 1990 dans les PMA, la dette extérieure totale de ces pays a augmenté, passant de 114 milliards de dollars en 1990 à 127 milliards de dollars, selon les estimations, en 1993.» (p.117)

Chine : progrès économique et respect de l'écologie

Les pays du Sud-Est asiatique connaissent aujourd'hui un progrès économique important. Mais il s'accompagne d'une destruction sans précédent de l'environnement. La déforestation catastrophique de cette région de la planète en est une illustration. A cet égard, le rapport de l'ONU fait une nette distinction entre la Chine socialiste et les tigres capitalistes de l'Extrême-Orient : «Dans les années quatre-vingts, l'Indonésie connaissait un taux annuel de déforestation de 1 %, se traduisant par la destruction de 1,2 million d'hectares de forêt par an.(...) La Thaïlande continue elle aussi de dépouiller ses campagnes : entre 1961 et 1988, sa surface boisée est passée de

55 % de la superficie du pays à 28 %. Face à des inondations catastrophiques, le pays a officiellement proscrit l'abattage des arbres en 1989, mais cette activité semble se poursuivre.(...) Maints gouvernements orientent leur politique vers une réduction de la destruction et de la pollution de l'environnement.

La Chine a manifesté un engagement politique solide en faveur d'une augmentation de sa couverture boisée. Depuis quatre décennies, elle applique un programme ambitieux de reboisement. Le pays se flatte du taux de survie de ses plants d'arbres et compte reboiser 57 millions d'hectares supplémentaires d'ici l'an 2000.» (p.72)

Marche arrière sur tous les terrains en Russie

Le rapport de l'ONU commence par un aveu remarquable : «Au regard des normes internationales, l'Union soviétique a réalisé de nombreux progrès impressionnants en ce qui concerne les aspects élémentaires du développement humain sur une grande partie du XXe siècle.(...) Depuis 1991, la croissance et le développement humain se sont effondrés en Russie.(...) A la fin des années quatre-vingt, seulement 10 % environ de la population vivaient au-dessous du seuil de

pauvreté officiel. Ce pourcentage a plus que triplé depuis 1991. Les disparités des revenus ont démesurément augmenté. Entre 1991 et 1994, les salaires réels moyens ont chuté de plus d'un tiers, et de plus de la moitié dans l'agriculture.(...) L'espérance de vie a diminué de façon dramatique... La mortalité infantile a augmenté de manière inquiétante... Le système éducatif de la Russie s'est détérioré lui aussi. Les salaires des enseignants sont en forte diminution.» (p.94)

Sabena impose deux milliards d'économies au personnel

Délégués et militants furieux parce que la direction syndicale a signé derrière leur dos

Jeudi 31 octobre, à 5 h 30 du matin, les secrétaires syndicaux de la CCSP-CSC, CGSP-FGTB et le syndicat libéral ont signé un pré-accord sur le plan d'austérité "Horizon 98" de la direction de la Sabena. Les délégués n'ont pas eu l'occasion de se prononcer. Aucune consultation du personnel n'est prévue.

Gertrude Bongaerts

Le plan actuel a été imposé après deux mois de négociations "à huis clos". Il exige des sacrifices plus lourds de la part du personnel que le plan de Godfroid, l'ancien directeur dont le plan avait été repoussé par la grève.

Le "Plan Horizon 98" veut supprimer 500 à 600 emplois (licenciements cachés) et une augmentation spectaculaire de la flexibilité en heures et en conditions de travail. Parce que ces mesures ne représenteront pas deux milliards d'économies, elles sont accompagnées d'une atteinte aux salaires: la prochaine augmentation barémique des salaires est remise à plus tard. La direction allait elle aussi "faire un effort" et "trouver" 2,7 milliards. Où? Précisément, pour une grande part, chez le personnel. Elle ferme un atelier dans le département entretien Airbus, la commercialisation de Cargo (frêt)

est reprise par Swissair-Cargo, la collaboration sera plus étroite entre Sabena-Catering et Swissair-Gate-Gourmet. Ce qui signifie: dégraissage — donc licenciements — et déplacement de personnel.

Une perte de 12.000 F par an

Chantage et mystification, secret obligatoire pendant deux mois sur le contenu des négociations, et, ces derniers jours, le couteau sur la gorge: avec ces tactiques, Paul Reutlinger, l'homme fort de Swissair qui dirige la Sabena, a pu arracher la signature des secrétaires syndicaux.

La menace ultime de Reutlinger, c'était que Swissair, qui détient 49,5% de Sabena, retire son capital au cas où l'accord ne passerait pas, ce qui signifierait la fin de la Sabena. C'est avec cet argument qu'il a pu mettre fin aux



Les revendications des grèves contre Godfroid, fin 1995, visent les mêmes mesures que le Plan Horizon aujourd'hui.

actions de grève des pilotes. L'accord a été orchestré avec le gouvernement et son ministre de l'Emploi Miet Smet, qui a fourni trois médiateurs. Avec la vente de la Sabena à Swissair, le ministre Di Rupo (PS) a livré les travailleurs de la Sabena au capital privé et à son

insatiable soif de profit.

Certains présentent les choses comme si le plan était moins grave que celui de Godfroid en 1995. Rien n'est moins vrai. Un ouvrier: «Nous ne céderons plus un seul franc, disions-nous lorsque nous avons repoussé par la grève le plan Godfroid en 1995-96. Il voulait nous enlever notre adaptation à l'index. "Pas de sacrifices": c'était, depuis lors, une des cinq revendications syndicales. Pourquoi y toucher maintenant? La suppression d'une augmentation barémique, n'est-ce pas un sacrifice? Sur un salaire moyen d'ouvrier, cela représente une perte de 12.000 F brut par an. Lors des précédentes mesures d'économies, le niveau des salaires a ensuite été restauré. Mais cette fois, il s'agit d'une perte définitive: pour toute la suite de notre carrière, nous cérons annuellement au moins 12.000 F. Cela représente 360.000 F sur une carrière de 30 ans.»

Supprimer les augmentations baré-

miques, c'est ce que le gouvernement veut aussi réaliser dans les services publics. Une perte de 2 milliards pour 10.000 travailleurs, cela reviendrait, pour les 2,5 millions de travailleurs dans l'ensemble de la Belgique, à une perte de 500 milliards, soit cinq fois le Plan global!

Depuis 1982, les préparatifs de la privatisation, les acquis sociaux du personnel sont démolis. Avec le soutien des partis gouvernementaux, Swissair s'en prend maintenant au personnel avec des mesures encore plus dures que ce qui est prévu dans les mesures gouvernementales. Au lieu d'une augmentation de salaire dans le cadre de la nouvelle marge salariale légale, Swissair procède à une réduction de salaire. Simultanément, l'emploi est démantelé et les contrats précaires se multiplient. A Caterpillar-Gosselies et à De Beukelaer-Herentals, le personnel a rejeté radicalement ce genre de mesures. Un exemple à suivre.

"Devenir rentable", c'est l'austérité sans fin

Swissair veut que la Sabena devienne "rentable". Les actionnaires de Swissair prévoient un rendement de leur investissement à la Sabena, de 4% en 1998, de 6% en 1999 et de 8% en 2000.

Un syndicaliste nous déclare: «Reutlinger nous annonce déjà aujourd'hui que, d'ici l'an 2000, nous devons faire des économies de 2 milliards ou peut-être plus pour satisfaire Swissair.

On voit bien clairement où mène la privatisation. Depuis des années, on fait des économies "pour sauver la Sabena". En fait, nous réalisons de lourds sacrifices uniquement pour la soif de bénéfices des actionnaires privés. Ces économies et la démolition de nos conditions de travail sont définitives. Le patronat veut avant tout que nous soyons bon-marché. Mais cela ne signifie pas que nous pouvons être assurés que la Sa-

beno survivra et que l'emploi sera garanti. Cela veut surtout dire que Swissair, s'il le veut, pourra se débarrasser plus facilement de nous car nous coûterons moins. Chacun sait que ce qui intéressait Swissair, c'était d'avoir accès à l'aéroport de Bruxelles-National et à ceux des pays de l'Union européenne et pas de sauver Sabena. Il voulait tout au plus s'emparer des meilleurs morceaux.»

Que contient le pré-accord?

Rejetez l'accord, exigez un vote

Le plan comporte trois volets.

1. Réduction du personnel: Reutlinger ne veut maintenir que 7.650 emplois full-time, sur les 9.200 qui existent encore aujourd'hui. En 1991, il y en avait encore 12.500! Comment? Par la prépension à 52 ans, les départs volontaires, les interruptions de carrière. Pour atteindre le chiffre, on fera pression sur les gens pour les faire partir, si nécessaire. Ceux qui ne peuvent être déplacés suite à la fermeture de l'atelier Airbus et de la reprise de Commercialisation-Cargo par Swissair-Cargo

sont aussi mis à la porte.

Économie: 820 millions.
2. Flexibilité: une multitude de mesures, parmi lesquelles davantage de contrats à temps partiels et mi-temps; des heures supplémentaires calculées sur un an et donc plus payées comme telles; le salaire minimum sans primes pour les travailleurs du week-end, etc. Économie: 750 millions.

3. Salaires: démolition du niveau des salaires par le blocage barémique. La prochaine augmentation barémique sera annulée. Les pilotes et certains groupes d'hôtes-

ses et de stewards qui ont un autre système de salaire (pas d'augmentations barémiques) doivent céder trois adaptations à l'index. Économie: 430 millions.

Total des trois volets: 2 milliards. Le département restauration Catering et le département entretien Technique, le Handling (chargement, déchargement, nettoyage des avions...) et une partie du Cargo (chargement et déchargement du frêt) resteraient à la Sabena. Les syndicats ont pu provisoirement arracher ces promesses, mais rien ne garantit que

ces départements ne seront pas fermés à l'avenir. En échange de ces promesses, le personnel a dû concéder de lourds sacrifices.

Une ligne d'entretien de la Technique est fermée et la Commercialisation de Cargo passe aux mains de Swissair-Cargo. Et que deviennent les CCT dénoncées par l'ancienne direction, sous Godfroid? Certaines d'entre elles sont détruites dans les faits par ce nouvel accord sur le Plan Horizon 98 ou remplacées par d'autres conditions. Pourtant, le rétablissement des CCT était une

condition de base pour le front syndical, c'était un point de rupture qui avait en partie provoqué les sept jours de grève en 1995 et 1996. Se contentera-t-on cette fois d'une vague promesse?

Les travailleurs doivent être informés en détail de l'accord, dans des assemblées générales. Ils doivent pouvoir s'exprimer sur cet accord par référendum. C'est la démocratie syndicale normale. Travailleurs de la Sabena: soutenez vos délégués et exigez avec eux un vote sur l'accord. Rejetez l'accord et le Plan Horizon 98.

Etudiants, attention au procureur !

Quelques suggestions pour répliquer quand il vient à l'école...

Les étudiants sont confrontés à toutes sortes de violences. La police réprime les manifs contre l'Opération Oubliettes. Les directions sanctionnent. Mais la Justice a trouvé un troisième moyen d'empêcher la vérité : les procureurs viennent eux-mêmes faire la leçon aux élèves.

Lucie Dumont

Les procureurs ont bien appris leur leçon, sur ordre du ministre de l'Intérieur, Vande Lanotte. Trois points reviennent toujours. Nous avons demandé à quelques élèves ce qu'ils ont répondu. Avec référence aux derniers *Solidaire* que vous pouvez commander, pour trouver plus d'arguments. Car chez vous aussi, le procureur viendra bientôt.

Leçon 1. Le procureur dit qu'il comprend les actions, qu'il les approuve même. Puis, il explique qu'elles ne sont pas admissibles. Nous sommes trop jeunes, c'est trop dangereux.

Laura. Dangereux, dit-il. Nous descendons dans la rue pour réagir contre l'injustice dont sont victimes les enfants. La police nous tape dessus, alors qu'il n'y a eu aucun incident parmi les élèves.

Ine. S'il approuve nos actions, pourquoi ne pouvons-nous rien dire ? Pourquoi quelqu'un de Rebelle, qui a co-appelé à l'action, ne peut-il prendre la parole à côté du procureur ?

Mina. Trop jeunes ? Mais pour rapporter à l'économie, nous ne sommes pas trop jeunes. On nous utilise dans la publicité, pour acheter, ouvrir des comptes. Mais nous ne pouvons pas être critiques. Ont-ils peur du puissant sentiment

d'injustice qui se développe ? (Voir *Solidaire* n° 42, p.20)

Leçon 2. Le procureur ne traite que des aspects techniques de la Justice. Il évite des questions embarrassantes.

Karel. Il prétend que dans 99 % des cas, cela se passe très bien mais que l'attention est évidemment tournée vers le 1 % des cas où cela tourne mal. C'est faux. C'est une justice de classe, qui marche bien pour les riches mais pas pour les gens ordinaires. (*Solidaire* n° 40, p.5)

Laura. Il n'a pas répondu à la question sur la différence entre les interventions pour le fils de milliardaire Anthony De Clerck et les autres enfants disparus. (*Solidaire* n°32, p.3)

Mina. Il tente de nous séduire par des discussions sur le fonctionnement de la Justice. Mais nous voulons discuter des enfants disparus et de la Bande du Brabant. Pourquoi l'affaire des Tueurs n'est-elle toujours pas résolue ? (*Solidaire* n°39 p. 6 et n°37 p. 10-11).

Leçon 3. Le procureur affirme que l'extrême gauche manipule les étudiants.

Ine. Facile d'attaquer Rebelle et le PTB quand ils sont absents. Pourquoi ne les invitent-ils pas à un débat ?



Vous êtes trop jeune ? Vous ne savez rien ? Vous devez vous taire et ne pas manifester ? A Rebelle, on vous apprend à connaître, à parler, à manifester.

Mina. Je lisais dans les pages pour jeunes du *Morgen* du 23 octobre comment ont réagi des lycéens de Aalter : «Nous avons reçu des dépliants du PTB et on y trouve des thèmes dont les autres ne parlent pas. N'est-ce pas positif ? Les jeunes devraient être plus conscients, je ne trouve donc pas que le PTB tente de nous utiliser. C'est d'ailleurs Rebelle qui a tout organisé dans notre école, en collaboration étroite avec la direction.»

Que le procureur réponde aux questions suivantes...

S'il vient dans votre école donner des "leçons", ne vous laissez pas

avoir par des questions techniques. Exigez qu'il réponde à ceci :

- La gendarmerie savait tout à propos de Dutroux depuis 1993, pourquoi ont-ils brûlé des dossiers ? (*Solidaire* n°39, p.6 et n°37, p.10-11)
- Pourquoi n'a-t-on toujours pas publié de noms ? (*Solidaire* n°40, p.2-3)
- Pourquoi n'y aura-t-il pas d'enquête publique ? (*Solidaire* n° 41, p.10-11)
- Pourquoi les juges ne sont-ils pas élus par le peuple ? (*Solidaire* n°41, p.4)
- Quelles sont les véritables intentions de la gendarmerie ? (*Solidaire* n°42, p.5)
- Pourquoi arrête-t-on les militants du PTB qui distribuent des tracts ? (*Solidaire* n°42, p.4)

Avez-vous peur de parler ?

Vous avez 13, 14 ou 15 ans et on vous dit constamment : "Vous, vous ne pouvez pas participer à des manifestations, vous devez vous taire, vous ne savez rien". Pourtant vous pouvez parler, et ce que vous ne savez pas, vous pouvez l'apprendre. Cela nécessite du courage. Vous avez quand-même un peu peur ? Pensez à tous les enfants disparus et assassinés. Pensez aux 60.000 enfants prostitués aux Philippines. (*Solidaire* n°34 p.2-3 et n°39 p.19). Pensez aux enfants d'immigrés à Bruxelles, des garçons et des filles de 8 à 11 ans, qu'on prend dans la rue et qu'on force à se prostituer. Ils n'ont pas la possibilité de parler. Même si vous êtes seuls : parlez en leur nom !

Manifeste avec la mère de Kim et Ken

Le 17 novembre à Anvers, venez manifester avec la mère de Kim et Ken. Et cette fois, pas en silence. Tout le monde nous entendra :

- Pas d'Opération Oubliettes, il faut mener l'enquête jusqu'au bout;
- Connaissez-vous la Justice? Là, on ne mentionne jamais de noms;
- La gendarmerie est criminelle;
- La gendarmerie ne fait rien quand les parents n'ont pas de sous.

Commande les *Solidaire* susmentionnés à 20 F pièce (+ port) auprès de Rebelle, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/ 513 77 60.

Du 29 novembre au 1er décembre : l'autre Belgique

Usines, quartiers, marxisme, théâtre, trafic d'enfants, Justice, sport, médecine...

Peter Mertens

«C'est du Belge» de l'année passée était tout simplement superbe ! J'ai senti ma tête exploser. Pendant trois jours, j'ai vécu plus de choses que pendant toutes les années précédentes.» — «Choquant. J'ignorais la réalité des ouvriers en Belgique.» —

«Chouette, cette ambiance. Tu apprends à connaître des étudiants de Bruxelles, Liège, Gand, Diepenbeek ou Charleroi. Des Turcs, des Belges, des Tunisiens, des Marocains... Etre révolté ensemble et faire quelque chose.»

"C'est du Belge" est une tournée de trois jours à travers la réalité

sociale, organisée par le MM (étudiants PTB). De l'usine métallurgique aux quartiers populaires bruxellois, du match de foot aux discussions, plus les visites de maisons de jeunes fréquentées par les immigrés, les enquêtes sociales auprès de patients de Médecine pour le Peuple, etc !

Pour 2.000 F (tout compris), du vendredi 29 novembre au dimanche 1er décembre, tout ce que tu as toujours voulu savoir...

- Quelle est la réalité dans les usines, qu'est-ce qui se cache derrière les mots magiques "flexibilité", "contrôle de qualité" ? Discussion avec des ouvriers d'une grande entreprise.
- La Justice travaille-t-elle selon deux poids deux mesures, est-ce une justice de classe ? Discussion avec des avocats à propos de l'affaire Dutroux ainsi qu'avec une des familles des enfants disparus.
- Comment le commerce et la prostitution sont-ils possibles dans ce système ? Discussion avec des travailleurs de quartier à Bruxelles.

Des militants philippins de l'organisation Gabriela parlent de la situation dans leur pays.

- La culture et le sport à la fin du vingtième siècle sont-ils libérateurs ? Dans une des maisons de jeunes, projection du film "La

Haine". Nous assisterons également à la pièce de théâtre "La mère" de Bertolt Brecht. Participation aux activités de maisons de jeunes dans des quartiers à forte population immigrée, match de football.

Matérialisme dialectique ?

Le matérialisme dialectique et historique est la base de la théorie marxiste. Le point de départ pour la comprendre et l'appliquer activement. MML (étudiants du PTB) organise des séminaires pour étudiants et ouvriers, sur base du livre "Principes élémentaires de la philosophie" de Georges Politzer. Cours élaboré par ce communiste pour l'Ecole supé-

rieure ouvrière française en 1935-1936.

Séminaires marxistes MML. Participation aux frais 50 FB.
 • Louvain-La-Neuve, 6, 13 et 20 novembre avec Nico Hirtt
 • Bruxelles (ULB), 7, 14 et 21 novembre avec Nico Hirtt
 • Liège, 13, 20 et 27 novembre avec Stef Vanthuyne

Je veux connaître l'autre Belgique

Nom :

Adresse (kot), téléphone :

Adresse à la maison et téléphone :

Ecole supérieure, université, faculté :

- Je m'inscris à "C'est du Belge" et je paie 300 F d'acompte
 Je veux plus de renseignements sur "C'est du Belge"

A renvoyer au MML, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Grand sujet, petit sujet

Jacques Delcuvelierie, metteur en scène, à propos du film *La promesse*

Le dernier film de Luc et Jean-Pierre Dardenne passe actuellement sur nos écrans. Nous avons publié la semaine dernière dans *Solidaire* l'interview de Luc Dardenne. Le metteur en scène de *La Mère de Brecht*, Jacques Delcuvelierie, l'a lu avec intérêt et nous a fait part de ses réflexions que voici.

Jacques Delcuvelierie

J'ai vu le film des frères Dardenne avec un très grand plaisir : sujet fort, inscrit dans la classe ouvrière *ici et maintenant*, filmé avec justesse, humilité, passion, efficacité, acteurs remarquables (vrais et émouvants), et ce charme très particulier du cinéma quand on sent qu'il est porté par une véritable équipe. Cependant, en sortant, j'en étais triste, aussi. Pourquoi ? Je n'avais nulle leçon à leur faire. Je ne savais pas mieux qu'eux (peut-être beaucoup moins) comment lier une petite fable (un petit sujet) à la grande histoire de la lutte des classes, à l'histoire actuelle de l'humanité. Et c'est pourtant bien ce qui me manquait dans ce film. Comme s'il était au plus juste, comme ils l'expliquent très bien, de ce qu'arrivent à dire *aujourd'hui* les artistes les plus honnêtes. Ça très bien, mais ça seulement... Je me souvenais de cette phrase de Godard, citant Brecht (je cite de mémoire) : « Il ne s'agit pas de montrer des choses vraies, mais de montrer comment sont vraiment



Luc et Jean-Pierre Dardenne, réalisateurs du film *La promesse*. A ne pas manquer !

les choses. » Les « choses vraies », guerres, massacres, témoignages et mêmes luttes, le journal télévisé nous en fournit les images, mais jamais leur véritable sens, bien sûr. Le film, lui, est déjà à des années-lumière de cette mascarade, mais nous montre-t-il « comment sont vraiment les choses » ? Dans une partie non publiée de l'interview des frères Dardenne à *Solidaire*, ceux-ci estiment que cette tâche revient aux livres, aux analyses scientifiques, pas aux films. Certes, on ne peut produire dans une oeuvre d'art l'équivalent du *Capital* de Marx, mais peut-on, pour autant, renoncer si vite au

« grand sujet » ? De nombreux films des années vingt à soixante, y compris américains, à partir de sujets parfois très simples, pas nécessairement de vastes fresques, tentaient et parfois montraient réellement les grandes forces historiques au travail. Sommes-nous devenus incapables de cela ? Je dirais : oui, en partie, *pour le moment*, à cause de la faiblesse du mouvement communiste, à cause des défaites politiques des vingt dernières années, les artistes ne sont pas en mesure par eux-mêmes d'élever aussi nettement leur travail à la hauteur du « grand sujet ». Mais pourquoi

s'en satisfaire ? Ce dont la bourgeoisie cherche actuellement à toute force à persuader les artistes, c'est qu'ils se trahiraient eux-mêmes en se posant à nouveau ces exigences révolutionnaires. Parmi toutes les louanges méritées adressées au film, il y en a aussi d'empoisonnées : celles qui félicitent les auteurs de ne surtout pas avoir en vue « le grand sujet », de montrer simplement une histoire « d'aujourd'hui », au « ras du réel ». Se poser les ambitions d'Eschyle, de Shakespeare, de Brecht, c'est pour la bourgeoisie aujourd'hui sombrer dans le ridicule. Les frères Dardenne disent que ce

salaud pathétique de Roger n'est qu'un reflet du capitalisme sauvage, primaire, dans la classe ouvrière. C'est parfaitement exact. Et nous ? Les artistes dits progressistes, aujourd'hui, de quoi sommes-nous le reflet ? Disant tout cela je me sens très proche des frères Dardenne, que je connais bien et respecte. J'admire leur fidélité à la classe ouvrière comme sujet, leur capacité d'y renouveler le sens d'une très vieille fable : la naissance au monde d'un adolescent. J'espère simplement que nous pouvons partager non seulement l'estime, mais aussi l'insatisfaction et le travail pour la réduire.

Un film généreux

Assita oblige Igor à rompre avec le monde des « petites affaires »

Antonio Gomez Garcia*

« La promesse » ose montrer des gens de tous les jours dans un décor de tous les jours. C'est un film à voir par tous ceux qui se soucient du sort des travailleurs d'ici et de ceux qui fuient le Sud, pour des raisons politiques et économiques.

Filmer des ouvriers dans des décors d'usines et leurs environs est une volonté des frères Dardenne, à contre-courant de la mode dans le cinéma ou d'autres formes artistiques. Autre qualité du film : il nous montre les conditions de vie des réfugiés clandestins. Exploités par des réseaux de main-d'oeuvre en noir, ils sont obligés de vivre dans des taudis, de travailler à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions. S'il leur arrive un accident, on les fait disparaître... Mais, à mon sens, le plus grand

intérêt du film réside dans la rencontre entre Assita, qui veut retrouver son mari, et Igor qui a promis à celui-ci de s'occuper de sa femme et de son fils. Pour cela, il doit rompre avec son père et ses combines. Par son refus de partir, d'oublier, par son obstination à vouloir connaître la vérité, Assita, venue du Burkina Faso, oblige Igor à choisir son camp, même si cela lui coûte de se séparer de son père et du monde des « petites affaires ». Il faut également signaler l'excellente prestation des acteurs, Olivier Gourmet (Roger), Jérémie Renier (Igor) et Assita Ouédraogo (Assita). Par un jeu sobre, sans effets, mais extrêmement crédible, ils savent se mettre au service de la fable et nous permettent, à nous spectateurs, de nous reconnaître dans cette histoire. Le parti pris des réalisateurs de filmer caméra à l'épaule nous entraîne dans une

des personnages, de leurs questions, de leurs choix. Après avoir vu *La promesse*, on ne sort pas exactement le même.

Quelques questions

Le film me pose pourtant quelques questions. Pourquoi Roger est devenu une crapule qui exploite froidement des plus pauvres que lui ? Pourquoi ne voit-on pas les véritables responsables du démantèlement de la sidérurgie et de l'exploitation des pays du tiers monde ?

Les personnages ne dépassent pas les solutions individuelles. Après la mort d'Hamidou, par exemple, pourquoi les autres clandestins ne réagissent-ils pas ? Igor, qui a construit un go-kart avec des copains, ne les consulte pas. Pourtant, il lui arrive quelque chose d'extraordinaire, la mort d'un être humain et une promesse

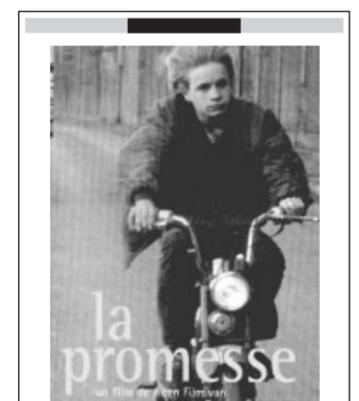
difficile à tenir...

Comment réaliser aujourd'hui un film avec les qualités de *La promesse*, qui oserait donner une analyse, prendre position sur les véritables responsables ? Un film qui rendrait le spectateur critique et mieux armé pour agir, pour transformer le monde qui en a tant besoin ?

Où voir *La promesse* ? Bruxelles : Vendôme, UGC De Brouckère. Liège : Le Parc, Churchill. Namur : Eldorado. Mons : Imagimons, Plaza Art. Charleroi : Marignan, Paradiso. Louvain-la-Neuve : Agora.

Un dossier pédagogique sur le film est disponible aux Grignoux, rue Soeurs de Hasque 9, 4000 Liège. Tél. 04/222 27 78.

* Antonio Gomez Garcia est comédien-animateur.



Le film

Igor seconde son père, Roger, dans l'exploitation de la main d'oeuvre immigrée clandestine en région liégeoise. Un jour, sur ordre de Roger, il laisse mourir Hamidou, tombé d'un échafaudage. Avant de décéder, celui-ci arrache à Igor la promesse de protéger Assita, sa femme et Seydou, son fils. Commence alors le lent éveil d'Igor, tiraillé entre la peur, la fidélité à son père et la fidélité à sa promesse...

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Qui récupère ?

Père de cinq enfants, je n'ai pas été convaincu d'une "récupération" de la Marche blanche par le PTB, comme certains médias et services de police l'ont affirmé. Avant de continuer à m'exprimer, je voudrais que les familles des enfants disparus ou décédés sachent que je suis de tout coeur avec elles, que j'essaie en tant que père de famille de partager leurs peines et qu'elles sachent que je serais toujours à leurs côtés dans le combat qu'elles mènent pour connaître la vérité.

Je suis très ému de l'attitude de Nebela Ben Aïssa (soeur aînée de la petite Loubna) qui en quelques jours a su rallier et unir les communautés de Belgique. Et pourtant ceux qui oppriment les immigrés sont pratiquement les mêmes qui les ont "achetés" contre quelques tonnes de charbon il y a quelques décennies. Ce problème de prétendue "récupération" est vieux comme le monde et les communistes en furent toujours les victimes. En 1950, lors de la prestation de serment du roi Baudouin, nos camarades du PCB furent accusés d'avoir crié "Vive la République" et quelques jours plus tard,

le camarade Julien Lahaut a été lâchement assassiné. Les tueurs courent toujours. Pendant des décennies, les camarades du PCB ont été taxés de toutes les "récupérations" possibles et imaginables, surtout aux endroits où ils n'étaient pas. Et s'il y a récupération, préférez-vous que ce soit par l'extrême-droite ?

Rappelez-vous les années sinistres de 1936-1945. J'ai adhéré au PCB en 1965 (pour le quitter en 1992) et chaque fois que nous avons pu nous exprimer, nous avons été accusés de "récupérateurs". Par ces mots, je m'adresse à toutes les personnes qui pensent que le mot vérité n'est pas un vain mot : continuez à agir, manifestez votre désappointement, lutez pour l'avenir de nos enfants. Ce type de lutte n'est peut-être pas enrichissant pour le portefeuille, mais quel soulagement pour le coeur.

Alain Durigneux
Ex-responsable au PCB

Protéger les membres du PTB ?

Dans son rapport sur la Marche blanche, le journal *De Morgen* écrit que «les manifestants réagissaient de manière très hostile envers la présence très visible du

PTB» et que «les services de l'ordre se sont vus obligés d'arrêter une quinzaine de membres du PTB».

La gendarmerie, qui était au courant depuis 1993 des intentions de Dutroux d'enlever des enfants et qui n'a rien fait, se préoccuperait-elle soudainement de la sécurité des membres du PTB ? La réalité, c'est que ce 20 octobre, les droits constitutionnels et la liberté d'expression ont été bafoués.

Tous ceux qui ont participé à cette manifestation souhaitent une société plus juste. Mais ceux qui osent déclarer qu'une société plus juste passe par un système plus juste sont muselés par la Justice et les médias. Ceux qui osent dire qu'un tel système ne tombera pas du ciel pendant que vous regardez tranquillement la télé sont brutalement arrêtés par la gendarmerie. Ne faut-il pas dénoncer cette intervention comme faisant partie de l'Opération "Oubliettes" ?

Les braves gens qui ont cru dimanche qu'on ne faisait pas de politique, ont sans doute vu avec étonnement les parades de Dehaene (CVP), Eyskens (CVP) et Van Eeckhout (SP) sur le petit écran le même soir (BRT). Il est vrai qu'ils se cachaient derrière leur rôle de premier ministre, de professeur ou d'avocat. Il faut un sacré savoir-faire pour distribuer cent mille tracts et vendre mille deux cents journaux alors qu'on est sur le point d'être lynché.

J. M.
Deurne

On veut les noms !

300.000 personnes qui exigent un changement, ce n'est pas rien. Mais les choses changeront-elles à présent ? Beaucoup d'ouvriers n'y croient pas. Ils ont manifesté pour «montrer leur détermination».

Le ras-le-bol de la classe ouvrière ne concerne pas uniquement les manquements de la Justice. Les travailleurs en ont marre de toujours payer les frais d'une politique au profit des riches.

Les promesses d'emplois et la prétendue "modernisation" de la Sécurité sociale ne sont rien d'autre que des programmes de démantèlement systématique au détriment du travailleur. Ce système politique sert les intérêts du grand capital. Une seule manifestation n'en viendra pas à bout.

Dehaene et l'appareil d'Etat ont imposé le silence au peuple, par le biais des parents des enfants disparus et assassinés. Moi, j'ai perçu cela comme une répression sans précédent. Une marche silencieuse, où nous nous taisions, c'est exactement ce qu'il veut : pour que personne de leur classe ne soit jugé et condamné, pour qu'ils puissent préserver leur domination sur le peuple, siégeant haut sur leur trône les poches pleines d'argent noir. Nous avons crié : «Donnez des noms, l'enquête jusqu'au bout». Mais certains manifestants réagissaient : «Chut, c'est une manifestation silencieuse». J'ai répondu : «C'est exactement ce qu'ils veulent, que nous nous taisions, pour étouffer l'affaire». A mon grand étonnement, beaucoup me donnaient raison. Cela signifie que beaucoup de manifestants se sont tus par respect pour les parents, mais pas pour Dehaene. Nous avons continué à crier. Pas un n'a essayé de nous en empêcher.

Un syndicaliste
Anvers

Peines incompressibles ?

Les 2.700.000 signatures recueillies par la pétition de l'asbl Marc et Corinne prouvent que le peuple belge a été horrifié par les rapt d'enfants, les tortures tant morales que physiques qu'ils ont subies et pour quatre d'entre eux au moins le décès. S'en prendre durement à ceux qui se livrent à de tels méfaits ne peut suffire. C'est tout le système capitaliste qu'il faut abattre. Cela dit, la pétition qui a obtenu tant de signatures, comporte une ambiguïté. Elle réclame des pei-

nes incompressibles pour les crimes les plus graves. Combien d'années ? Dix, vingt, la perpétuité ? Cela reste flou. Ensuite, qu'est-ce qu'un crime grave ? Un meurtre d'enfant après torture, viol, etc., bien sûr. Mais le blanchiment d'argent, la fraude fiscale à grande échelle, l'exploitation éhontée des travailleurs ne sont-ils pas aussi des crimes ? Rassurez-vous, chers nantis, vous ne serez pas encore pourchassés. J'insiste : pas encore. La pétition ne vise d'ailleurs pas ce genre de méfaits. Mais elle est dangereuse. Nous nous trouvons depuis très longtemps déjà dans une période d'austérité. Le chômage augmente sans cesse, de plus en plus de gens vivent dans la précarité et comme remède, nos dirigeants nous imposent des nouvelles restrictions en tout genre. C'est de plus en plus insupportable. Des heurts entre manifestants et force dite de l'ordre se sont déjà produits et risquent de se reproduire davantage. Un manifestant blessant ou tuant un gendarme sera peut-être un "crime abominable" relevant de la peine incompressible. Voilà sans doute la raison pour laquelle les signatures de la pétition "Marc et Corinne" iront rapidement au parlement. Pour la pétition d'Objectif 479.917, qui a rassemblé plus d'un million de signatures pour les droits égaux aux immigrés vivant depuis cinq ans dans notre pays, on n'a pas fait preuve de la même diligence, bien au contraire. Les immigrés sont toujours considérés comme des indésirables que l'on doit refouler dans leur pays d'origine, même si certains sont établis chez nous depuis des dizaines d'années. Ne laissons pas tomber les bras, réclamons haut et fort justice et droit égaux pour les immigrés. L'austérité, les privations, ras-le-bol ! Le racisme, ça suffit ! Chers camarades, travailleurs ou sans travail, soyez vigilants pour que les 2.700.000 signatures de la pétition "Marc et Corinne" ne se retournent pas contre vous !

E. D.
Sivry



PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

«On a l'unité, luttons pour l'égalité»

Fête d'Objectif au Centre International à Bruxelles

Nabela Ben Aïssa, soeur de la petite Loubna, a suscité l'admiration de tous : elle symbolise l'unité du mouvement pour les enfants disparus. Ce mouvement montre la force du peuple quand il n'est pas divisé par le racisme ou le nationalisme. C'est le combat d'Objectif 479.917, qui fêtera ses 5 ans le 24 novembre au Centre International à Bruxelles.

David Pestieau

Nous avons rencontré Annelise Arcq, directrice du Centre International, qui participe à l'organisation de cette fête, et Eddy Maes du secrétariat national d'Objectif 479.917.

Le 24 novembre 1991, les partis fascistes recueillirent 479.917 voix. Ce fut aussi le point de départ du mouvement d'Objectif pour les droits égaux. Que pouvons-nous en dire cinq ans après ?

Eddy Maes. Le dimanche noir a choqué beaucoup de gens. Objectif a voulu apporter avec sa pétition géante, une réponse positive pour contrer la montée du racisme : revendiquons la nationalité automatique pour tous les étrangers résidant depuis au moins 5 ans en Belgique. Une revendication simple pour réaliser l'égalité des droits. Une campagne contre le racisme structurel, le racisme dans la loi.

Les partis traditionnels ont beaucoup parlé d'intégration et de tolérance. Comme dans l'affaire des enfants disparus, ils ont formulé quelques déclarations sur la démocratie mais ils n'ont pas accordé les droits égaux, même quand nous avons amené notre million de signatures chez Dehaene. Une nouvelle loi sur la nationalité du sénateur Erdman a vu le jour : elle continue à être basée sur le critère d'intégration, elle continue à dire que la nationalité est un mérite à obtenir.

Suite aux élections de 1991, le gouvernement a développé les contrats de sécurité, surtout à Bruxelles. Quel en est l'effet sur les immigrés ?

Eddy Maes. Le gouvernement a repris l'argument des partis d'extrême droite qu'il faut combattre la petite délinquance qui existerait principalement dans les quartiers immigrés. Ainsi, ont-ils dit, on rendra votre quartier plus sûr.

Les révélations sur l'enlèvement de la petite Loubna prouvent que des services de police renforcés se préoccupent encore moins des enfants des simples gens, surtout s'ils sont immigrés. Ces services ont déclaré au père de Loubna que sa fille aurait été l'objet d'un mariage arrangé !

Entre-temps, les razzias et les contrôles de police à l'encontre des immigrés ne font que croître. La violence raciste de la police est une expérience quasi-quotidienne pour les jeunes immigrés.

A-t-on quelque chose à fêter à l'anniversaire d'Objectif 479.917 ?

Eddy Maes. La situation des immigrés ne s'est effectivement pas améliorée. Le racisme des autorités s'est maintenu et développé. Mais les partis traditionnels n'ont pas été en mesure d'entraîner tout le mouvement antiraciste sur la voie de l'"intégration" et de la "tolérance". Objectif 479.917 a veillé à ce que l'exigence des droits égaux pour les immigrés reste au coeur de la lutte contre le racisme. Des milliers de collaborateurs ont fait circuler la pétition dans leur école, leur travail, leur famille, leur association, parmi leurs amis. Le mouvement actuel de soutien aux parents d'enfants disparus montre que, dans la lutte, la majorité de la population s'oppose au racisme, veut prendre son sort en mains et exige plus de droits pour tous. Ces gens représentent un potentiel pour un nouvel élan d'Objectif 479.917.

Le 24 novembre, ce sera donc la fête d'Objectif au Centre International. N'est-ce pas une fête comme les autres ?

Annelise Arcq. Non, pas du tout. Chacun pourra y trouver à son goût. D'abord, nous commencerons dès 11 heures avec l'ouverture de la foire du livre antiraciste, nouveau et ancien. A midi, vous pourrez prendre un apéritif politique en assistant à un débat "Mise



Cécile Kayirebwa prendra part à la fête d'Objectif à Bruxelles, au Centre International, le 24 novembre prochain.

au Point" alternatif, animé par Gérard de Selys (journaliste RTBF), entre des représentants politiques d'origine immigrée : Mustafa Ouezekhti d'Ecolo, Sfia Bouarfa du PS et Mehdi Belaada du PTB.

L'après-midi se déroulera dans un salon de thé du monde entier avec des interventions de Guy Tordeur, secrétaire de la CSC-Bruxelles, Lorenzo Butera, délégué FGFB des Forges de Clabecq et Cécile Harnie d'Objectif. Prendront aussi la parole : Ali Sanhaji, frère de Mimoun, victime de la violence policière et des immigrés à propos de leur difficulté à obtenir la nationalité. Le tout sera entrecoupé d'intermèdes culturels : poésie avec Carmen Perez et Cécile Kayirebwa, rap avec Cool Bronnelles Cool, théâtre avec les "Dix jeunes filles en couleur" (livre à paraître chez EPO)...

Vous comptez également lancer à cette occasion une grande enquête sur la nationalité parmi la population d'origine immigrée ?

Eddy Maes. Oui. Chaque personne qui a été confrontée à l'acquisition de la nationalité pourra donner son avis. Tout le monde a pu découvrir le fonctionnement à deux vitesses de la Justice pour les enfants disparus. Les immigrés, en plus de subir ce que subissent les travailleurs belges, peuvent encore moins se défendre car ils n'ont pas de droits. Pour leur demande de naturalisation, on les fait courir partout pour des documents, même dans leur pays d'origine, on les humilie avec des questionnaires sur leur vie privée... Lors du débat au parlement sur la nouvelle loi sur la naturalisation, on n'a tenu compte à aucun moment de l'opinion des immigrés eux-mêmes. Par cette enquête, nous voulons inscrire l'opinion des immigrés sur la naturalisation dans le débat politique. Sur base de cette enquête, nous rédigerons un rapport dénonçant la procédure actuelle. Venez nous aider dès le 24 novembre à la fête et notez déjà la date de notre grande manifestation nationale, le 23 mars 1997.

AGENDA

Bruxelles

Au Centre International, 171, Bd Lemmonier, 1000 Bruxelles.

• **Loi Erdman-loi Harnie :** naturalisation par l'intégration ou par l'automatisme. Débat avec Fred Erdman (sénateur SP), Jean Cornil (Centre pour l'Egalité des Chances) et Dominique Meeus (Objectif 479.917). Mercredi 13 novembre, à 20 h.

• **Fête d'Objectif le 24 novembre.**

11 h, foire du livre antiraciste. 12 h, apéritif politique. 14h, salon de thé du monde entier. Poésie avec Carmen Perez et Cécile Kayirebwa, rap avec Cool Bronnelles Cool, théâtre avec les "Dix jeunes filles en couleur"...

Charleroi

• **Cinq ans d'Objectif le 24 novembre.**

16h. Exposition, stands, vidéo, café, petite restauration. 18h. Nacer Ammache, chanteur berbère de la Kabylie. Kizilirmak, Turquie. Bilan et perspective de la lutte antiraciste avec Cécile Harnie. Ecole communale de Marcienne-au-Pont (La Doche-rie), rue Ferraire.

L'unité des travailleurs au centre de la fête d'Objectif à Charleroi

Myriam De Ly

Objectif a tenu à fêter aussi ses cinq ans à Charleroi le 24 novembre. En mars dernier, 50 syndicalistes de la région ont lancé un appel de soutien à la manifestation d'Objectif 479.917. Lors de la dernière grève à Splintex, la lutte contre les attaques racistes d'un cadre est devenue un des enjeux mêmes de la grève. Dans cette région

ouvrière, il est naturel qu'Objectif accorde une grande importance à l'unité entre travailleurs belges et immigrés.

Parmi les travailleurs de Caterpillar, par exemple, on compte 28 nationalités différentes. Voici cinq ans, un délégué syndical de Caterpillar, d'origine turque, a témoigné : «Je suis parti avec la délégation en France pour une réunion syndicale. J'étais le seul à

ne pas pouvoir franchir la frontière.

Je n'avais pas de visa.» L'égalité des droits pourra renforcer la force des ouvriers contre le patron, la gendarmerie et le gouvernement. La soirée d'Objectif s'inscrira dans la lutte solidaire que mènent Belges et immigrés contre la gendarmerie et la Justice. Objectif invitera des parents d'enfants disparus.

La solidarité s'exprimera envers la couche la plus faible de l'immigration.

Les bénéfices seront versés aux familles de réfugiés de la région à qui l'aide du CPAS a été refusée. Par cette fête, Objectif veut donner une nouvelle impulsion à la mobilisation régionale. Et peut-être bientôt le "diplôme" d'"Entreprise sans Racisme" à une usine de la région.

Publications marxistes-léninistes

Supplément à Solidaire, hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique

Un autre regard sur Staline

Ludo Martens

Publié en français, en anglais, en tchèque et en néerlandais, traduit en allemand, en espagnol, en arabe et en grec, ce livre a reçu des commentaires élogieux de Nina Andreeva du Parti Communiste Bolchevik et de José-Maria Sison du Parti Communiste des Philippines.

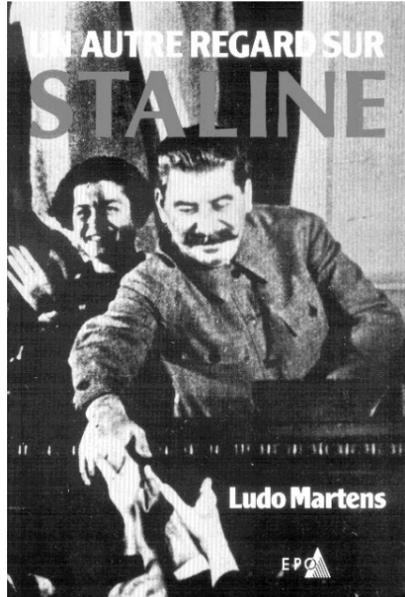
Ludo Martens réfute en détail les médiemens classiques contre Staline, comme celui du "testament de Lénine" et celui de "l'holocauste-génocide" en Ukraine, campagne médiatique lancée par les nazis en 1934-1935 et reprise par Reagan en 1983.

L'auteur décrit l'une des prestations les plus remarquables de ce siècle: l'industrialisation de l'Union soviétique, qui, en douze ans, l'a fait sortir du Moyen Age et entrer dans l'ère moderne,

Se basant sur des sources académiques occidentales, Ludo Martens démontre que la collectivisation a été une lutte de classes entre les paysans pauvres et moyens, d'une part, et les paysans riches et les partisans du tsarisme, d'autre part.

La signification des «purgés» de 1937-1938 est expliquée en les situant dans le cadre de la préparation de la résistance antifasciste. La description de l'organisation anticommuniste de Tokaiev, oeuvrant à l'intérieur du Parti bolchevik, est fort révélatrice. L'élimination des espions, collaborateurs et défaitistes a préparé le peuple soviétique à la guerre d'agression la plus barbare de l'histoire, qui a coûté la vie à 23 millions de Soviétiques.

Le livre analyse en détail la lutte politique menée par Staline contre Trotski. Ce dernier, un opportuniste qui a combattu le parti bolchevik de 1903 à 1917, est devenu au cours des années trente, le plus grand spécialiste mondial de l'anticommunisme. Les appels à "l'insurrection armée" contre le Parti bolchevik qu'il lança jusqu'en mai



1940, en firent objectivement un provocateur au service des nazis. Le livre montre aussi que Boukharine défendait, au cours des années trente, des positions sociales-démocrates et qu'il fut promu, en 1985-1990, au rang d'idéologue préféré de Gorbatchev. Boukharine et Trotski, ces deux antistalinistes, ont été réhabilités par Gorbatchev... et quelques années plus tard, le socialisme était remplacé par un capitalisme sauvage et maffieux.

Un autre regard sur Staline fera découvrir à la plupart des lecteurs une énorme quantité de matériel inconnu. Le livre démonte de nombreux clichés propagés par les médias sur Staline et sur le socialisme. En lisant *Un autre regard sur Staline*, aucun communiste ne restera insensible à cette défense très fouillée de la période la plus cruciale du mouvement communiste international.

Editions EPO, 798 FB - 130 FF

L'effondrement de l'Union soviétique: les causes et les leçons

18 auteurs, partis et organisations fournissent une analyse marxiste-léniniste des causes de l'effondrement de l'Union soviétique. Ils en tirent des leçons pour le renforcement du mouvement communiste international. Ce livre comptera 250 pages et coûtera 600 FB ou 100 FRF. Il paraîtra en janvier 1997 en anglais et en français.

Sommaire:

James Klugmann: Le titisme, instrument du capitalisme et de l'impérialisme (extrait de son livre *From Trotsky to Tito*, 1951)

Niel Goold: The Twentieth Congress and After (Avril 1956)

Dr. Kurt Gossweiler: Pour la défense du socialisme: erreurs et succès de l'édification socialiste

Parti Communiste Grec: Réflexions sur l'effondrement de l'Union soviétique

Armando Liwanag (Parti Communiste des Philippines): Lutter pour le socialisme contre le révisionnisme moderne

Harpal Brar: L'économie et la lutte des classes en Union soviétique

Ishmael Rinashe Dube (Zimbabwe): L'effondrement du socialisme en Union soviétique et son impact sur quelques pays de l'Afrique australe

Kim Jong Il (Parti du Travail de Corée): Construire le socialisme en liant la révolution idéologique, culturelle et technique au pouvoir populaire

Ludo Martens (Parti du Travail de Belgique): Le bilan de l'effondrement de l'Union soviétique

Socialist Unity Centre of India (SUCI): Le développement du révisionnisme dans l'URSS et la restauration

du capitalisme dans l'ex-Union soviétique

Vijay Singh (Revolutionary Democracy): Staline et la question du «socialisme de marché» en Union soviétique après la deuxième guerre mondiale

Parti Communiste Cubain: Les communistes et les révolutionnaires ne capitulent pas (Fidel Castro)

Parti Communiste Cubain: Nous avons et nous aurons le socialisme (Raul Castro)

Nina Andreeva (Parti Communiste Bolchevik de l'Union soviétique): L'antistalinisme est le cheval de Troie au sein du mouvement communiste

Dr Zbigniew Wiktor: Les causes et les forces de la contre-révolution en Pologne

Ammar Bagdash (Parti Communiste syrien): La contre-révolution en Union soviétique

Adel Samara: L'URSS, de la révolution au collapsus

DHKP: Le révisionnisme et la liquidation de l'internationalisme prolétarien

Iniziativa Communista (Italie): La signification historique du Vingtième Congrès

Textes de Nina Andreeva

Recueil de textes fondamentaux du Parti Communiste des Bolcheviks de toute l'Union soviétique. Du programme (1991) à l'analyse de Ziouganov et de la guerre en Tchécquie (1995-1996). 60 pages, 100 FB-15 FF

La Chine : de la déviation révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire

- La montée de facteurs capitalistes et de forces bourgeoises en Chine au cours des années quatre-vingt.
 - Le révisionnisme de Zhao Zhiyang.
 - Les contre-révolutionnaires qui ont inspiré et dirigé le mouvement étudiant de 1989.
 - Comment les contre-révolutionnaires ont systématiquement préparé l'affrontement violent.
 - La Chine à la croisée des chemins.
- Brochure, 25 pages, 50 FB - 10 FF

Le trotskisme au service de la CIA

L'analyse des positions du groupe trotskiste Mandel-Krivine lors de la contre-révolution de velours en Union soviétique: son soutien au «révolutionnaire» Gorbatchev, puis à Eltsine. Ses positions au cours des bouleversements des années 1989-1991 en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Pologne et en RDA.

Quand on relit, avec un recul de trois ans, la démagogie pseudo-gauche des trotskistes, on est avant tout frappé par le parallélisme avec la propagande anticommuniste que fit la CIA au cours de ces années.

En annexe: «Ce que les jeunes doivent savoir du trotskisme». Quelques éléments essentiels de l'histoire du trotskisme et de ses rapports avec le nazisme et la CIA. (Egalement disponible en anglais et en espagnol)

Brochure, 25 pages, 50 FB - 10 FF

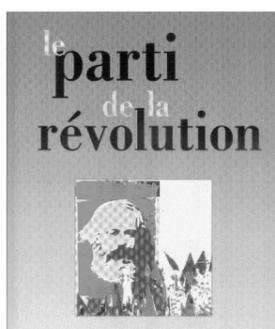
Le parti de la révolution

Ludo Martens avec la collaboration de Nadine Rosa-Rosso

«Cinq ans après la chute du mur de Berlin, toutes les contradictions fondamentales du monde capitaliste s'aiguisent. En tant que système politique et idéologique, le capitalisme ne peut plus offrir un avenir humain à l'humanité. Le fascisme hitlérien n'était pas un accident de l'histoire, il exprimait la nature profonde de l'impérialisme venu à maturité. Récemment encore, le génocide rwandais a montré la véritable nature de l'impérialisme 'démocratique' franco-belge.»

C'est ainsi que commence cet ouvrage qui systématise les expériences essentielles que le Parti du Travail de Belgique a accumulées depuis 1970 dans le domaine organisationnel.

Le premier chapitre expose les fondements idéologiques et politiques d'un parti communiste de type bolchevique.



Il lie l'expérience du PTB à l'étude des expériences soviétique, chinoise et albanaise.

S'appuyant sur ces bases idéologiques, le deuxième chapitre décrit les principes politiques et les techniques de l'organisation et de la gestion du parti.

Le troisième chapitre est une application concrète des principes énoncés dans les deux précédents. Il montre l'effort, entrepris entre 1990 et 1996, pour rectifier le Parti et remédier à certaines faiblesses.

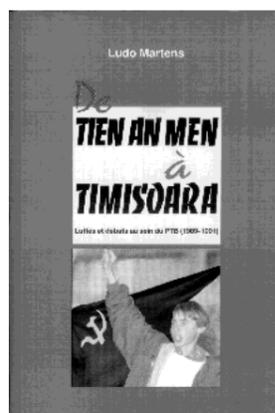
Editions PTB, 1996, 277 p., 450 FB - 75 FF

De Tien An Men à Timisoara

Luttes et débats au sein du PTB (1989-1991)

Ludo Martens

Dans cet ouvrage, l'auteur expose les divergences d'opinion, les discussions politiques et le processus de prise de décision au sein du PTB au temps des événements de la place Tien An Men et de la chute de Ceausescu. Le lecteur peut ainsi se faire une idée claire des principes politiques que défend le PTB. Il comprendra l'importance des règles organisationnelles dans une organisation révolutionnaire. La thèse centrale du livre est que "la" démocratie et "la" liberté n'existent pas dans la société, pas plus que dans un parti politique. Dans une société divisée en classes aux intérêts inconciliables et contradictoires. Les différentes classes donnent à ces concepts un



contenu différent. Et la nature de la démocratie dans un parti politique est déterminée par les intérêts de la classe qu'il sert. Les scandales récents qui ébranlent les grands partis "démocratiques" d'Europe occidentale illustrent parfaitement ce caractère de classe. Les liens entre la mafia, le crime organisé et les politiciens "démocratiques" apparaissent au grand

jour. Tous ces partis baignent dans la corruption: les grandes capitalistes ont besoin d'eux pour empêcher des contrats juteux, et les partis ont besoin de ces messieurs pour financer leurs activités.

L'auteur montre comment le PTB applique une autre sorte de démocratie. La démocratie prolétarienne signifie que l'influence des points de vue bourgeois est

combattu et que les positions révolutionnaires sont renforcées. Cette forme de démocratie permet à chaque membre de s'engager avec une conscience toujours plus claire dans le combat contre le système capitaliste dont il comprend toujours plus clairement le caractère criminel, barbare et inhumain.

Editions PTB, 1994, 255 p., 400 FB - 70 FF

Le temps travaille pour nous

Militant syndical dans les années 90

Jo Cottenier et Kris Hertogen

Parfois, les militants syndicaux ont l'impression que le temps ne travaille pas pour eux. Il y a eu l'offensive d'austérité des années 80. Il y a le démantèlement de la Sécurité sociale et l'explosion du chômage dans les années 90. Il y a eu l'effondrement des régimes socialistes en Europe de l'Est.

Ce livre fournit une analyse marxiste approfondie de tous les grands problèmes qui bouleversent le monde syndical: crise, nouvelles technologies, internationalisation de la production, nouvelle composition de la classe ouvrière.

La nouvelle technologie bouleverse l'environnement de la lutte syndicale: les méthodes de production, les temps de production flexibles, le management participatif, la globalisation de la



concurrence et la nouvelle division internationale du travail. Mais a-t-elle tellement changé les données de base du système? Les «vieux schémas» qui analysent la société en termes de classes, de lutte de classes, de propriété des moyens de production et d'exploitation sont-ils dépassés?

Bien au contraire! Et c'est la thèse que cet ouvrage entend démontrer.

Nous entrons de plein pied dans une époque de surexploitation et de démantèle-

ment social; le capitalisme retourne sur ses pas dans le vain espoir de sortir d'une crise sans issue.

Le livre fait le tri entre mythe et réalité. Il s'appuie à la fois sur un solide bagage théorique marxiste et sur de vastes expériences syndicales. Le capitalisme semble fort, mais en fait, il craque sous les contradictions intenses. Comment exploiter ces faiblesses pour reconstruire un syndicalisme nouveau, un syndicalisme révolutionnaire et combatif? La deuxième partie du livre y consacre deux chapitres, plein de pistes.

La structure claire et systématique (analyse marxiste des phénomènes; exposé de la stratégie patronale; la théorie et les pratiques syndicales et la position marxiste-léniniste) en font un livre de base pour chaque syndicaliste combatif.

Editions EPO 1992, 269 p., 598 FB - 120 FF

Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba

Ludo Martens

Dans la première partie, l'auteur analyse les caractéristiques de la colonisation belge au Congo. La deuxième partie traite de la lutte pour l'indépendance dirigée par Lumumba et montre comment ce dernier, réformiste au départ, est devenu un nationaliste révolutionnaire. La majeure partie de l'ouvrage est consacrée à l'histoire, à l'idéologie, aux structures et aux combats dans les maquis de Pierre Mulele au Bandundu.

«L'étude de Martens porte sur le mouvement révolutionnaire dirigé entre 1963 et 1968 par Pierre Mulele. Sur ce point, elle est



certainement l'étude la plus complète au monde.»

ROB BUYTENHUY, Institut de l'Afrique, Pays-Bas

«La richesse étonnante de la documentation fait de ce livre une source d'informa-

tion qu'on ne peut ignorer. C'est une preuve écrite au terme d'un travail consciencieusement mené.»

LÉON DE SAINT MOULIN, Université de Kinshasa.

«Ludo Martens a effectué un travail de recherche considérable. Les principaux dirigeants et cadres du maquis ont accepté de répondre à ses questions. Ce n'est pas un des moindres mérites de l'auteur d'avoir inspiré confiance à ces acteurs et d'avoir recueilli leur témoignage.»

BENOIT VERHAEGEN, ancien professeur à Kisangani et Kinshasa.

Editions EPO, 384 pages, 695 FB - 120 FF

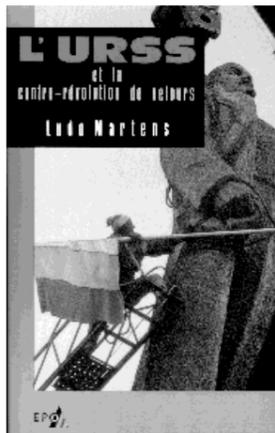
L'URSS et la contre-révolution de velours

Ludo Martens

Dans sa première partie, ce livre traite de l'Europe de l'Est. Après la victoire sur Hitler, les travailleurs y ont porté de rudes coups au capitalisme. Puis vint la «révision» et le lent retour au libéralisme. Le livre analyse les événements de 1956 à Budapest et le «Printemps de Prague», puis décrit la lutte des classes en Roumanie, sous Ceausescu.

La seconde partie offre un tableau de la dégénérescence politique de l'URSS. Le marxisme y a été estropié et dénaturé. Dans les «révolutions de velours», le marxisme-léninisme n'a pas été vaincu: il n'était pas engagé dans ces batailles.

Cet ouvrage démontre que



le révisionisme de Gorbatchev trouve ses origines dans la politique de Krouchtchev et que l'antistalinisme n'est qu'un autre nom pour anticommunisme.

«Ce livre remet en cause les

idées à la mode en Occident. L'ouvrage analyse les changements à l'Est en termes de contre-révolution, présentée comme le résultat d'un processus très long où des causes internes et externes ont interagi.»

Jean-Philippe Peemans, professeur d'économie, Belgique

«Une contribution importante pour résoudre certains problèmes dans le mouvement révolutionnaire, à un moment où beaucoup de progressistes sont dans le désarroi.»

José Maria Sison, professeur, publiciste, Philippines.

Editions EPO, 280 pages, 750 FB - 160 FF. (Le livre est également disponible en anglais et en espagnol.)

Nos principes politiques fondamentaux

Parti du Travail de Belgique

1. L'orientation idéologique fondamentale du PTB
2. Nos positions politiques générales.
 - L'impérialisme actuel et la révolution socialiste.
 - La révolution nationale

- et démocratique.
- L'édification socialiste.
- 3. L'expérience historique du socialisme.
 - Lénine, Staline et la dictature du prolétariat.
 - Khrouchtchev: la première rupture avec le socialis-

- me.
- Brejnev: la dégénérescence s'accélère.
- Gorbatchev: la restauration.

Brochure, 35 pages, 50 FB - 10 FF

Les chemins de l'exil

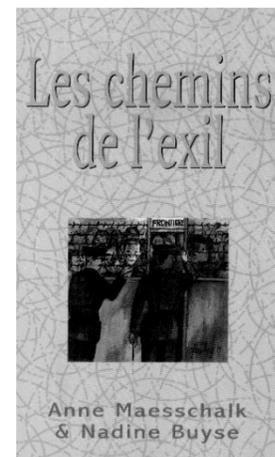
Anne Maesschalck et Nadine Buyse (coordinatrices)

Les réfugiés portent une lourde histoire au fond de leurs valises. L'histoire de l'exploitation du tiers monde, des dictatures, du racisme et d'une vaste concertation policière mise en action pour leur interdire les portes des pays riches.

Dans ce livre émouvant,

vingt réfugiés, venus des quatre coins du monde, racontent leur histoire, pourquoi ils ont fui leur pays et les difficultés qu'ils ont rencontrées en arrivant en Europe.

Editions EPO, 1995, 148 pages, 598 FB - 100 FF



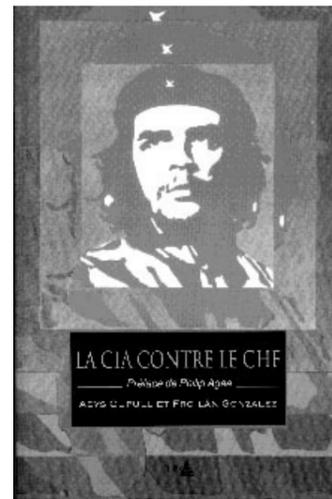
La CIA contre Che

Adys Cupull et Froilan Gonzalez (préface de Philip Agee)

«Deux journalistes cubains ont effectué une longue et minutieuse enquête pour reconstituer tous les fils d'une machination qui devait conduire à l'assassinat, de sang-froid, le 9 octobre 1967, dans un village de Bolivie, du «Che», fait prisonnier un peu auparavant. Le rôle de la CIA (que

confirme Philip Agee, ancien agent américain) fut capital dans la manipulation des médias, les chantages, les enlèvements et les meurtres qui précéderent la chasse et la capture du Che.» *Le Monde diplomatique*, août 1994.

Editions EPO, 200 pages, 650 FB - 120 FF.



Attention, médias !

Les médiamentions du Golfe - Manuel antimani-pulation

Michel Collon

Comment nos médias nous informent-ils? Le proces-

sus de fabrication des médiamentions reconstitué avec des exemples concrets du journal *Le Monde*, de *TF1*, *France 2*, etc. Comment repérer soi-même la désinformation? Analyse générale du système capita-

liste des médias. La seconde édition de ce livre, qui a connu un réentissement international, est presque épuisée...

Editions EPO, 304 pages, 990 FB - 210 FF.

Pour comprendre la Yougoslavie

Michel Collon

Analyse à la loupe des médiamentions de cette guerre. Stratégies cachées des Etats-Unis et de l'Alle-

magne dans les Balkans et en Europe de l'Est. Rôle futur de l'Otan et risques pour la paix mondiale. Danger des nationalismes en ex-Yougoslavie et en

Europe. Bilan du titisme.

Editions EPO, 250 pages, 750 FB - 160 FF. (A paraître fin 96)

Projet Vidéo

«Les Huks», Insurrection populaire aux Philippines. Conférence par José Maria Sison
Durée 120 minutes, 300 FB - 45 FF

«Amilcar Cabral, dirigeant historique de Guinée-Bissau». Conférence par Mario de Andrade
Durée 149 minutes, 300 FB - 45 FF

«Une femme du Congo». Conférence par Leonie Abo
Durée 154 minutes, 300 FB - 45 FF

«PTB, pourquoi nous lutons? Pour le communisme, contre le capitalisme». Conférence par Ludo Martens
Durée 50 minutes, 150 FB - 23 FF

«Marx ou Petrella?». Conférence par Jo Cottenier, PTB
Durée 46 minutes, 150 FB - 23 FF

«Le mouvement communiste international à la charnière d'un nouveau siècle». Conférence par Ludo Martens
Durée 110 minutes, 300 FB - 45 FF

Solidarité Internationale

Magazine de la Ligue Anti-impérialiste

Corée. Socialisme et lutte pour la réunification

Décembre 1992, 66 pages, 200 FB - 33 FF

Corée du Nord? Corée du Sud? Non, la Corée est une, seulement divisée par l'intervention militaire américaine. La Corée lutte. Au nord, pour défendre le socialisme. La lutte exemplaire de ce Cuba asiatique est trop peu connue en Europe. Au sud, la Corée lutte pour la démocratie et la réunification. La Corée lutte aussi pour la paix et pour la dénucléarisation.

Tibet. Partie intégrante de la Chine. Du servage au socialisme

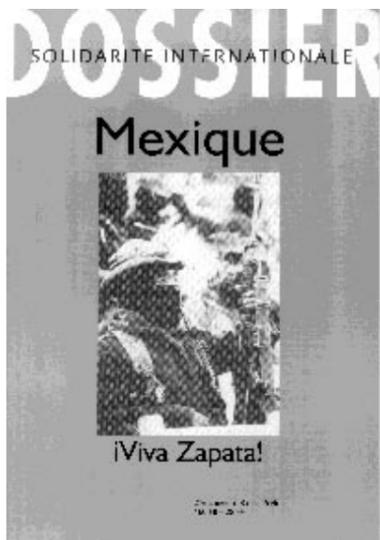
Mai 1993, 38 pages, 120 FB - 25 FF

L'histoire du Tibet. Son intégration dans la Chine multinationale depuis le huitième siècle. L'ingérence de l'impérialisme au siècle passé. Le développement politique et socio-économique du Tibet sous le socialisme.

Haïti. Konstitution se papye, bajonèt se fè

Janvier 1995, 52 pages, 150 FB - 27 FF

Une histoire d'occupation américaine, de répression sauvage et de résistance populaire. Le pouvoir populiste et réformiste d'Aristide. Aristide chassé du pouvoir, et qui sera remis au pouvoir par l'armée américaine. Quel chemin pour la libération du peuple haïtien?



Génocide au Rwanda. Le vrai visage de l'impérialisme

Mai 1995, 48 pages, 120 FB - 25 FF

Un million de morts, souvent achevés de façon barbare. Les nazis rwandais ont laissé derrière eux proportionnellement plus de cadavres que les nazis allemands. La parole aux témoins. Quelle solidarité avec le Front Patriotique Rwandais et le nouveau Rwanda?

Kwame Nkrumah: la lutte de classes en Afrique

Novembre 1995, 50 pages, 160 FB - 28 FF

Texte intégral de l'ouvrage classique de Nkrumah, le plus grand révolutionnaire africain, avec une introduction historique et une évaluation de sa pensée.

Solidarité avec Cuba Socialista

Janvier-février 1996, 44 pa-

ges, 160 FB - 28 FF

Les stratégies des impérialismes américain et européen contre Cuba. La désinformation sur les «droits de l'homme» et la «démocratie» à Cuba. La crise de l'économie cubaine et la réponse du Parti Communiste cubain.

Femmes en lutte

Mars 1996, 28 pages, 80 FB - 14 FF

Les femmes, victimes des programmes structurels d'adaptation. La conférence des Nations Unies sur les femmes à Beijing. Témoignages sur la résistance militante et l'organisation des femmes aux Philippines, au Rwanda, au Mexique, en Inde et en Palestine.

Mexique. Viva Zapata!

Mai 1996, 52 pages, 160 FB - 28 FF

Chiapas, le 1^{er} janvier 1994: la lutte armée des Zapatistas éclate dans un immense pays voisin des Etats-Unis. Le «miracle économique» du Mexique a échoué, et les organisations populaires mènent la lutte pour leurs droits, se basant sur une histoire riche en combats. Il n'y a pas seulement le Chiapas, il n'y a pas seulement l'EZLN. Les opérations de l'Armée Révolutionnaire du Peuple le prouvent.

Neutralité médicale et droit humanitaire

Médecine pour le Tiers Monde

Dans un monde ravagé par l'impérialisme, Médecins Sans Frontières défend le droit à l'intervention humanitaire. C'est une manifestation d'antitiersmondisme, idéologie qui nie l'exploitation du Sud par le Nord, qui nie la lutte des classes. La pratique de la médecine n'est jamais «neutre»: Médecins Sans Frontières, qui justifie l'impérialisme, en est le meilleur exemple. Et pourtant, beaucoup de collaborateurs de MSF tra-



vailent avec un idéal louable. Quelles sont les bases de l'engagement médical dans le tiers monde qui sert

réellement les masses et répond à leurs aspirations à la libération?

Août 1992, 44 pages, 120 FB - 13 FF

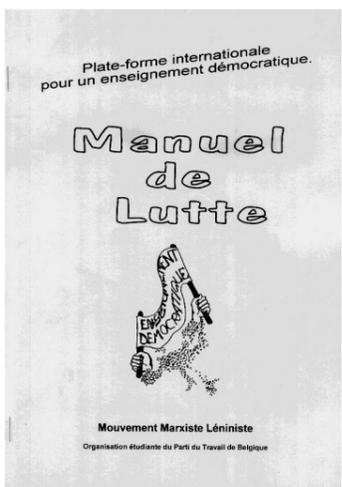
A paraître: Le fossé mortel. Santé et développement

Geert Van Moorter
Dans le tiers monde, la santé se dégrade. *Le fossé mortel* décrit la situation, les causes, le contexte, et brise le mythe des soins de santé et de l'aide médicale.

120 pages, 450 FB - 75 FF. (A paraître début 1997)

Etudiants

Manuel de lutte. Plate-forme internationale pour un enseignement démocratique. 1995, 50 pages, 100 FB - 15 FF
Le Mouvement Marxiste-Léniniste, organisation étudiante du PTB, a publié un manuel de lutte, à l'usage des délégués étudiants en lutte contre les mesures gouvernementales. Les mesures prises en Belgique sont les mêmes partout en Europe et sont les conséquences du Traité de Maastricht.



Abo, une femme du Congo

Ludo Martens

La vie de Léonie ABO, compagne de Pierre Mulele. Elle raconte sa jeunesse, puis sa participation, de 1963 à 1968, à l'insurrection muleliste dans le Kwilu, au Congo-Kinshasa.

«Un livre absolument sans précédent. Une lutte de libération racontée de l'intérieur, et racontée par une femme.»

GILLES PERRAULT, France.

Livres recommandés

Privé de public

A qui profitent les privatisations?

Gérard de Selys

Partout en Europe, des gouvernements sont en train de privatiser les services et entreprises publics. A la clé, des pertes d'emploi et une réduction aussi bien de la quantité que de la qualité des services offerts au public. C'est au début des années quatre-vingt que les multinationales, conscientes de la gravité de la crise, ont commencé à lorgner en direction du secteur public. S'approprié ce secteur, assurant parfois jus-

qu'au cinquième du produit intérieur brut d'un pays, était leur seule chance d'expansion. Une véritable guerre de conquête a suivi, mûrement réfléchie et soutenue activement par les institutions européennes.

Ce livre nous plonge dans le monde hallucinant de ceux qui provoquent sciemment les grands désastres sociaux actuels. Page après page, il dévoile comment leur stratégie a été mise au point. Il révèle leurs noms, les dates de leurs réunions secrètes, leur inimaginable cynisme. Ecrit à la manière d'un roman noir, bourré de chiffres, de faits et de références. Ce livre écrit par un journa-



liste de la RTBF, nous le recommandons à tous ceux qui veulent défendre les entreprises et les services publics. Un outil indispensable.

Editions EPO, 250 p.650 FB - 120 FF.

L'école sacrifiée

La démocratisation de l'enseignement à l'épreuve de la crise du capitalisme

Nico Hirtt

Ce livre d'un professeur nous fait découvrir le vrai motif du saccage de l'enseignement: le capitalisme de cette fin de siècle n'a plus besoin même des modestes progrès démocratiques dont l'enseignement avait joui pendant trente ans. Devenus des entraves à la recherche éffrénée de profit et de

compétitivité, ces maigres acquis sont impitoyablement sacrifiés sur l'autel de la crise. Ne parlons même pas d'une véritable démocratisation de l'enseignement.

C'est une fois de plus le vieux Karl Marx qui semble avoir eu raison quand il affirmait que «la classe bourgeoise n'a pas les moyens ni l'envie d'offrir au peuple une éducation véritable».

Pas de suspense alors?

Si, car les enseignants et les étudiants ont fait irruption en force dans le débat. C'est de leurs luttes que pourrait venir la surprise. Et l'espoir.

«Pour fonder leur exigence d'un refinancement de l'enseignement, condition sine qua non d'une école de qualité pour tous, pour motiver leurs combats futurs, les enseignants auront à coeur de se plonger dans le livre L'école sacrifiée.» Jean-Marie Ansciaux (CGSP), Roger Dehogne (FIC) et André Lacroix (SEL).

Editions EPO, A paraître fin septembre 1996, 250 pages, 650 FB - 128 FF

D'Hiroshima à Sarajevo

La bombe, la guerre froide et l'armée européenne

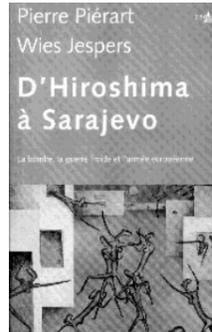
Wies Jaspers et Pierre Piérart

Les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ont-ils vraiment permis de sauver 500.000 vies américaines, comme le prétendait Churchill? Non, disent les historiens. Le Japon était sur le point de capituler au moment où les avions américains ont largué leur cargaison sinistre. Pourquoi, alors, avoir pris cette terrible décision? La thèse des auteurs est que le bombardement

d'Hiroshima était destiné avant tout à faire peur aux Soviétiques...

Ils retracent le rôle joué par l'arme nucléaire dans la diplomatie des grandes puissances, et terminent par un avertissement inquiétant sur l'avenir de la bombe, notamment dans une Europe sous domination allemande.

Aujourd'hui, la guerre froide a pris fin, mais, paradoxalement, le danger d'un conflagration en Europe n'a sans doute jamais été aussi grand depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les arsenaux nucléaires restent supérieurs à ce qu'ils étaient en 1970, date de l'entrée en vigueur du Traité de Non-



prolifération. L'Allemagne réunifiée entend de nouveau jouer le rôle politique - et militaire - qui correspond à sa puissance économique.

Editions EPO, 1995, 220 pages, 498 FB - 90 FF

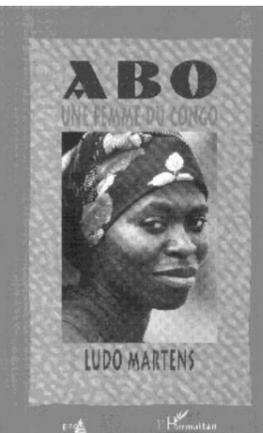
l'intérieur, irremplaçable et dramatiquement émouvant, sur le martyre vécu par le peuple congolais sous le règne de Mobutu.»

JEAN SURET-CANALE, France.

«Quel remarquable film cela ferait! Et si les moyens financiers nous avions, je l'entreprendrais illico.»

MED HONDO, Mauritanie.

Editions EPO, 272 pages, 795 FB - 150 FF



Etudes Marxistes

Revue bimestrielle éditée par l'Institut d'Etudes Marxistes (INEM), rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

L'URSS de 1991 à 1996

Ludo Martens

Fin septembre 1996, 104 pages, 200 FB, 35 FF. (n°32/96)

Analyse détaillée des événements majeurs et des courants politiques principaux en ex-Union soviétique depuis 1991 jusqu'aux élections présidentielles et la guerre en Tchétchénie en 1996.

Des chiffres et exemples démontrent la catastrophe hallucinante que vit le peuple soviétique depuis la restaura-

tion intégrale du capitalisme. Elstine s'est appuyé sur les forces de la mafia, sur les nationalistes de droite et sur la CIA. Il a mené le pays à l'éclatement, il a instauré la dérégulation chaotique et l'ingérence américaine s'est encore renforcée.

Ziouganov ne représente nullement le renouveau du parti communiste, il ne se distancie pas du XXème Congrès du PCUS ni d'ailleurs du XXVIIIème Congrès, le Congrès de la restauration ouverte.



Les révolutionnaires se regroupent dans le Parti Communiste des Ouvriers de Russie et le Parti Communistes des Bolcheviks de Toute l'Union, dirigé par Nina Andreeva. Etudes marxistes reproduit l'analyse de ce dernier parti quant aux élections présidentielles et la guerre en Tchétchénie. Annexe: La rectification à Cuba 1994-1996. Le PCC tire des conclusions de la dégénérescence révisionniste de l'URSS. Extraits de documents cruciaux du PCC.

La stratégie des différents centres de l'impérialisme mondial

Rapports présentés au Séminaire international de Bruxelles, le 2-4 mai 1996

Etudes marxistes d'octobre 1996 n° 33/96

Cercle Henri Barbusse: Les bases de la stratégie de l'impérialisme français.

René Lefort (Coordination Communiste): La stratégie de l'impérialisme français.

Michael Opperskalski: Le nouvel ordre mondial et la stratégie de l'impérialisme américain.

Dr. Eike Kopf: La lutte anti-impérialiste dans les conditions du nouvel ordre mondial.

Arbeiterbund für den Wiederaufbau der KPD: Thèses sur la politique internationale.

Rolf Vellay: La renaissance

de l'impérialisme allemand menace la stabilité et la paix en Europe.

Alexander Barychev (Parti Communiste des Bolcheviks de Toute l'Union): La spécificité de la Russie capitaliste et sa politique étrangère.

Parti Communiste du Japon (Gauche): La stratégie mondiale de l'impérialisme japonais.

La lutte anti-impérialiste contre le nouvel ordre mondial

Rapports présentés au Séminaire international de Bruxelles, le 2-4 mai 1996

Etudes marxistes de novembre 1996 (n° 34/96) présentera les rapports traitant de la lutte anti-impérialiste contre le nouvel ordre mondial, de la lutte légale et parlementaire et la lutte armée.

Les contributions proviennent des organisations et

partis suivants: Socialist Unity Center of India, le Parti Communiste de l'Inde (Marxiste-Léniniste) - Libération, le Parti Socialiste de Bangladesh, le Parti Communiste de l'Inde (Marxiste-Léniniste) - Janashakti, le Parti Communiste du Népal - Marxiste-Léniniste Unifié, le Parti Communiste du Brésil, le Parti Communiste Syrien, le Parti du Travail de Bangladesh, Parti Communiste des Philippines, le

Parti Communiste de l'Inde (Marxiste-Léniniste) - People's War, le Front pour la Construction du Mouvement de Libération National (Mexique), Luis Arce Borja, directeur du Diaro International (Pérou), les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie, Parti du Travail du Kurdistan (PKK), DHKP - Parti Révolutionnaire Populaire (Turquie), Xal Wi (La Braise, Sénégal).

Quelques numéros d'Etudes marxistes disponibles

n° 29 - mars 1996

- Ludo Martens: Sur quelques aspects de la lutte contre le révisionnisme

- Dossier Parti Ouvrier Belge
Frans De Maegd: Les leçons de la Commune de Paris
Serge Deruette: Le réformisme originel du parti socialiste
Serge Deruette: L'Etat et la révolution, revus et corrigés par Emile Vandervelde

n° 27 - décembre 1995

Dossier Sécurité sociale

C. Cauwenbergh: La Sécurité sociale n'est pas une conquête de la social-démocratie
F. Van Acoleyen: Sauver la Sécurité sociale avec l'argent des riches
Michel Collon: Thèses sur la Yougoslavie

n° 14 - 1992

Dossier Toyotisme
Tsugio Takaichi: Matériel de référence sur le toyotisme
Thomas Gounet: La lutte des classes qui permis l'introduc-

tion du toyotisme
Thomas Gounet: La vision réformiste de B. Coriat et d'A. Lipietz sur le toyotisme

Dossier Bénin
Le laboratoire de l'impérialisme français

Numéro simple: 200 FB, 35 FF, Abonnements Etudes Marxistes (10 numéros): Belgique: 1500 FB.
En Europe: 1950 FB, 340 FF, 70 USD. En dehors d'Europe: 2200 BF, 395 FF, 75 USD.

Bon de commande

Veuillez cocher les ouvrages que vous désirez obtenir:

- Un autre regard sur Staline 798 FB - 130 FF
- Le Parti de la Révolution 450 FB - 75 FF
- L'effondrement de l'Union soviétique: les causes et les leçons 600 FB - 100 FF
- Le trotskisme au service de la CIA 50 FB - 10 FF
- Tien An Men: de la déviation révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire 50 FB - 10 FF
- Nina Andreeva: écrits en défense du léninisme 100 FB - 15 FF
- L'URSS et la contre-révolution de velours 750 FB - 160 FF
- Le temps travaille pour nous. Militant syndical dans les années 90 598 FB - 120 FF
- Nos principes politiques fondamentaux 50 FB - 10 FF
- Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba 698 FB - 120 FF
- Attention médias! Les médiemensonges du Golfe 820 FB - 170 FF
- Abo, une femme du Congo 798 FB - 150 FF
- De Tien An Men à Timisoara (Débats au sein du PTB 1989-1991) 400 FB - 70 FF
- D'Hiroshima à Sarajevo. La bombe, la guerre froide et l'armée européenne 498 FB - 90 FF
- Les chemins de l'exil 598 FB - 100 FF
- La CIA contre Che 650 FB - 120 FF
- Privé de public 650 FB - 120 FF
- Attention, médias ! 990 FB - 210 FF
- Pour comprendre la Yougoslavie 750 FB - 160 FF

Vidéo

- Les Huks. Conférence par Jose Maria Sison 300 FB - 45 FF
- Amílcar Cabral. Conférence par Mario de Andrade 300 FB - 45 FF
- Une femme du Congo. Conférence par Leonie Abo 300 FB - 45 FF
- PTB, pourquoi nous luttons? Pour le communisme, contre le capitalisme 150 FB - 23 FF
- Marx ou Petrella? Conférence par Jo Cottenier 150 FB - 23 FF
- Le mouvement communiste international à la charnière d'un nouveau siècle .. 300 FB - 45 FF

Solidarité Internationale

- Corée. Socialisme et lutte pour la réunification 200 FB - 33 FF
- Tibet. Partie intégrante de la Chine - Du servage au socialisme 120 FB - 25 FF
- Haïti. Konstition se paye, bajonèt se fè 150 FB - 27 FF
- Génocide au Rwanda. Le vrai visage de l'impérialisme 120 FB - 25 FF
- Kwame Nkrumah: la lutte de classe en Afrique 160 FB - 28 FF
- Solidarité Cuba Socialista 160 FB - 28 FF
- Femmes en luttés 80 FB - 14 FF
- Mexique. Viva Zapata! 160 FB - 28 FF

Médecine pour le tiers monde

- Neutralité médicale et droit humanitaire 120 FB - 20 FF
- Le fossé mortel. Santé et développement 450 FB - 75 FF

Mouvement étudiant et enseignement

- Manuel de lutte. Plate-forme internationale pour un enseignement démocratique 100 FB - 15 FF
- L'école sacrifiée 650 FB - 128 FF

Discours du 1er Mai

- 1996: La social-démocratie promeut le capitalisme sauvage (Anglais, espagnol) 20 FB - 5 FF
- 1995: Il faut former front contre le fascisme et la fascisation de l'Etat (Anglais) 20 FB - 5 FF
- 1994: Le capitalisme est un système criminel, barbare et inhumain 20 FB - 5 FF
- 1993: L'Europe aujourd'hui: guerre et crise - L'Allemagne et les nationalismes locaux mettent la Yougoslavie à feu et à sang 50 FB - 10 FF
- Recueil des discours 1992-1989:
Non à l'Europe impérialiste, militariste, allemande 150 FB - 30 FF

Solidaire

- Abonnement à l'essai à Solidaire (gratuit, 5 numéros)
 - Abonnement à Solidaire (50 numéros) (En Europe: 1950 FB - 340 FF) 1600 FB
- Je choisis le livre suivant comme cadeau (gratuit):**

Etudes Marxistes

- Abonnement (10 numéros) (Belgique) 1500 FB
 - Abonnement (10 numéros) (En Europe) 1950 FB - 340 FF - 70 USD
 - Abonnement (10 numéros) (Hors Europe) 2200 BF - 395 FF - 75 USD
 - Commande d'un ou des numéros simples : 200 FB - 35 FF
- Indiquez les numéros souhaités

Nom et prénom: _____

Adresse complète: _____

Envoyez-moi une liste complète des publications disponibles.

Nous vous ferons parvenir une facture tenant compte des frais de port. Les ouvrages vous seront expédiés après règlement de cette facture.

Renvoyez ce bon de commande à l'adresse suivante:

Librairie Internationale

171 Boulevard Maurice Lemonnier, 1000 Bruxelles - Belgique
Tél. 19 32 2 513.69.07 Télécopie 19 32 2 513.41.10.

Lisez *Solidaire*,

Abonnez-vous maintenant!

Si vous prenez maintenant un abonnement à *Solidaire*, vous recevrez gratuitement un livre de votre choix dans le bon de commande ci-contre.

Vous ne connaissez pas encore *Solidaire*?
Alors profitez de notre offre d'abonnement à l'essai. Vous recevrez notre hebdomadaire chez vous, pendant

cinq semaines, gratuitement et sans aucune obligation.

Cochez la case dans la liste ci-contre.

La Librairie Internationale

L'ensemble des publications proposées dans ce dépliant est disponible à la Librairie Internationale à Bruxelles. A côté des ouvrages socio-politiques récents, la Librairie Internationale s'est spécialisée dans la diffusion des classiques du marxisme-léninisme et du

mouvement ouvrier. C'est ainsi que notre librairie est à même de fournir un nombre impressionnant d'ouvrages devenus de plus en plus difficiles à trouver. N'hésitez pas à nous contacter, par courrier, par téléphone ou par télécopie.

